



LUNDI 29 JUIN 2020

COVID-19 : les confinements et les masques ne sont absolument pas fait pour vous protéger du coronavirus, mais strictement pour des raisons (de mauvaises) d'administrations (des hôpitaux), rien d'autre.

- ▶ **La fin de la technocratie** (Tim Watkins) p.1
- ▶ **Notre conversation avec un coronavirus** (Kurt Cobb) p.6
- ▶ **COVID-19 et l'économie : Et maintenant, où allons-nous ?** (Gail Tverberg) p.7
- ▶ **Vue d'ensemble de l'énergie. Le pétrole est un steak frit au beurre enveloppé dans du bacon. L'énergie alternative est la laitue.** (Alice Friedemann) p.18
- ▶ **Et si nous n'avions même pas de chef ?** (Tom Lewis) p.32
- ▶ **Le long chemin vers la reprise de la demande de pétrole** p.34
- ▶ **Producteurs et consommateurs** (Didier Mermin) p.36
- ▶ **Climat, l'Affaire du siècle, inertie politique** (Michel Sourrouille) p.41
- ▶ **FIN D'EMPIRE...** (Patrick Reymond) p.42

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ Oubliez la reprise en V, W ou L : Se concentrer sur les N-P-B (Charles Hugh Smith) p.47
- ▶ Egon Von Greyerz: « La prochaine baisse des marchés est imminente. Elle va choquer le monde. Je vous préviens que l'ampleur de la dévastation sera inimaginable ! » p.48
- ▶ Finance et économie – Comment ça sera, après ? p.54
- ▶ « Alerte au Krach boursier du 15 juillet au 15 août pour le point bas » (C. Sannat) p.57
- ▶ « La plus grave récession planétaire depuis des décennies »: la Banque mondiale p.60
- ▶ Vers des faillites de banques européennes? « Ce n'est pas totalement à exclure » p.61
- ▶ Le doute revient, mais on creuse, on creuse le trou, que dis-je le ravin! (Bruno Bertez) p.65
- ▶ Éditorial. La dislocation du COVID sera avec nous pendant un certain temps. (Bruno Bertez) p.70
- ▶ Billet. Le soutien des marchés à des limites, un jour ceci sera testé et bien sûr le test sera négatif. Le mythe des liquidités. (Bruno Bertez) p.76
- ▶ Une chute des indices à vitesse grand V ? (Philippe Béchade) p.78
- ▶ La Fed n'est pas un arbre à argent magique (Dan Amoss) p.81
- ▶ Sommes-nous dans un hiver de 20 ans ? (Brian Maher) p.84
- ▶ Zone euro : les plans de relance font exploser les déficits budgétaires, mais "la situation est sous contrôle" (Nicolas Perrin) p.89
- ▶ Une nouvelle conception des marchés (Bruno Bertez) p.97
- ▶ Le déclin américain s'accélère (Bill Bonner) p.98

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

La fin de la technocratie

Tim Watkins 26 juin 2020

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



Au début des années 2000, une organisation avec laquelle je travaillais a mené une enquête auprès des médecins britanniques. "Avec le développement d'Internet comme source d'information," ont-ils demandé, "quelle sera l'importance de ce média pour votre pratique ? La subtilité était qu'ils ont demandé au premier groupe de médecins quelle était sa valeur pour leur donner accès à l'information clinique, tandis que le second groupe a été interrogé sur sa valeur pour donner à leurs patients l'accès à l'information clinique. Sans surprise, les médecins du premier groupe ont été extrêmement positifs. L'accès à des bases de données consultables d'études cliniques leur permettrait de fournir un traitement de pointe beaucoup plus rapidement que s'ils devaient attendre de lire des revues ou de suivre des cours de formation. Les médecins du deuxième groupe en sont le reflet, considérant l'internet comme très négatif. Ils imaginaient les patients arrivant à leurs rendez-vous avec des pages de documents imprimés concernant les maladies très improbables qu'ils avaient eux-mêmes diagnostiquées, et exigeant souvent des traitements qui risquaient de leur nuire, voire de les tuer.

Cette découverte m'a intéressé parce que j'avais rencontré quelque chose de similaire au début des années 1990 lorsque j'ai effectué des recherches sur la planification d'urgence pour le ministère de l'intérieur. La guerre froide ayant pris fin avec l'effondrement de l'Union soviétique, les planificateurs d'urgence étaient désespérés de se réinventer en tant qu'organismes s'occupant principalement de répondre aux urgences civiles plutôt qu'à la guerre. Ils ne pouvaient cependant pas se résoudre à s'éloigner des approches de contrôle militaire descendantes qui sont au cœur de la planification militaire. Plutôt que de travailler avec les communautés locales, à quelques exceptions notables près, les planificateurs d'urgence avaient tendance à croire que "la population civile" paniquerait face à une situation d'urgence et qu'elle devrait être conduite comme un troupeau de moutons pour la mettre en sécurité. L'ironie est que toutes les recherches universitaires sur les catastrophes démontrent que les gens ne paniquent pas lorsqu'ils sont confrontés à une situation d'urgence. En effet, comme nous l'avons vu récemment avec la réaction du public à la crise Covid-19 (et on s'en doute au grand dam du gouvernement britannique), les gens sont pour la plupart (bien que chaque cirque doive avoir ses clowns) beaucoup plus susceptibles de se rassembler dans l'intérêt du public.

Les prêtres chrétiens récitent régulièrement en chaire des textes bibliques qui font autorité, sur lesquels ils ont eux-mêmes des doutes et qui sont souvent contredits par les preuves archéologiques et historiques. Le plus

actuel d'entre eux est l'affirmation incontestée selon laquelle il est très peu probable que le Jésus historique ait ressemblé au Jésus symbolique aux cheveux blonds et à la peau blanche créé par Paul pour être au moins en partie acceptable pour l'Empire romain. De la même manière, les scientifiques s'adressent régulièrement avec certitude au public tout en maintenant, et en valorisant, le doute dans leur profession. Il s'avère que, où que l'on regarde, le même phénomène est présent. Les membres d'une même discipline sont à l'aise pour exprimer leurs doutes et leurs incertitudes les uns aux autres. Mais lorsqu'ils s'adressent au public, ils insistent pour revendiquer des certitudes. C'est, bien sûr, précisément pour cette raison que les sociétés démocratiques doivent constamment se débattre avec une question posée par Socrate. En effet, choisirez-vous la démocratie ou la technocratie ?

Socrate la posait ainsi : supposons que vous deviez faire un voyage en mer dans des eaux dangereuses ; choisiriez-vous un capitaine et un équipage représentatifs du grand public ou des marins endurcis et expérimentés ? Si vous choisissez la première solution, vous êtes clairement un idiot. Mais si vous choisissez le second, comment pouvez-vous dire que vous soutenez la démocratie ?

Au début des années 1970, les hommes politiques étaient confrontés à un équivalent moderne du dilemme de Socrate. L'essor massif des années d'après-guerre avait pris fin. La productivité avait chuté et la croissance s'était effondrée. Les outils gouvernementaux destinés à résoudre les problèmes économiques - notamment l'impression de monnaie pour investir dans la production - avaient l'effet inverse de ce qui était prévu. Au lieu de la croissance, ils ont généré une stagflation - des millions de travailleurs ont perdu leur emploi alors même que les prix augmentaient de façon incontrôlée. Et dans ce contexte, des événements de crise comme les grèves des mineurs de 1972 et de 74 au Royaume-Uni, l'embargo pétrolier de l'OPEP de 1973 et la défaite des États-Unis au Vietnam se sont combinés pour suggérer que le mode de vie occidental touchait à sa fin.

Qu'ils l'aient voulu ou que ce soit simplement une conséquence involontaire de leur politique, les hommes politiques "monétaristes" (néolibéraux) qui sont arrivés au pouvoir à la fin des années 1970 et au début des années 1980 ont répondu à la question posée par Socrate en choisissant la technocratie - la règle des experts. "Par une gentillesse mal placée", ont affirmé les monétaristes, "le gouvernement avait permis à l'État de devenir trop grand et trop envahissant". "Le résultat, disaient-ils, était la stagflation qui avait entaché toute une génération, celle qui a voté à une écrasante majorité pour Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

L'erreur dans cette réflexion était de croire que l'État pouvait d'une certaine manière être "réduit". C'est-à-dire que ceux qui tiraient la richesse, le pouvoir et l'influence de leur position dans les États naissants qui avaient grandi sur les cendres de la Seconde Guerre mondiale pourraient simplement faire leurs bagages et passer leur temps à jardiner ou à pêcher au lieu de diriger la vie publique. Cela n'allait jamais se produire. Au lieu de cela, les espaces dont le gouvernement démocratique s'est retiré ont créé des vides dans lesquels une nouvelle forme de gouvernement a commencé à se développer. Cela n'est nulle part plus évident que dans la fonction la plus importante de l'État - la création de la masse monétaire de la nation.

Dans les années 1970, personne ne savait qui était le gouverneur de la Banque d'Angleterre ou le président de la Réserve fédérale. Ce n'étaient que de simples fonctionnaires payés pour répondre aux appels d'offres du gouvernement. Aujourd'hui, Jerome Powell, Andrew Bailey et leurs récents prédécesseurs sont des noms connus de tous ; ils figurent régulièrement dans les bulletins d'information. La politique monétaire leur a été confiée, pour être gérée par des comités de technocrates qui étaient censés détenir une sagesse ésotérique cachée aux simples mortels. Comme l'a dit Charles Eisenstein :

"Depuis les hauteurs de l'Olympe, les financiers se disaient "maîtres de l'univers", canalisant le pouvoir du dieu qu'ils servaient pour apporter la fortune ou la ruine aux masses, pour déplacer littéralement les montagnes, raser les forêts, changer le cours des rivières, provoquer l'essor et la chute des nations.

L'instrument qu'ils utilisaient était le système bancaire lui-même, permettant aux banques commerciales de faire exister la monnaie à volonté. En utilisant l'alchimie financière des titres et des assurances, ils ont gonflé la plus grande bulle de Ponzi que le monde ait jamais connue. Et lorsqu'elle a éclaté en 2008, ils se sont ralliés et en ont gonflé une encore plus grande. Mais ce faisant, ils ont brisé ce que nous pourrions appeler le "capital technocratique" - la croyance du public que la sagesse ésotérique revendiquée est réelle. Lorsque la reine d'Angleterre a fait appel aux économistes les plus sages du royaume pour demander "Pourquoi personne ne l'a vu venir ? Elle a été confrontée à l'évasion. "Personne n'aurait pu le voir venir", lui ont-ils répondu. Mais les gens l'avaient fait ; et avaient été exclus de la technocratie pour leur hérésie. Il n'est donc pas étonnant que huit ans plus tard, Michael Gove ait gagné en popularité lorsqu'il s'est exclamé :

"Je pense que les gens de ce pays en ont assez des experts des organisations à acronymes qui disent qu'ils savent ce qui est le mieux et qui se trompent constamment".

Sur la question de l'adhésion continue de la Grande-Bretagne à l'Union européenne, l'explosion de Gove correspondait au sentiment populaire dans les régions ex-industrielles du Royaume-Uni où un réseau technocratique de soi-disant experts de la lutte contre la pauvreté s'était engraisé grâce aux fonds de l'UE et du gouvernement britannique mais où, malgré cette largesse, la pauvreté semblait toujours s'aggraver d'une manière ou d'une autre. Il y a peut-être eu des financements européens abondants, mais ils ont toujours fini dans les mauvaises poches.

Au lendemain du krach de 2008, les économistes et les banquiers ont rejoint les politiciens, les journalistes et les avocats au bas de l'échelle de la confiance publique, là où les technocrates en faillite finissent leurs jours. Et au début de l'année 2020, alors que des signes évidents de ralentissement économique apparaissaient déjà, ils semblaient prêts à subir une nouvelle baisse d'estime de la part du public. Ils ont été sauvés - pour l'instant - par le virus du SRAS-CoV-2, qui a permis aux technocrates de la sphère de la santé publique de brûler leur capital technocratique à la place. Suivant le même schéma, les experts de la santé publique nous ont assuré que leurs modèles étaient corrects et qu'ils savaient ce qu'ils faisaient. Et il s'est avéré que, non, les modèles étaient faux après tout et que ce qui était censé être un plan s'est avéré n'être guère plus qu'une science triée sur le volet destinée à couvrir l'incompétence des politiciens.

Après des décennies de néolibéralisme, ces politiciens étaient eux-mêmes devenus un autre bras discrédité de la technocratie. Alors qu'il y a quelques décennies, le Parlement comprenait un grand nombre de personnes qui avaient travaillé auparavant dans le commerce ou l'industrie, au tournant du siècle, les anciens "conseillers spéciaux" d'autres politiciens représentaient la plus grande profession. Ce sont des spécialistes qui ne font rien d'autre que se faire élire et réélire ; et leur incapacité à penser ou à agir de manière cohérente face à une véritable crise les expose pour les mangeurs inutiles qu'ils sont devenus.

Aucun penseur sérieux ne peut non plus avoir de respect pour un média institutionnel qui a fait volte-face face à la plus grande crise - largement auto-infligée - de mémoire d'homme. Dans l'étrange royaume de l'Establishment Medialand, un virus pandémique se voit offrir une boussole politique. Dans le monde réel, cependant, comme le dit le "MD" de Private Eye :

"Le virus du SRAS-CoV-2 possède juste assez de matériel génétique pour se multiplier et se propager avec une efficacité impitoyable, mais pas assez pour une conscience. Il ne peut pas faire la différence entre les

manifestants de Black Lives Matter, les voyous de la suprématie blanche ou les personnes qui se pressent sur la plage pour se divertir. Tous ceux dont le virus s'approche suffisamment longtemps sont des cibles faciles".

Tels sont les rochers sur lesquels se jette ce qui reste de la crédibilité des médias de l'establishment. Mais il y a des raisons bien plus profondes au déclin de la technocratie que les histoires fugaces des médias qui semblaient si importantes hier encore, mais qui ont disparu du cycle des nouvelles de 24 heures maintenant. Si la concentration des richesses dans un nombre toujours plus restreint de mains au sommet est une préoccupation constante pour ceux d'entre nous qui sont conscients des conséquences systémiques de la baisse de la prospérité à la base, peu comprennent que Brexit, Donald Trump et la montée de la droite populiste nationaliste sont également une conséquence de cette inégalité des richesses. Les rachats d'actions, les fusions et acquisitions d'entreprises et tous les autres moyens par lesquels les personnes déjà riches s'enrichissent encore plus servent également à exclure une partie de ceux qui se trouvent juste en dessous du sommet et qui n'ont plus la possibilité de rejoindre l'élite. Cela conduit au genre de mécontentement qui finit par financer les politiciens et les mouvements politiques qui cherchent à renverser l'ancien ordre et à le remplacer par un autre plus favorable à ces élitistes en herbe.

Ajoutez à ce mélange captivant "La Résistance" - les fils et les filles d'une classe libérale métropolitaine ayant fait des études universitaires et dont le niveau de vie était autrefois maintenu en répondant aux besoins des élites (par le biais de professions comme la comptabilité, le droit et la médecine et par des postes techniques dans le fonctionnement des affaires et du commerce). Ces derniers sont eux aussi victimes d'une crise que les néolibéraux pensaient à tort pouvoir résoudre par l'expansion de l'éducation. Au cours des trois dernières décennies, nous avons produit des diplômés pour lesquels il n'existe aucun emploi de niveau supérieur, notamment parce qu'une élite de plus en plus réduite a moins besoin de leurs services. Et pour ajouter l'insulte à l'injure, on leur a demandé d'accumuler d'énormes dettes d'études pour ce privilège. Pour leurs propres raisons, si elles ont la possibilité de démolir elles aussi la technocratie.

Tout en bas de l'échelle se trouve la masse de personnes dont le niveau de vie est rarement différent et souvent pire que celui qu'elles avaient connu lors des récessions des années 1980. Comme le dit Stephen Young, un habitant d'Ebbw Vale qui explique pourquoi les habitants de cette ville ont voté si massivement en faveur de la sortie de l'UE en 2016 :

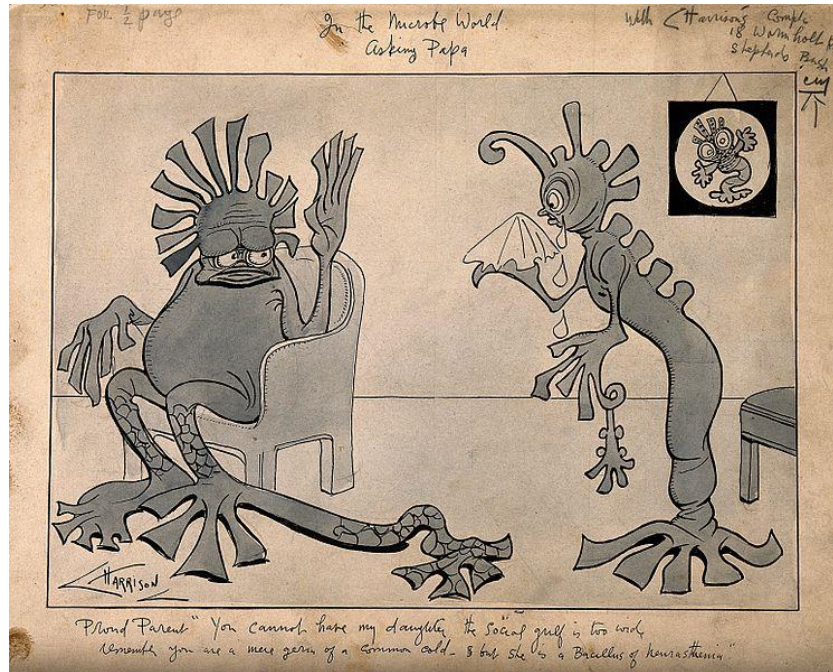
"J'ai vécu toute ma vie à Ebbw Vale, j'ai travaillé dans l'aciérie et j'ai dirigé ma propre entreprise pendant de nombreuses années... Cette ville a une nouvelle zone d'apprentissage, de nouvelles routes et quelques autres projets financés par l'UE... elle n'a pas d'emplois. À une époque, l'aciérie employait 13 000 personnes et la mine environ 800, je crois. L'industrie lourde a disparu et notre ville n'a pas de pollution atmosphérique et les camions lourds la traversent constamment, ce qui est bien, mais elle n'a pas d'argent non plus, peu a été fait pour remplacer les emplois qui ont été perdus, nous avons été dans l'austérité avant que le reste du pays n'en entende parler. La récession ? Nous pensons que c'est notre mode de vie. Nous voyons des milliards dépensés à Londres et dans le sud-est, nous voyons des milliards dépensés à Cardiff... en comparaison, nous, et une grande partie du Pays de Galles et de grandes tranches de l'Angleterre, nous nourrissons avec des miettes de la table".

Voilà qui représente bien la masse des gens qui décideront en fin de compte de la manière dont nous allons gérer l'effondrement à venir. Et, pour l'instant du moins, cette large masse de personnes s'est largement rangée du côté des élitistes déjoués au sommet en suivant le message "Reprenez le contrôle (des technocrates)" et "Faites en sorte que (insérez le nom de votre pays ici) soit à nouveau grand"... Cette version du renversement de la technocratie a peu de chances de changer alors que les fils et les filles des libéraux métropolitains limitent leurs ambitions à se plaindre de leur manque d'accès aux postes de haut niveau. Mais peut-être que lorsqu'il apparaîtra enfin à tous ceux qui sont concernés qu'une économie de plus en plus limitée sur le plan énergétique

ne pourra plus jamais être rendue grande - du moins en termes de richesse matérielle - et que ces emplois de haut niveau ne reviendront jamais, un paradigme politique différent pourrait émerger. Mais jusqu'à ce que ce jour arrive, tout ce que nous pouvons dire avec certitude, c'est que les jours de la technocratie sont comptés.

Notre conversation avec un coronavirus

Par Kurt Cobb, publié à l'origine par Resource Insights le 28 juin 2020



Nous avons tous été stupéfaits par le comportement du coronavirus COVID-19, qui s'est comporté comme s'il avait un rôle à jouer dans le monde. Nous disons qu'il "bouge", "s'adapte", "s'esquive" et "nous piège". Nous lui attribuons une intelligence. Nous nous émerveillons de sa capacité à se manifester de tant de façons. Et partout où nous lisons COVID-19 est un ennemi, un envahisseur, et un tueur, qui utilise la furtivité pour se répandre. Nous devons le vaincre, l'anéantir et l'éradiquer.

En de nombreux endroits sur Internet, on nous implore de comprendre le COVID-19 afin de rester en sécurité - mais seulement jusqu'à ce que nous vainquions cet ennemi de l'humanité grâce à un vaccin.

Peu de gens se rendent compte que nous pourrions être en conversation avec ce coronavirus qui nous transmet des informations par ses actions et réagit à nos actions par ses propres réactions.

La montée de la résistance aux antibiotiques nous rappelle également que nous sommes, en fait, en dialogue avec le monde naturel. Partout - après des siècles de pratique d'une idéologie qui prétend que nous, les humains, pouvons contrôler la nature et, avec les bons outils, la plier toujours et partout à notre volonté - on nous rappelle que nous faisons partie de la nature, que nous sommes en fait des organismes dans un environnement.

Le mouvement environnemental moderne a réintroduit l'idée que nous, les humains, devons nous aligner sur le monde naturel ou périr. Mais une grande partie de ce mouvement est maintenant axée sur des solutions techniques telles que les voitures électriques conçues pour permettre aux humains de vivre à peu près comme ils l'ont fait dans un passé récent.

Qu'un vaccin efficace soit créé ou non pour le COVID-19 - et je doute qu'il y en ait un - ce virus annonce au monde entier que nous ne pourrions pas simplement vivre comme nous l'avons vécu. La prochaine pandémie est peut-être déjà inévitable en raison de la façon dont nous avons structuré notre société. Les virus du monde ne vont apparemment pas se taire, mais ils vont poursuivre leur dialogue avec nous - ou du moins tenter de le faire.

Et voici ce que je veux dire : il est difficile d'avoir un dialogue productif avec une partie que l'on considère comme un envahisseur et un tueur, censé être chassé des habitats humains par tous les moyens nécessaires. Nous n'apprendrons pas à vivre avec la réalité d'un monde enclin aux pandémies en supposant simplement qu'une armée de scientifiques et de sociétés pharmaceutiques nous protégera.

Le coronavirus a annoncé haut et fort une ère tragique dans laquelle l'homme doit, tant dans sa pensée que dans ses actes, se réintégrer dans le monde naturel. Cette réintégration n'est pas une "solution" à la maladie et à la mort. C'est une stratégie d'atténuation qui nous harmonise avec la réalité que nous sommes des organismes dans un environnement.

C'est une stratégie qui nous permettra de vivre plus confortablement et plus sagement dans le monde naturel dont nous faisons partie. Permettez-moi d'illustrer brièvement ce que je veux dire :

Nous savons déjà qu'une alimentation saine, l'exercice physique, le contrôle du stress mental et des relations fortes et positives avec les amis, les collègues et la famille rendront les gens plus robustes lorsqu'ils seront confrontés à des maladies infectieuses. Notre alimentation, bien sûr, a été dans le passé largement un produit de la nature avec un peu d'aide de notre part grâce à la sélection. Les humains sont nés pour se déplacer, et le mouvement faisait autrefois partie de pratiquement toutes les occupations. Les familles élargies et les réseaux de parenté du passé étaient à double tranchant car ils fournissaient un soutien social et émotionnel, mais pouvaient aussi être une source étouffante de conformisme et même de traitement sévère. Néanmoins, nous, les humains, sommes faits pour des liens sociaux étroits.

Aujourd'hui, nous mangeons de grandes quantités d'aliments transformés dangereusement malsains, issus de cultures cultivées sur des sols épuisés et d'animaux empoisonnés par des produits chimiques et des médicaments. Dans les pays riches, nous sommes nombreux à mener un mode de vie sédentaire. Les familles unies du passé ont largement disparu et nous sommes aujourd'hui confrontés à une épidémie de solitude. Faut-il alors s'étonner que la santé générale de la population soit dégradée ?

Serait-il possible d'évoluer vers une santé plus robuste, non pas en faisant marche arrière, mais en allant de l'avant en tenant compte des avantages qui découlent naturellement d'une agriculture fondée sur la création de sols sains et d'aliments sans produits chimiques et de notre besoin instinctif d'activité physique et de liens sociaux étroits ? Pourrions-nous reconnaître que le rôle du gouvernement et des autres institutions collectives n'est pas seulement individuel, mais qu'il est aussi de rendre possible une vie saine pour tous ?

Nous pourrions continuer à vivre dans le fantasme que nous allons conquérir le monde naturel comme si c'était quelque chose d'extérieur à nous-mêmes. Ou bien nous pourrions entamer un dialogue avec ce monde, avec ses virus, ses plantes et ses animaux, avec le climat de la planète Terre et provoquer notre réintégration dans l'environnement naturel, ce qui serait très bénéfique pour nous et pour le monde naturel dont nous faisons partie.

COVID-19 et l'économie : Et maintenant, où allons-nous ?

Posté le 25 juin 2020 par Gail Tverberg

L'histoire de COVID-19 continue de se développer. Au début, tout le monde écoutait les épidémiologistes nous dire qu'une grande distanciation sociale, voire la fermeture des économies, serait utile. Après avoir essayé ces choses, nous nous sommes retrouvés avec un grand nombre de personnes sans travail et des protestations partout. Nous avons découvert que les modèles fournis n'étaient pas très prédictifs. Nous constatons également qu'une reprise en forme de V n'est pas possible.

Maintenant, nous devons déterminer les mesures à prendre. Avec quelle vigueur devrions-nous lutter contre COVID-19 ? L'histoire est plus complexe que ce que la plupart des gens comprennent. Voici quelques uns des problèmes que je vois :

[1] La part des cas de COVID-19 dont on peut s'attendre à ce qu'ils se terminent par un décès semble être beaucoup plus faible que ce à quoi la plupart des gens s'attendent.

La plupart des gens supposent que les ratios de décès par rapport aux cas par groupe d'âge, calculés à partir des cas déclarés, tels que ceux inclus dans la base de données de Johns Hopkins, donnent une bonne indication de la probabilité de décès à laquelle une personne est confrontée si elle prend COVID-19. En fait, les cas signalés dans cette base de données sont loin d'être représentatifs de tous les cas ; ils ont tendance à être les cas les plus graves. Les cas sans symptômes, ou avec des symptômes très légers, ont tendance à ne pas être pris en compte. Il en résulte que les ratios calculés directement à partir de cette base de données font penser que le risque de décès est bien plus élevé qu'il ne l'est en réalité.

Le Centre américain de contrôle des maladies a publié des scénarios de planification, basés sur les informations disponibles le 29 avril 2020.* Sur la base de ces informations, la meilleure estimation du CDC du nombre de décès futurs pour 1000 cas avec symptômes est la suivante :

Âges 0 - 49 **0,5** décès pour 1000 cas présentant des symptômes

50-64 ans **2,0** décès pour 1000 cas avec symptômes

65 ans + **13,0** décès pour 1000 cas avec symptômes

La meilleure estimation du CDC est que 35 % des cas ne présentent aucun symptôme. Ainsi, si nous incluons ces cas sans symptômes dans le tableau ci-dessus, le tableau deviendrait :

0-49 ans **0,5** décès pour 1 538 cas (y compris les cas sans symptômes), ou 0,3 décès pour 1 000 cas avec ou sans symptômes

50-64 ans **1,3** décès pour 1000 cas avec ou sans symptômes

65 ans + **8,5** décès pour 1000 cas avec ou sans symptômes

Une étude récente portant sur des échantillons de sang provenant de 23 régions du monde différentes a abouti à une estimation tout aussi basse du nombre de décès pour 1000 infections par COVID-19. Elle a indiqué que parmi les personnes de moins de 70 ans, le nombre de décès pour 1000 se situait entre 0,0 et 2,3 pour 1000, avec une médiane de 0,4 décès pour 1000.

Le même document fait remarquer,

COVID-19 semble toucher principalement les personnes fragiles, défavorisées et marginalisées - comme le montrent les taux élevés de charge infectieuse dans les maisons de retraite, les foyers pour sans-abri, les prisons, les usines de transformation de la viande, et les fortes inégalités raciales/ethniques à l'encontre des minorités en termes de risque cumulé de décès.

[2] Il semble y avoir des choses que nous pouvons faire nous-mêmes pour réduire notre risque personnel de maladie grave ou de décès.

Un bon état de santé général nous protège contre un mauvais cas de COVID-19. Ainsi, tout ce que nous pouvons faire en termes de régime alimentaire et d'exercice physique est probablement utile. Rester à l'intérieur pendant des semaines dans l'espoir de prévenir l'exposition à COVID-19 n'est probablement pas utile.

L'exposition continue à d'énormes quantités de désinfectants et de désinfectants pour les mains n'est probablement pas utile non plus. Notre corps dépend de microbiomes sains, et de tels produits ont un effet néfaste sur nos microbiomes. Ils tuent les bonnes comme les mauvaises bactéries et peuvent laisser des résidus nocifs. Il est facile de réduire notre utilisation personnelle de ces produits.

Des indications récentes montrent que la vitamine D est susceptible d'avoir un effet protecteur en réduisant à la fois l'incidence de la COVID-19 et la gravité de la maladie. Rapports du Web MD :

Plusieurs groupes de chercheurs de différents pays ont découvert que les patients les plus malades ont souvent les taux de vitamine D les plus bas, et que les pays ayant un taux de mortalité plus élevé comptaient un plus grand nombre de personnes souffrant d'une carence en vitamine D que les pays ayant un taux de mortalité plus faible.

Les experts affirment qu'un taux sanguin sain de vitamine D peut donner aux personnes atteintes de COVID-19 un avantage en matière de survie en les aidant à éviter la tempête de cytokines, lorsque le système immunitaire réagit de manière excessive et attaque les propres cellules et tissus de l'organisme.

Bien que nous ne soyons pas certains que la vitamine D soit utile, il existe certainement suffisamment de preuves circonstanciées pour suggérer qu'il serait probablement utile d'augmenter les niveaux de vitamine D jusqu'à la quantité recommandée par l'Institut national de la santé (30 nmol/L ou plus). Les personnes ayant la peau foncée et vivant dans des régions éloignées de l'équateur pourraient être particulièrement aidées par cette stratégie, puisque la peau foncée réduit la production de vitamine D.

Les masques semblent être utiles pour prévenir la propagation de l'infection. Le propre système immunitaire d'une personne peut gérer un certain niveau de germes. Si deux personnes qui se rencontrent portent toutes deux un masque, la combinaison des masques peut peut-être réduire le niveau de germes dans la mesure où le système immunitaire est capable de les gérer. Notre système immunitaire est conçu pour faire face à une multitude de petites attaques de virus et de bactéries. Une "pratique" continue avec des combinaisons relativement faibles de bonnes et mauvaises bactéries (comme c'est le cas avec les masques) aura tendance à renforcer les défenses naturelles de notre corps.

Nous voyons des dentistes et des hygiénistes dentaires porter des écrans faciaux. Ces écrans sont facilement accessibles sur Internet et peuvent être portés avec un masque ou seuls. Nous ne savons pas encore exactement quel degré de protection ils offrent, mais les premiers modèles suggèrent qu'ils peuvent être utiles dans deux directions : (a) empêcher les gouttelettes du porteur de nuire aux autres et (b) réduire l'exposition aux

gouttelettes des autres. Ainsi, ils peuvent être un moyen intéressant de réduire l'exposition au virus responsable de la COVID-19, même lorsque les autres ne portent pas de masque.

[3] La capacité de la communauté médicale à traiter les cas de COVID-19 ne cesse de s'améliorer.

Il semble y avoir de nombreux petits changements qui améliorent le traitement de la COVID-19. Si les patients ont du mal à obtenir suffisamment d'oxygène, le fait de les allonger sur le ventre semble augmenter leur niveau d'oxygène dans le sang. Le coût de ce changement est pratiquement nul, mais il permet de maintenir les patients hors de l'unité de soins intensifs plus longtemps.

Au départ, les planificateurs pensaient que des ventilateurs seraient nécessaires pour les patients atteints de COVID-19, car les ventilateurs sont souvent utilisés sur les patients atteints de pneumonie. L'expérience a toutefois montré que l'oxygène et un appareil de PPC, par exemple, fonctionnent souvent mieux et sont moins chers**.

Le simple fait de ne pas envoyer les patients en convalescence dans des établissements de type maison de retraite pour les dernières étapes des soins s'est également avéré utile. Beaucoup de ces patients peuvent encore infecter d'autres personnes, ce qui entraîne des infections dans les établissements de soins de longue durée. Les tests permettant de savoir si les patients ont vraiment surmonté la maladie ne semblent pas très précis.

La semaine dernière, il a été annoncé que le traitement par un stéroïde commun peu coûteux pourrait réduire d'un tiers le nombre de décès de personnes sous respirateur. Il pourrait également réduire de 20 % les décès de ceux qui ne nécessitent qu'un traitement à l'oxygène. L'utilisation de ce traitement devrait permettre de réduire considérablement les décès, à peu de frais.

On peut s'attendre à ce que les améliorations des traitements se poursuivent à mesure que les médecins expérimentent les traitements existants et que les sociétés pharmaceutiques travaillent sur de nouvelles solutions. L'examen des taux de mortalité historiques cumulés tend à négliger l'énorme courbe d'apprentissage en cours, ce qui permet de réduire les taux de mortalité.

[4] De plus en plus de doutes sont soulevés quant à la possibilité de trouver rapidement un vaccin qui prévienne la COVID-19.

Le public aimerait croire qu'une solution vaccinale est à portée de main. Les promoteurs de vaccins tels qu'Anthony Fauci et Bill Gates aimeraient encourager cette croyance. Malheureusement, il existe de nombreux obstacles à l'obtention d'un vaccin qui soit réellement efficace, quelle que soit la durée de son utilisation :

(a) Les anticorps contre les coronavirus ont tendance à ne pas rester très longtemps. Une étude récente suggère que dès huit semaines, une part importante des patients atteints de COVID-19 (40 % de ceux qui ne présentent pas de symptômes ; 12,9 % de ceux qui en présentent) ont perdu toute immunité. Un vaccin sera probablement confronté à ce même défi.

(b) Les vaccins peuvent ne pas fonctionner contre les mutations. Pékin lutte actuellement contre une nouvelle version de COVID-19 qui semble avoir été importée d'Europe dans l'alimentation. Selon les premières indications, les personnes qui ont attrapé la version originale de Wuhan du virus COVID-19 ne seront pas immunisées contre la version mutée importée d'Europe.

Les vaccins actuellement en cours de développement utilisent la version de Wuhan du virus. Le problème est que la version de COVID-19 qui circule actuellement aux États-Unis, en Europe et peut-être ailleurs n'est généralement pas du type Wuhan.

(c) On craint réellement qu'un vaccin contre une version de COVID-19 n'aggrave la réaction d'une personne à une mutation de COVID-19 au lieu de l'améliorer. On sait depuis de nombreuses années que la dengue présente cette caractéristique ; c'est l'une des raisons pour lesquelles il n'existe pas de vaccin contre la dengue. Le précédent virus du SRAS (qui est étroitement lié au virus COVID-19) présente le même problème. Une analyse préliminaire suggère que le virus à l'origine de la COVID-19 semble également présenter cette caractéristique.

En résumé, obtenir un vaccin qui fonctionne réellement contre COVID-19 sera probablement un énorme défi. Au lieu de s'attendre à une balle d'argent sous la forme d'un vaccin COVID-19, nous devons probablement chercher de nombreuses abeilles argentées qui limiteront l'impact de la maladie. Il faut espérer que le COVID-19 disparaîtra un jour de lui-même, mais nous n'avons aucune garantie quant à son issue.

[5] Le problème fondamental auquel l'économie mondiale est confrontée est le dépassement des objectifs, causé par une population trop élevée par rapport aux ressources sous-jacentes.

Lorsqu'une économie est en dépassement, le grand danger est l'effondrement. Les caractéristiques d'un dépassement conduisant à l'effondrement sont les suivantes :

- Très grande disparité salariale ; trop de personnes sont très pauvres
- La santé décline, souvent en raison d'une mauvaise alimentation, ce qui rend les gens vulnérables aux épidémies
- Recours accru à l'endettement, pour compenser l'insuffisance des salaires et des bénéfices
- La chute des prix des produits de base, car trop peu de personnes peuvent se permettre ces produits et les biens fabriqués à partir de ces produits
- Des produits de base en surnombre, qui poussent les agriculteurs à labourer les cultures et l'huile à être stockée

Il faut donc s'attendre à des pandémies lorsque l'économie est en surchauffe.

Un exemple d'effondrement est celui qui a suivi l'épidémie de peste noire (1348-1350) en Europe. Cet effondrement a tué 60 % de la population européenne et a fait chuter la population britannique de près de 5 millions à environ 2 millions d'habitants.

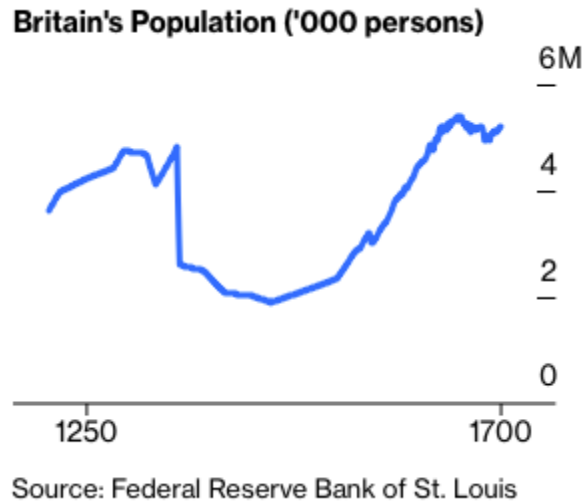


Figure 1. La population de la Grande-Bretagne, de 1200 à 1700 habitants. Graphique de Bloomberg utilisant les données de la Réserve fédérale de Saint-Louis.

On pourrait dire qu'il y a eu une reprise de la population en forme de U, qui a pris environ 300 ans.

Un exemple ultérieur qui a presque conduit à l'effondrement est la période entre 1914 et 1945. C'était une période de diminution du commerce international, indiquant que quelque chose n'allait vraiment pas. Sur la figure 2 ci-dessous, la WSJ appelle sa mesure du commerce international "l'indice d'ouverture commerciale". La période 1914-1945 est mise en évidence comme étant un peu comme aujourd'hui.

Trade Openness Index

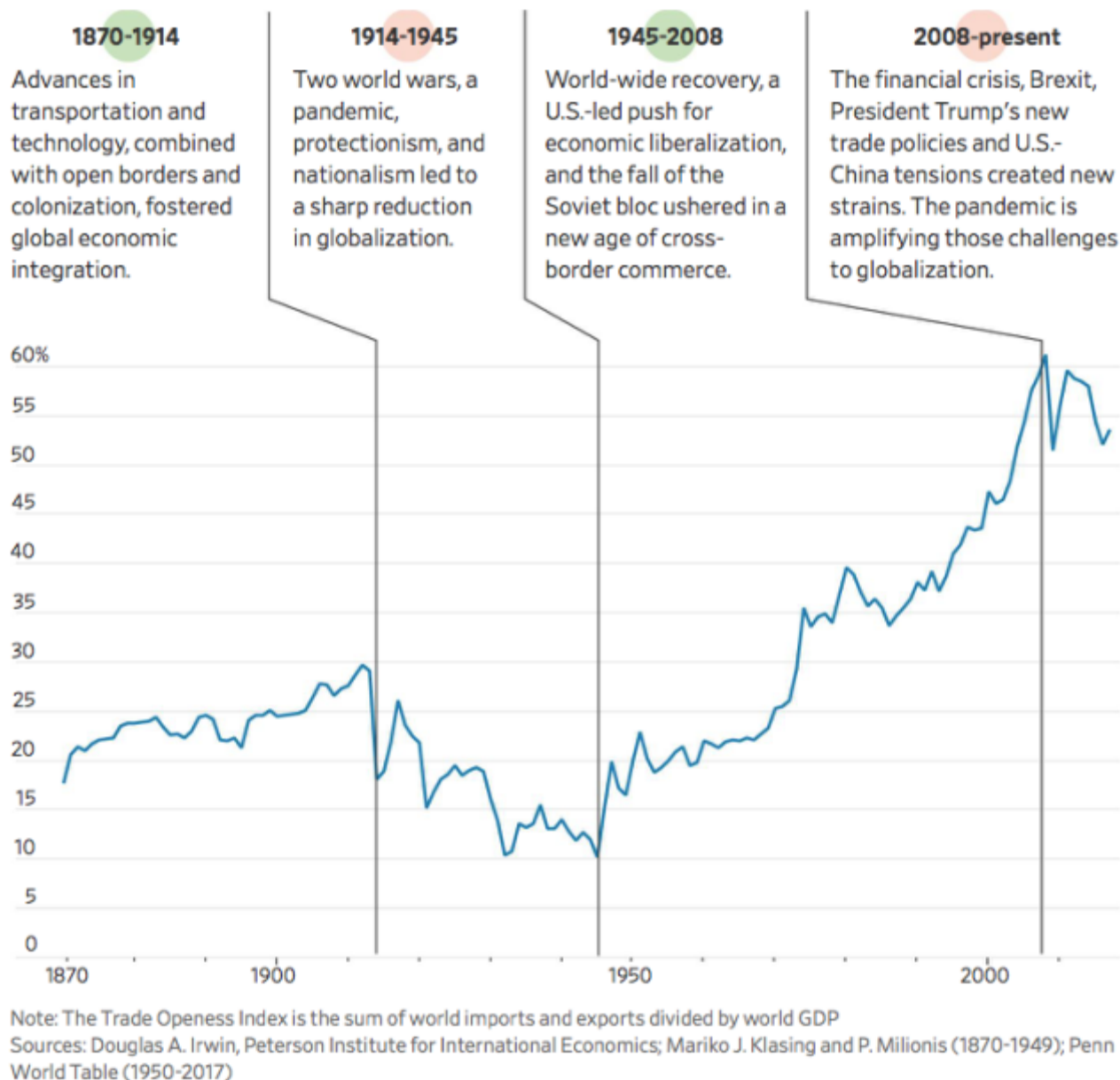


Figure 2. L'indice d'ouverture commerciale est un indice basé sur la moyenne des importations et des exportations mondiales, divisée par le PIB mondial. Graphique du Wall Street Journal.

De nombreux problèmes de la période 1914-1945 étaient liés au charbon. La première guerre mondiale a eu lieu lorsque l'épuisement du charbon est devenu un problème en Grande-Bretagne. Le problème à l'époque était que les salaires étaient trop bas pour les mineurs de charbon car le prix du charbon n'allait pas augmenter très fortement. Des prix du charbon plus élevés étaient nécessaires pour compenser l'impact de l'épuisement, mais les prix élevés du charbon n'étaient pas abordables pour les citoyens.

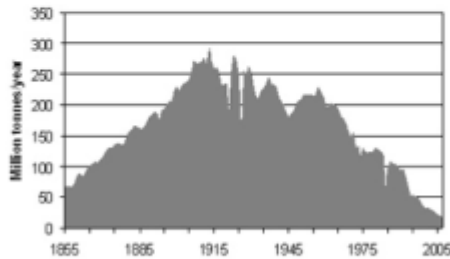
La pandémie de 1918-1919 a tué beaucoup plus de gens que la Première Guerre mondiale ou que COVID-19.

La Seconde Guerre mondiale a eu lieu au moment où l'épuisement du charbon est devenu un problème en Allemagne.

Peak coal in UK occurred at time of World War I, and Peak Coal in Germany at time of World War II. Led to Wars?

Peak Coal in UK, at time of WWI

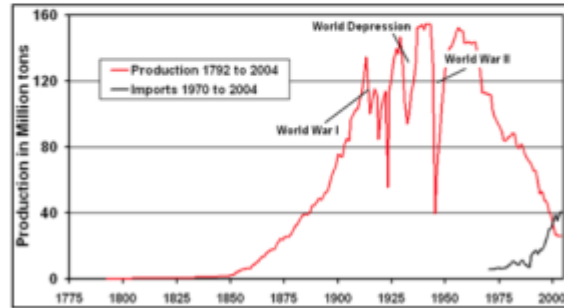
Coal Production in the UK by David Strahan



Source: <http://www.davidstrahan.com/blog/?p=116>

Peak Coal in Germany, at time of WWII

Hard Coal production in Germany (today's borders) 1792-2002 and imports 1975-2002.



Source: BGR https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Energie/Bilder/Kohle_Reserven_Bild1_en.html?nn=1547280

Figure 3. Figure par auteur décrivant la période de pointe du charbon par rapport à la Première et à la Seconde Guerre mondiale.

Le problème de l'insuffisance des ressources énergétiques a finalement pris fin lorsque la Seconde Guerre mondiale a fait augmenter la demande par le biais d'une dette accrue et de l'entrée pour la première fois d'un plus grand nombre de femmes sur le marché du travail. En réaction, les États-Unis ont commencé à pomper le pétrole du sol à un rythme plus rapide. Au lieu de dépendre uniquement du charbon, le monde a commencé à dépendre d'une combinaison de pétrole et de charbon comme ressources énergétiques. Le rapport entre la population et les ressources énergétiques a soudainement été rééquilibré, et l'effondrement a été évité !

[6] Nous sommes maintenant dans une autre période de dépassement de la population par rapport aux ressources. La ressource critique cette fois-ci est le pétrole. Les alternatives dont nous disposons ne sont pas adaptées à la satisfaction de notre besoin le plus fondamental : la culture et le transport de la nourriture. Elles agissent comme des ajouts qui sont perdus si le pétrole est perdu.

La figure 2 ci-dessus montre que depuis 2008, le monde est à nouveau entré dans une période de diminution des importations et des exportations, ce qui est le signe d'une "insuffisance des ressources énergétiques". Nous connaissons également bon nombre des autres caractéristiques d'une économie en dépassement que j'ai mentionnées dans la section 5 ci-dessus.

La figure 4 montre la consommation mondiale d'énergie par type d'énergie jusqu'en 2019, en utilisant des données récemment publiées par BP. La combinaison "Autres" de la figure 4 comprend le nucléaire, l'hydroélectricité, l'éolien, le solaire et d'autres catégories plus petites comme l'énergie géothermique, les granulés de bois et la sciure de bois brûlée comme combustible.

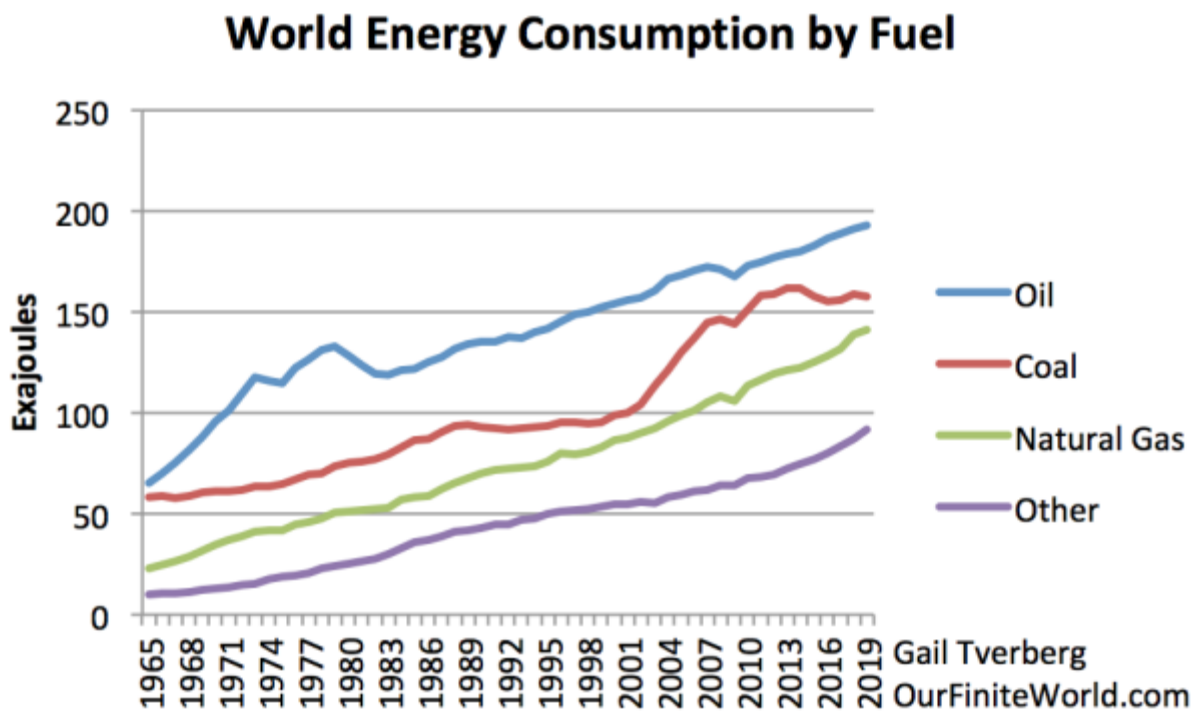


Figure 4. Consommation mondiale d'énergie par combustible, basée sur l'étude statistique 2020 de BP sur l'énergie dans le monde.

Le pétrole augmente à un rythme régulier ; la consommation de charbon est proche du niveau depuis 2012 environ. Le gaz naturel et les "autres" semblent augmenter un peu plus rapidement ces dernières années.

Si l'on divise par la population mondiale, la tendance de la consommation mondiale d'énergie par habitant par type est la suivante :

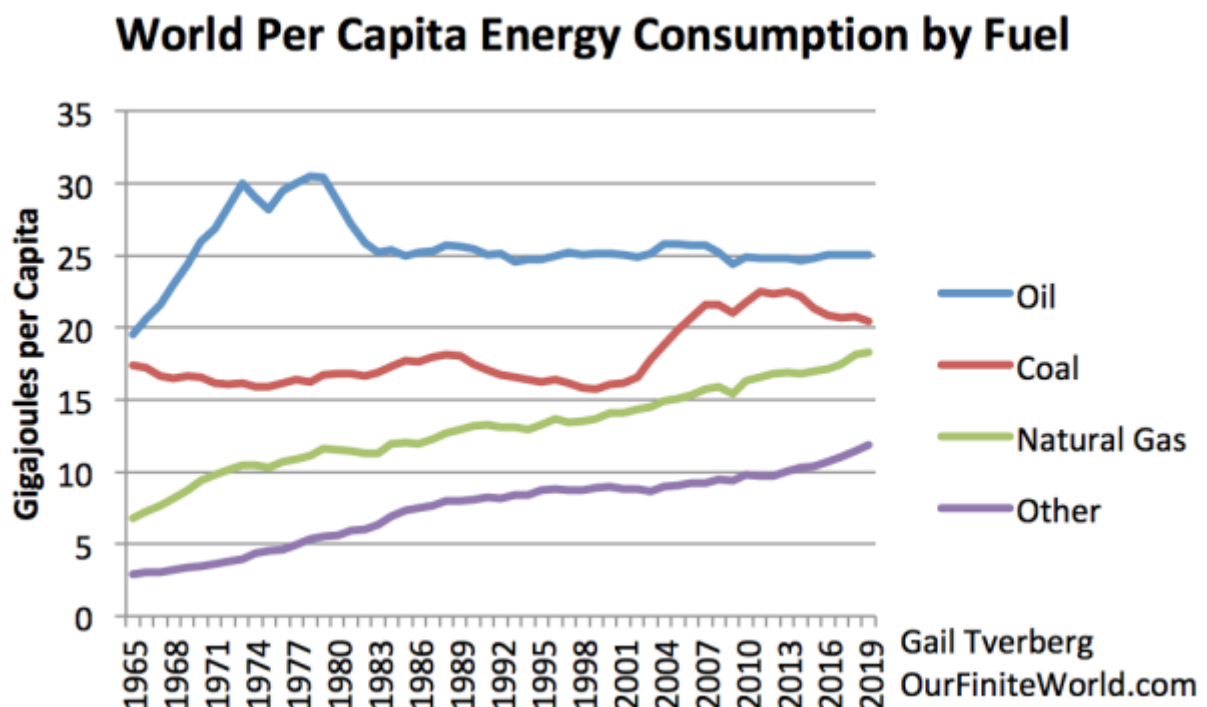


Figure 5. Consommation mondiale d'énergie par habitant selon l'étude statistique 2020 de BP sur l'énergie dans le monde

Beaucoup de gens aimeraient penser que les différentes sources d'énergie sont substituables, mais ce n'est pas vraiment le cas, car nous nous approchons des limites d'un monde fini.

Le problème est qu'il y a très peu de ressources énergétiques autonomes. La plupart des ressources énergétiques ne fonctionnent que dans un cadre fourni par d'autres sources d'énergie. Le bois prélevé dans le sol de la forêt peut fonctionner comme une source d'énergie autonome. Le vent peut presque être utilisé comme source d'énergie autonome, s'il sert à alimenter un simple voilier ou un moulin à vent en bois. L'eau peut presque être utilisée comme source d'énergie autonome, si elle peut être utilisée pour faire tourner une roue à eau en bois.

Le charbon, lorsque son utilisation s'est développée, a permis de produire à la fois du béton et de l'acier. Il a permis la construction de barrages hydroélectriques modernes. Il a permis aux machines à vapeur de fonctionner. Il pouvait vraiment être utilisé comme source d'énergie autonome. Le principal obstacle à l'extraction du charbon était de maintenir le coût d'extraction suffisamment bas, de sorte que, même avec le transport, les acheteurs puissent se permettre d'acheter le charbon.

De même, le pétrole peut être une solution énergétique autonome car il est très flexible, dense et facilement transportable. Il peut également être associé à d'autres types d'énergie moins onéreuse, pour aller plus loin. La figure 5 montre notre dépendance au pétrole en fonction du niveau de consommation d'énergie par habitant depuis le début des années 1980. La croissance de la population semble dépendre de la quantité de pétrole disponible.

Comme je l'ai déjà mentionné dans de précédents articles, l'économie est un système auto-organisé. S'il n'y a pas suffisamment de produits énergétiques dont l'économie dépend principalement, le système a tendance à changer de façon très étrange. Les pays deviennent plus querelleurs. Les gens décident d'avoir moins d'enfants ou deviennent plus vulnérables aux pandémies, ce qui rapproche la population des ressources énergétiques.

Le problème avec le gaz naturel et les produits électriques que j'ai regroupés sous la rubrique "Autres" est qu'il ne s'agit pas vraiment de produits autonomes. Ils ne permettent pas de cultiver des aliments ou de construire des routes. Ils ne peuvent pas alimenter les avions à réaction internationaux. Ils ne peuvent pas construire d'éoliennes ou de panneaux solaires. Ils ne peuvent pas mettre en place des gazoducs. Ils ne peuvent exister que dans un environnement complexe qui comprend le pétrole et peut-être le charbon (ou d'autres produits énergétiques moins chers).

Nous nous faisons des illusions si nous pensons pouvoir passer à des combustibles modernes à faible émission de carbone. Sans prix élevé, le pétrole et le charbon qui sont dans le sol auront tendance à y rester en permanence. C'est le sérieux obstacle auquel nous sommes confrontés. Sans pétrole et sans charbon, les produits du gaz naturel et de l'électricité deviendront rapidement inutilisables.

[7] Un problème majeur des arrêts liés à COVID-19 est le fait qu'ils entraînent des prix très bas pour les produits de base, y compris le pétrole.

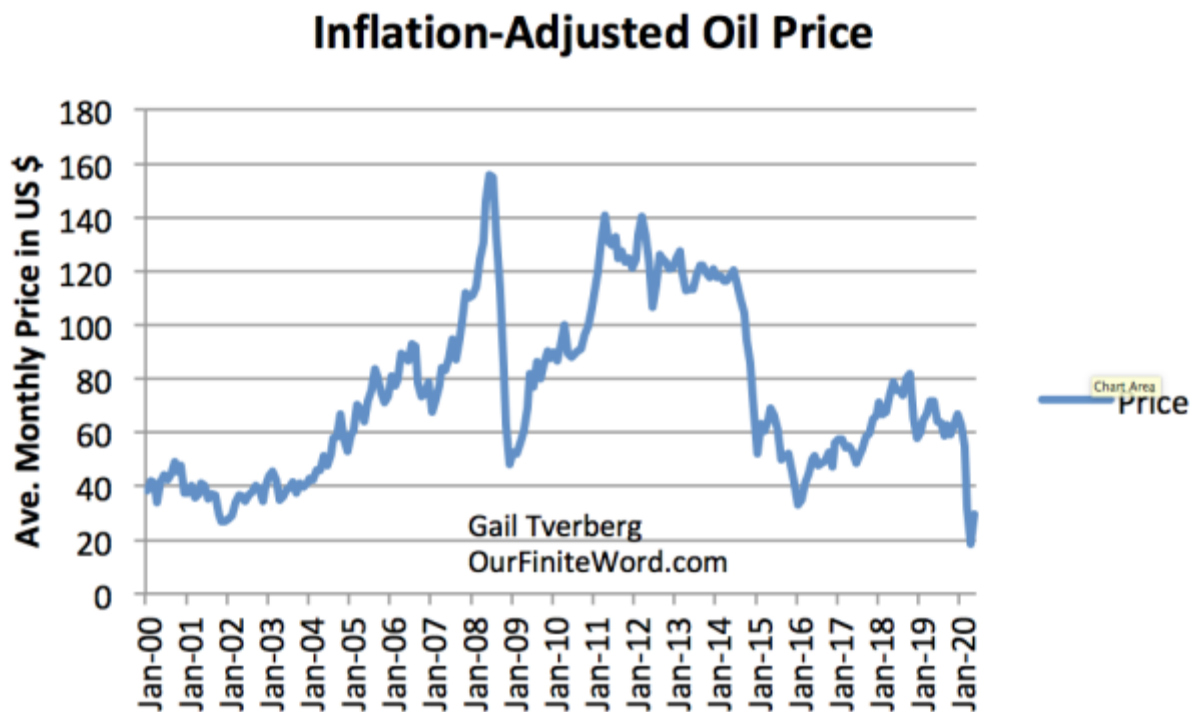


Figure 6. Prix moyens mensuels du pétrole, ajustés en fonction de l'inflation, jusqu'en mai 2020. Les montants sont les prix du pétrole Brent Spot, tels que publiés par l'EIA. L'ajustement de l'inflation est effectué à l'aide de l'indice IPC-Urban.

Le pétrole est le principal type d'énergie utilisé pour la culture et le transport des aliments. Il est utilisé dans de nombreux processus essentiels, notamment dans la production d'électricité. Pour que sa production se poursuive, son prix doit être à la fois suffisamment élevé pour les producteurs de pétrole et suffisamment bas pour les consommateurs.

Le problème que nous rencontrons depuis 2008 (le début de la dernière réduction des échanges commerciaux dans la figure 2) est que le prix du pétrole est tombé trop bas pour les producteurs. Aujourd'hui, en 2020, la production de pétrole commence à baisser. Cela s'explique par le fait que les entreprises productrices ne peuvent pas se permettre d'extraire du pétrole aux prix actuels ; les gouvernements des pays exportateurs de pétrole ne peuvent pas percevoir suffisamment de taxes aux prix actuels. Ils espèrent qu'en réduisant l'offre de pétrole, les prix augmenteront à nouveau.

Si les prix du pétrole restent extraordinairement bas, une calamité similaire à celle dont s'inquiètent les "peak oilers" se produira certainement : L'offre de pétrole commencera à baisser. En fait, la chute sera probablement beaucoup plus rapide que ce que la plupart des "peak oilers" ont imaginé, parce que la chute sera causée par des prix bas, plutôt que par les prix élevés qu'ils ont imaginés.

On peut s'attendre à ce que les quantités qui sont aujourd'hui indiquées comme "réserves prouvées" disparaissent parce qu'il ne sera pas rentable de les extraire. Les gouvernements des pays exportateurs de pétrole semblent susceptibles d'être renversés parce que les recettes fiscales provenant du pétrole sont leur principale source de revenus pour des programmes tels que les subventions alimentaires et les programmes d'emploi. Lorsque cela disparaît, les gouvernements des pays exportateurs de pétrole sont obligés de réduire leurs dépenses, ce qui diminue le niveau de vie de leurs citoyens.

[8] Ce que devrait être notre stratégie à partir de maintenant n'est pas tout à fait clair.

Bien sûr, une voie mène tout droit à l'effondrement, comme ce fut le cas après la peste noire de 1348-1352 (figure 1). En fait, la capacité de charge de la Grande-Bretagne pourrait encore être d'environ 2 millions. Sa population actuelle est d'environ 68 millions d'habitants, ce qui représenterait une réduction de la population d'environ 97 %.

D'autres pays connaîtraient également des réductions de population substantielles. La diminution de la population reflèterait de nombreuses causes de décès en plus des décès directs dus à COVID-19 ; elle reflèterait les impacts de l'effondrement des gouvernements, de l'approvisionnement alimentaire inadéquat, de l'approvisionnement en eau polluée et des maladies de toutes sortes non traitées.

Si une grande partie de la population reste cachée dans ses maisons en essayant d'éviter COVID, il me semble que nous nous dirigeons très certainement vers un effondrement. Les lignes d'approvisionnement pour de nombreux types de biens et de services seront rompues. Les prix du pétrole et des denrées alimentaires resteront très bas. Les agriculteurs vont labourer les cultures pour essayer de faire monter les prix. Les gouttes de pétrole continueront à poser problème.

Si nous essayons de passer aux énergies renouvelables, cela conduira directement à l'effondrement également, d'après ce que je peux voir. Elles ne sont pas assez robustes pour se suffire à elles-mêmes. Les prix du pétrole et d'autres produits de base tomberont trop bas et il y aura des gouffres. Les énergies renouvelables ne dureront que tant que (a) les systèmes globaux pourront être maintenus en bon état et (b) les gouvernements pourront soutenir la poursuite des subventions.

La seule approche qui semble maintenir le système en place un peu plus longtemps semble être d'essayer de se débrouiller, malgré COVID-19. Ouvrir les économies, même si le nombre de cas COVID-19 est plus élevé et continue d'augmenter. Parler aux gens des approches qu'ils peuvent utiliser pour limiter leur exposition au virus, et comment ils peuvent renforcer leur système immunitaire. Faire en sorte que les gens commencent à augmenter leur taux de vitamine D, afin qu'ils aient peut-être plus de chances de combattre la maladie s'ils attrapent le COVID-19.

Grâce à cette approche, nous permettons au plus grand nombre de personnes de travailler le plus longtemps possible. La vie continuera aussi longtemps que possible, aussi près de la normale. Nous pouvons peut-être retarder l'effondrement un peu plus longtemps. Nous n'avons pas beaucoup d'options, mais celle-ci semble être la meilleure des nombreuses options médiocres.

Notes :

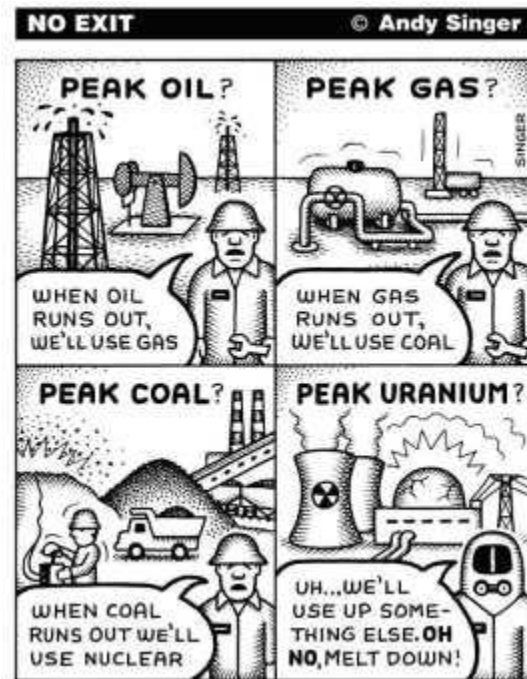
*Les estimations du CDC sont des estimations de décès futurs pour 1000 cas. Elles reflètent donc probablement la courbe d'apprentissage qui a déjà eu lieu. Il est peu probable qu'elles reflètent le bénéfice du nouveau traitement aux stéroïdes mentionné dans la section 3, car cette constatation s'est produite après le 29 avril.

**On m'a cependant dit que la propagation de la maladie peut être un problème lorsqu'on utilise des appareils CPAP. L'utilisation de ventilateurs à très basse pression semble également être une solution.

Vue d'ensemble de l'énergie. Le pétrole est un steak frit au beurre enveloppé dans du bacon. L'énergie alternative est la laitue.

Alice Friedemann Posté le 6 mai 2014 par energyskeptic

Pourquoi le pétrole est si difficile à remplacer



1) Quelle est la quantité d'énergie fossile brûlée ?

En 2013, les États-Unis ont brûlé 96,5 quads (96,5 quadrillions de BTU) d'énergie par an, dont 84 % de combustibles fossiles : 36 de pétrole, 26 de gaz naturel, 18,5 de charbon. En 2013, les États-Unis ont produit environ 4 058 milliards de kilowattheures d'électricité, dont 67 % à partir de combustibles fossiles (charbon 39 %, gaz naturel 27 % et pétrole 1 %), 19 % à partir du nucléaire et 7 % à partir de l'hydroélectricité.

Les énergies renouvelables n'en représentent qu'une infime partie, avec la biomasse à 1,48 %, la géothermie à 0,41 %, l'énergie solaire à 0,23 % et l'énergie éolienne à 4,13 %. Au rythme où elles se développent, il faudrait des milliers d'années pour remplacer les fossiles, dont la production globale d'énergie continue d'augmenter depuis 2013 bien plus que les énergies renouvelables.

L'électricité ne représente que 15 % de notre consommation d'énergie.

L'utilisation de l'énergie éolienne et solaire pour remplacer les 67 % d'électricité provenant des combustibles fossiles ne fait donc pas une petite brèche dans la façon dont les 85 % restants sont utilisés, pour des besoins essentiels tels que le transport, la fabrication et le chauffage.

2) Il s'agit d'une crise des carburants liquides car la quasi-totalité des transports de marchandises fonctionne au pétrole, principalement au diesel.

J'aime voler et conduire des voitures, mais elles ne plantent pas, ne récoltent pas et ne livrent pas de nourriture - les tracteurs, les moissonneuses et les camions le font. Nous n'aimons peut-être pas ça, mais nous pouvons vivre sans voiture ni avion. Mais pas sans camions, chemins de fer et bateaux.

Ces milliards de véhicules et d'équipements à moteur diesel représentent des billions de dollars d'investissement avec des durées de vie de 20 à 40 ans, donc vous ne pouvez pas simplement agiter une baguette magique et les remplacer instantanément, ainsi que leurs milliards de tonnes d'acier, de cuivre, d'aluminium, et ainsi de suite, qui nécessitent également de l'énergie.

Le diesel est disponible dans plus de 160 000 stations-service rien qu'aux États-Unis. Quoi que vous pensiez, c'est un énorme système de distribution qui doit également être remplacé.

3) Nous ne pouvons pas électrifier les transports qui comptent le plus : camions moyens et lourds, tracteurs et moissonneuses, bateaux, matériel minier, etc.

Les batteries et les piles à combustible ne sont pas des vecteurs d'énergie : elles stockent l'énergie électrique produite principalement par le gaz naturel non renouvelable et le charbon.

Le diesel et l'essence (46 MJ/kg) ont une densité énergétique jusqu'à 92 fois supérieure à celle d'une batterie au lithium et 271 fois supérieure à celle d'une batterie au plomb.

Un camion ne peut pas bouger même d'un pouce avec une batterie de 92 à 271 fois la taille et le poids de son réservoir actuel contenant du diesel.

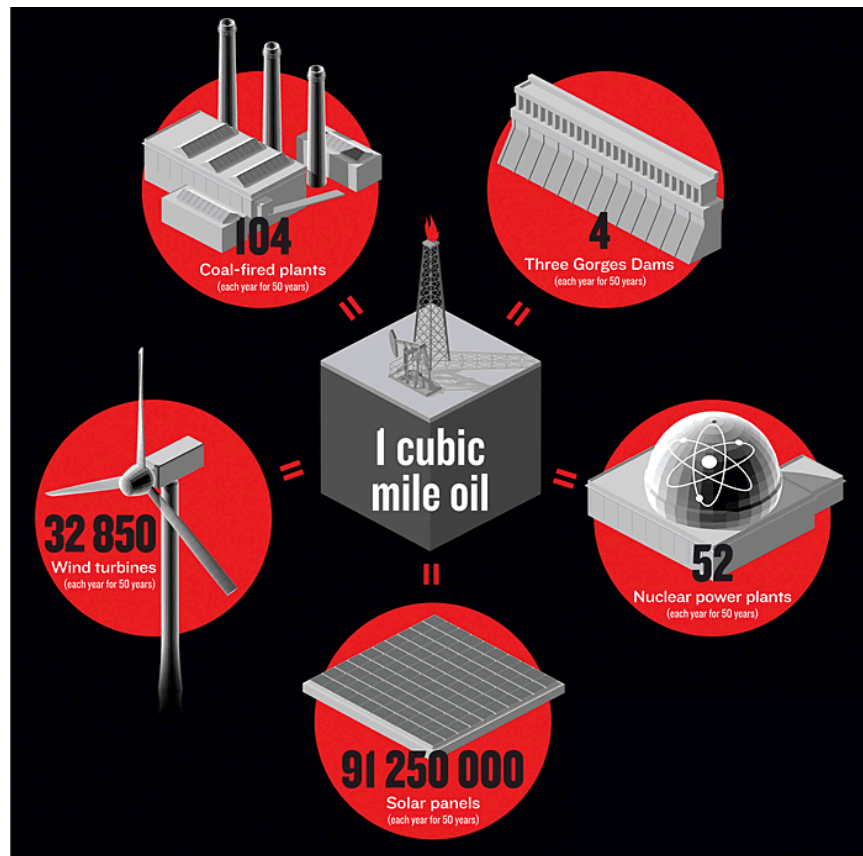
La densité énergétique maximale possible, selon les lois de la physique et de la thermodynamique, d'une batterie parfaite est de 3 MJ/kg, ce qui est encore 15,3 fois moins que le diesel, donc il faudrait quand même un réservoir "d'essence" 15,3 fois plus grand. J'explique dans "Qui a tué la voiture électrique" pourquoi il est peu probable qu'une telle batterie soit jamais développée.

Et la durée de vie des batteries n'est pas aussi longue que celle des moteurs diesel.

Lisez tout à ce sujet dans "Le diesel est fini. Les camions sont le fondement de la civilisation. Où sont donc les camions électriques à batterie" et les liens vers les articles correspondants.

4) L'échelle.

Dans le monde entier, nous brûlons 1 million de barils de pétrole par jour. Voici ce qu'il faudrait faire pour remplacer cette énergie



Si l'on laisse cinquante ans pour développer la capacité requise, un mille cube d'énergie par an pourrait être produit par n'importe lequel de ces développements (source : Joules, BTU, Quads-Let's Call the Whole Thing Off - IEEE Spectrum) :

- 4 barrages des Trois Gorges, construits chaque année pendant 50 ans (18 gigawatts chacun), ou
- 52 centrales nucléaires, construites chaque année depuis 50 ans (1,1 gigawatt, comme la centrale de Diablo Canyon), ou
- 104 centrales électriques au charbon, développées chaque année depuis 50 ans (500 mégawatts), soit
- 32 850 éoliennes, développées chaque année depuis 50 ans (grandes turbines avec des pales de 70 à 100 mètres d'envergure, d'une puissance nominale de 1,65 MW, c'est-à-dire éoliennes électriques générales), ou
- 91 250 000 panneaux solaires photovoltaïques en toiture développés chaque année pendant 50 ans (un panneau typique de 2,1 kW)

5) Densité énergétique

Le pétrole est un steak frit au beurre enveloppé dans du lard. La laitue est une source d'énergie solaire, éolienne et la plupart des autres sources d'énergie alternatives. Vous obtiendrez vos 2 000 calories par jour avec une livre et quart de steak enveloppé de bacon, contre 31 livres de laitue.

Le pétrole est la deuxième source d'énergie après l'uranium. En effet, un gallon de gaz provient de 100 tonnes de matière végétale préhistorique (40 acres de blé), condensée comme le clair de lune pendant des millions d'années en la forme d'énergie solaire la plus dense de la planète. Si l'on ne considère que l'essence consommée chaque année en Amérique, 131 milliards de gallons, cela équivaut à 25 quadrillions de livres de biomasse préhistorique.

6) Les combustibles fossiles ne fournissent pas seulement l'énergie nécessaire à la fabrication de biens, ils sont aussi physiquement utilisés comme matière première dans plus de 500 000 produits - la base de l'industrie pétrochimique

En voici quelques-unes : Médicaments, encre, lotion pour les mains, vernis à ongles, valves cardiaques, brosses à dents, tableaux de bord, crayons, dentifrice, bagages, parachutes, cordes de guitare, DVD, email, films, ballons, antiseptiques, pinceaux, porte-monnaie, lunettes de soleil, ballons de football, déodorant, colle, teintures, collants, Membres artificiels, Filtres à huile, Stylos à bille, Skis, Pyjamas, Balles de golf, Parfums, Cassettes, Lentilles de contact, Cirage pour chaussures, Cannes à pêche, Dés, Engrais, Ruban électrique, Sacs poubelles, Insecticides, Cire pour sols, Shampoing, Crème froide, Pneus, Appareils photo, Détergents

7) Si vous vouliez inventer une source d'énergie idéale, vous feriez du pétrole

Le pétrole a une densité énergétique extrêmement élevée, et est la forme d'énergie la plus pratique jamais découverte. En tant que liquide, il est facile à stocker, à transporter et à utiliser. Il est merveilleusement combustible, mais avec un point d'éclair suffisamment élevé pour ne pas exploser facilement.

Le pétrole est un liquide, facilement transporté dans des pipelines (de loin la moins grande quantité d'énergie à transporter par rapport au rail, au camion ou au bateau). Il faut très peu de temps pour verser de l'essence ou du diesel dans le réservoir d'un véhicule. Comparé au gaz naturel ou à l'hydrogène, le pétrole prend très peu de place.

Les solides comme le bois, le charbon, le schiste bitumineux et la biomasse ne peuvent pas être introduits dans un pipeline (le moyen le moins cher de transporter de l'énergie), et il faut de l'énergie pour les convertir en un combustible liquide. Ils sont moins pratiques à transporter qu'un liquide ou un gaz.

Les gaz prennent tellement de place qu'il faut les comprimer ou les liquéfier, ce qui demande à la fois de l'énergie et du temps.

L'énergie éolienne ou solaire ne peut pas être facilement transportée. Il faut d'abord construire des appareils pour exploiter le vent ou le soleil, puis convertir l'énergie en quelque chose qui peut voyager, comme l'électricité, ce qui nécessite un réseau électrique coûteux.

8) Les ressources énergétiques alternatives sont dépendantes des combustibles fossiles du début à la fin et au-delà jusqu'à l'exploitation et la maintenance

Prenons par exemple un moulin à vent. Une ferme d'éoliennes dans le désert d'Escalante, construite pour produire 5,55 TWh d'énergie, nécessiterait 13,8 millions de livres d'aluminium, 2,8 billions de livres de béton, 639 milliards de livres d'acier, etc. Le parc éolien occuperait une superficie de plus de 189 miles carrés. En dollars de 1992, un tel parc éolien coûterait 200 millions de dollars, ce qui ne comprend pas les coûts de main-d'œuvre, d'exploitation future et de maintenance, et desservirait moins de 1 % de la population des États-Unis (Pacca).

Après la disparition des combustibles fossiles, les éoliennes doivent pouvoir produire suffisamment d'énergie pour se maintenir et reproduire de nouvelles éoliennes, y compris tout l'équipement et les outils utilisés pour extraire le métal et le béton, forger le métal en lames et en tours, l'énergie nécessaire pour livrer 8 000 pièces du monde entier par bateau, chemin de fer ou camion et construire/entretenir tous les bateaux, chemins de fer et camions (qui se corrodent et doivent être remplacés tous les 6 (camions) à 29 (bateaux) ans), ainsi que les routes

empruntées par les camions pour livrer les éoliennes sur leurs sites. L'énergie éolienne doit également fournir l'énergie nécessaire à la construction et à l'entretien du réseau électrique et de l'infrastructure de stockage, ainsi qu'à tous les travailleurs impliqués dans le processus, de la naissance à l'école, jusqu'aux véhicules qui arrivent au travail 18 ans plus tard. Toute énergie supplémentaire produite au-delà de ces besoins peut maintenant être utilisée pour faire fonctionner le reste de la civilisation.

9) Au cœur de notre dilemme se trouve le fait que le pétrole est la RESSOURCE MAÎTRESSE qui DÉBLOQUE TOUTES LES AUTRES RESSOURCES.

Rien n'est impossible si vous avez du pétrole :

- Tant que vous avez du pétrole, vous avez de l'eau douce, car vous pouvez forer et pomper à 500 pieds de profondeur ou dessaler
- Tant que vous avez du pétrole, vous pouvez aller dans les parties les plus éloignées de l'océan pour trouver les derniers bancs de poissons avec des sonars et des avions de repérage.
- Tant qu'il y a du pétrole, même un minerai contenant un très faible pourcentage de métal peut être utilisé pour obtenir des métaux avec lesquels fabriquer des objets, comme des engins à énergie alternative
- Les aliments sont cultivés avec des pesticides à base de pétrole, plantés, récoltés, distribués, emballés, cuits, etc. avec des combustibles fossiles.
- Lorsque le pétrole diminuera, où trouverons-nous l'énergie nécessaire pour faire des choses phénoménales comme déplacer la plus grande structure jamais déplacée par l'homme ?

10) LE TEMPS. Nous sommes à court de temps.

Le ministère de l'énergie a payé Robert Hirsch pour réaliser une étude sur le pic pétrolier en 2005. Hirsch a conclu qu'il fallait commencer au moins 10, ou mieux encore, 20 ans avant le pic pétrolier pour préparer la transition vers d'autres ressources énergétiques.

Le pétrole conventionnel a atteint son pic mondial en 2005 (Kerr 2011, Murray, IEA World Energy Outlook 2010) et nous sommes sur un plateau depuis lors. Nous n'avons pas 10 ou 20 ans. Le pétrole non conventionnel est désagréable, lourd, difficile et très coûteux à obtenir et son débit est très lent - très bientôt (d'ici 2025), il ne pourra plus compenser le taux de déclin du pétrole conventionnel.

11) Pourquoi nous ne pouvons PAS remplacer le diesel par le gaz naturel, le charbon liquéfié, le pétrole des sables bitumineux et d'autres combustibles liquides

Pas assez de gaz naturel pour le transport

Le Conseil national des ressources a fait remarquer que nous n'avons pas assez de gaz naturel pour l'utiliser comme matière première pour la production de carburant de transport. Il faudrait donc l'importer et nous n'avons pas l'infrastructure nécessaire pour le faire ou le distribuer. Nous utilisons aussi de plus en plus le gaz naturel pour la production d'électricité et pour empêcher le réseau d'exploser à cause d'énergies alternatives intermittentes comme l'éolien et le solaire avec les centrales du NGCC. Les véhicules au gaz naturel ne sont pas une solution - il n'y a pas assez de stations de ravitaillement, et les réservoirs occupent la majeure partie du coffre, leur autonomie est au mieux de 100-150 miles, et le public considère le gaz naturel comme trop explosif.

Les flottes de camions locales peuvent utiliser du GNC et du GNL ou du diesel fabriqué à partir de GTL, mais il n'y a tout simplement pas assez de gaz naturel aux États-Unis pour que cela dure très longtemps - le boom de la

fracturation est temporaire. Il n'est donc pas très judicieux de construire des flottes de camions pouvant utiliser du GNC à un moment où les approvisionnements sont sur le point de s'arrêter, et le GN est également nécessaire pour produire de l'électricité et équilibrer l'énergie éolienne et solaire. Le GNC/GNL ne devrait pas non plus être ajouté à plus de 100 000 stations de gaz.

La conversion du charbon en liquide utiliserait la moitié de l'énergie contenue dans le charbon pour le fabriquer et nécessiterait de doubler la production de charbon. Si la séquestration du carbone était utilisée, 40 % de l'énergie supplémentaire serait utilisée. Oh, et nous sommes aussi au pic du charbon, certainement du point de vue énergétique - nous avons utilisé la plupart du charbon facile et à haute énergie. Mais il faut poursuivre les recherches pour déterminer exactement quelles sont les réserves actuelles, car cela n'a pas été fait depuis 1974. Mais les quelques études réalisées depuis lors ont permis de trouver moins de réserves, et non pas plus dans les zones étudiées.

L'éther diméthylique (DME) a un contenu énergétique inférieur de moitié à celui du carburant diesel. Un camion devra donc transporter environ deux fois plus de DME pour une gamme donnée - une pénalité qui est pire que celle du GNC et du GNL. Deux gallons de DME pèsent 11 livres contre 7,5 livres pour le diesel. Un camion ou un tracteur alimenté au DME sera donc plus lourd qu'un camion alimenté au diesel, et est mieux adapté aux distances locales qu'aux longues distances. Les moteurs diesel nécessitent un système d'injection spécial et des culasses différentes pour gérer le débit élevé de DME, ainsi que des réservoirs de carburant en acier pour le stocker à bord d'un camion. Le processus de raffinage du gaz naturel au DME peut également avoir un EROEI trop élevé. Comme pour les autres procédés gaz-liquide, la première étape est la conversion en gaz de synthèse, un mélange d'hydrogène, de monoxyde de carbone et de dioxyde de carbone. Ce gaz de synthèse est ensuite synthétisé en méthanol. Enfin, le DME est produit par une réaction de déshydratation du méthanol. Le principal défi que pose l'utilisation du DME est l'absence d'infrastructure de distribution. Parmi les autres inconvénients, on peut citer une faible viscosité, un faible pouvoir lubrifiant, une propension à faire gonfler le caoutchouc et à provoquer des fuites, et un pouvoir calorifique inférieur à celui du diesel classique (NAS 2009). Le DME coûte deux fois plus cher à fabriquer que le méthanol, un produit intermédiaire dans le processus de raffinage du méthane au DME, et est également plus cher à fabriquer que le diesel, de sorte que les raffineurs préfèrent vendre le méthanol. Le DME est principalement utilisé comme propulseur d'aérosol pour remplacer les chlorofluorocarbures dans les peintures et les cosmétiques. La production mondiale de DME est inférieure à 150 000 tonnes par an.

12) Obstacles économiques, politiques et sociaux

Pouvons-nous vraiment nous permettre de dépenser des billions pour de nouveaux véhicules et des énergies renouvelables, réparer nos infrastructures défaillantes, payer l'assurance maladie, la sécurité sociale, etc.

Quelle quantité d'énergie sera nécessaire pour faire la guerre afin de maintenir le pétrole en circulation ?

Il existe une forte opposition sociale à la construction de nouveaux barrages, d'installations de GNL, d'éoliennes, etc.

Sources d'énergie alternatives

Dans l'actualité :

Vérification des faits : Las Vegas ne fonctionne pas avec des énergies renouvelables, mais seulement avec 140 bureaux gouvernementaux

1) Les énergies renouvelables sont INTERMITTENTES et NON FIABLES

Les énergies renouvelables sont bien plus mal loties que les combustibles fossiles et même que le bois en ce qui concerne une autre qualité d'énergie cruciale : la continuité de l'approvisionnement. Une centrale au charbon peut être mise en route selon les besoins, mais pas au soleil ni au vent.

Les centrales au charbon, au gaz ou nucléaires fonctionnent de 75 à 90 % du temps. Mais les éoliennes fonctionnent généralement entre 20 et 35 % du temps. Le soleil est toujours indisponible la moitié du temps, ainsi que lorsqu'il y a une couverture nuageuse.

Souvent, l'énergie éolienne ou solaire est produite au moment où elle est le moins nécessaire, l'énergie éolienne la nuit, et l'énergie solaire beaucoup moins en hiver, quand il y a moins de soleil et que l'angle du soleil génère moins d'énergie.

Pire encore, la construction de centrales éoliennes et solaires ne signifie pas du tout que vous pouvez vous débarrasser du charbon, du gaz naturel ou des centrales nucléaires. En fait, les services publics doivent souvent construire des centrales à cycle combiné au gaz naturel pour compenser rapidement l'énergie perdue lorsque le vent cesse de souffler ou que le soleil cesse de briller.

Le vent et le soleil rendent le réseau MOINS FIABLE :

"Dans les minutes qui suivent la disparition du vent ou du soleil, un millier de mégawatts d'électricité - la production d'un réacteur nucléaire - peut disparaître et menacer la stabilité du réseau. Pour éviter cette calamité, les centrales à combustible fossile doivent être prêtes à produire de l'électricité en quelques secondes seulement. Pour cela, il faut que les turbines soient chaudes et tournent, mais qu'elles ne produisent pas beaucoup d'électricité tant que des réseaux de données complexes ne détectent pas une baisse soudaine de la production des énergies renouvelables. Ensuite, des interrupteurs informatisés sont lancés et les turbines s'animent, délivrant l'électricité juste à temps pour éviter les éventuelles coupures de courant. Le système électrique de l'État peut gérer les fluctuations de la production d'énergie renouvelable existante, mais d'ici 2020, de vastes complexes éoliens et solaires s'étendront dans tout l'État, et le problème s'aggravera".

L'énergie renouvelable ajoute des niveaux de stress sans précédent à un réseau conçu pour le siècle précédent. L'énergie verte est la moins prévisible. "Le réseau n'a pas été construit pour les énergies renouvelables", a déclaré Trieu Mai, analyste principal au Laboratoire national des énergies renouvelables. Le rôle du réseau est de maintenir l'approvisionnement en énergie stable et prévisible. Les ingénieurs calibrent avec soin la quantité de jus à injecter dans le système, car tout, des lampes du porche aux machines de l'usine, est allumé et éteint. L'équilibrage exige une précision minutieuse. Une surcharge momentanée peut faire planter le système (Halper).

Les ingénieurs n'ont pas encore mis au point de dispositifs de stockage de l'énergie adaptés au stockage de l'énergie solaire et éolienne, et ils augmenteraient le coût final.

2) La fragmentation

La plupart des régions les plus venteuses et les plus ensoleillées du monde sont pratiquement inhabitées, de sorte que l'électricité devrait être transportée sur de longues distances jusqu'aux villes. La même disparité existe

pour les autres énergies renouvelables, de la géothermie à l'énergie hydraulique. En ce qui concerne la biomasse, tout le monde dispose de quelques terres arables pour la culture de plantes énergétiques, mais une grande partie de ces terres est déjà exploitée. Et même si les terres étaient disponibles, le rendement des cultures énergétiques serait inférieur aux besoins.

3) TEMPS

Consultez ce post de Roger Andrews, Renewable Energy Growth in Perspective, qui montre à quel point l'éolien et le solaire sont insignifiants dans la quantité totale d'énergie utilisée par la société (et aussi l'hydro et la géothermie).

La "triste réalité", selon M. Smil, est qu'il n'existe qu'une seule énergie renouvelable - l'énergie solaire - qui pourrait à elle seule répondre aux futures demandes énergétiques. L'énergie éolienne pourrait apporter une contribution significative, mais le reste - hydroélectricité, biomasse, vagues, géothermie, courants océaniques et différences thermiques entre les océans - ne fournirait qu'un dixième à un dix millième de la production actuelle d'énergie à partir de combustibles fossiles. Le gros du fardeau sera donc supporté par le solaire, mais la transformation des rayons du soleil en énergie utile a encore un long chemin à parcourir, note M. Smil. Aujourd'hui, l'électricité photovoltaïque représente moins de 0,1 % de l'électricité mondiale. Le chauffage solaire, comme les chauffe-eau solaires, représente moins de 0,1 % de la production totale d'énergie dans le monde. Il faudrait que ces chiffres augmentent rapidement pendant longtemps pour faire la différence, mais les handicaps des énergies renouvelables ne sont pas de bon augure pour accélérer la prochaine transition énergétique. Les combustibles fossiles "ont un attrait phénoménal", et pourtant il a fallu 50 à 70 ans pour les généraliser, selon M. Grubler de l'IIASA. En effet, quel que soit l'attrait d'un combustible, il faut du temps pour créer l'infrastructure nécessaire à l'extraction et au transport de la ressource, à sa transformation en une forme utilisable et à son acheminement jusqu'à l'utilisateur final. Il faut également du temps aux inventeurs pour mettre au point les technologies d'utilisation finale, telles que les moteurs à vapeur, les moteurs à combustion interne et les turbines à gaz, et aux consommateurs pour les adopter et créer une demande. Les énergies renouvelables "seront plus lentes parce qu'elles sont moins attrayantes", déclare M. Grubler. "Elles n'offrent pas de nouveaux services, elles coûtent simplement plus cher". (Kerr)

4) Dépendance à l'égard d'autres choses

Il faut construire des moulins à vent pour exploiter le vent, des centrales solaires pour exploiter l'énergie solaire. Ces appareils nécessitent toutes sortes de matériaux qui s'épuisent plus vite que le pétrole, le charbon et le gaz naturel. Il n'y a pas un seul objet ou une seule étape qui n'utilise pas de combustibles fossiles : le minerai est extrait avec des camions à minerai, broyé pour en extraire le minerai, fondu, fabriqué, livré.

5) Impact sur l'environnement

Les biocarburants épuisent la couche arable et les aquifères, les centrales nucléaires peuvent fondre et il n'y a nulle part où mettre les déchets, les barrages déplacent les gens, l'extraction des métaux pour l'éolien et le solaire photovoltaïque nuit à l'environnement, etc. Les barrages émettent beaucoup de dioxyde de carbone lors de leur construction en raison de l'utilisation massive de ciment, du méthane est libéré par les plantes noyées, l'habitat est détruit, la qualité de l'eau change, du gravier et du sable sont piégés derrière les murs du barrage, ce qui affecte les plages, les estuaires et les rivières en aval, empêche le saumon de se reproduire, etc. Tout type de réacteur qui utilise l'eau pour se refroidir (charbon, nucléaire) chauffe l'eau qui peut nuire à l'habitat.

6) La ressource est-elle renouvelable ?

Quel est l'intérêt de remplacer les combustibles fossiles par quelque chose de temporaire ? Nous voulons quelque chose de durable qui durera toujours. Le vent et la lumière du soleil sont renouvelables, mais l'équipement permettant de capter le vent et le soleil ne l'est pas, car sa fabrication nécessite des métaux non renouvelables, des minéraux et des quantités importantes de pétrole, de charbon et de gaz naturel non renouvelables.

Le bois est renouvelable, mais seulement si l'on n'en récolte pas trop. John Perlin documente de nombreuses civilisations qui sont tombées parce qu'elles récoltaient trop de bois dans son merveilleux livre "A Forest Journey" : Le rôle du bois dans le développement de la civilisation".

7) Échelle - voir le point 3 ci-dessus - il n'y a rien que nous pourrions construire qui remplacerait un mile cube de pétrole chaque année

8) La ressource est-elle suffisamment proche pour être obtenue ?

Nous avons construit des millions de kilomètres de gazoducs à plus d'un million de dollars par kilomètre. Il y a beaucoup de réservoirs de gaz naturel que nous aimerions exploiter, mais cela coûterait trop cher d'y faire passer des gazoducs, plus que ce pour quoi le gaz naturel pourrait être vendu.

La plupart de nos vents se trouvent dans le Montana, le Dakota du Nord et le Dakota du Sud, loin des grandes villes où vivent les gens. Le coût de la récolte du vent dans ces États et de la mise en place du réseau électrique pour fournir l'électricité est tout simplement trop élevé, sans compter les 10 % d'électricité perdue sur de si longues distances. Et comme nous nous réchauffons du fait du changement climatique, le risque que les feux déclenchent des incendies de forêt augmente.

C'est dans l'extrême sud-ouest, là encore loin des principaux centres de population, que l'énergie solaire est la meilleure (à l'exception du sud de la Californie et de l'Arizona).

La majeure partie de l'énergie provenant de l'océan (vagues, marées, courants marins, OTEC) ou des rivières est trop éloignée pour être raccordée au réseau électrique (et vulnérable à la corrosion, aux ouragans, aux grandes vagues, au bio-fouling, aux coûts d'investissement élevés, etc.)

9) Densité énergétique (voir également le point 4 ci-dessus)

Densité de poids. Une batterie électrique ne peut généralement stocker et délivrer qu'environ 0,1 à 0,5 MJ/kg, et c'est pourquoi les batteries électriques sont problématiques dans les applications de transport : elles sont très lourdes par rapport à leur rendement énergétique. Les voitures électriques ont donc tendance à avoir une autonomie limitée.

Densité volumique (ou volumétrique) Il s'agit de la quantité d'énergie qui peut être obtenue à partir d'une unité de volume donnée d'une ressource énergétique (par exemple, MJ par litre). Il est évident que les carburants gazeux ont tendance à avoir une densité énergétique volumétrique inférieure à celle des carburants solides ou liquides. Le gaz naturel a une densité énergétique d'environ 0,035 MJ par litre à la pression atmosphérique au niveau de la mer, et de 6,2 MJ/l lorsqu'il est pressurisé à 200 atmosphères. Le pétrole, en revanche, peut fournir environ 37 MJ/l. Dans la plupart des cas, la densité de poids est plus importante que la densité de volume ; cependant, pour certaines applications, cette dernière peut être déterminante. Par exemple, le ravitaillement des

avions de ligne en hydrogène, qui a une densité énergétique élevée en poids, serait problématique parce qu'il s'agit d'un gaz très diffus à des températures et à une pression atmosphérique de surface communes ; en effet, un avion de ligne à hydrogène nécessiterait de très grands réservoirs même si l'hydrogène était surrefroidi et hautement pressurisé.

La plus grande facilité de transport d'un carburant de densité volumique plus élevée se reflète dans le fait que le pétrole transporté par pétrolier est commercialisé dans le monde entier en grandes quantités, alors que le commerce mondial de gaz naturel par pétrolier est relativement faible. Les consommateurs et les producteurs sont prêts à payer un supplément pour des ressources énergétiques de densité volumétrique plus élevée.

Densité de surface Elle exprime la quantité d'énergie qui peut être obtenue à partir d'une surface terrestre donnée (par exemple, un acre) lorsque la ressource énergétique est dans son état initial. Par exemple, la densité énergétique de surface du bois qui pousse dans une forêt est d'environ 1 à 5 millions de MJ par acre. La densité énergétique de surface est importante car les sources d'énergie qui sont déjà fortement concentrées dans leur forme originale nécessitent généralement moins d'investissements et d'efforts pour être utilisées.

Si le contenu énergétique de la ressource est réparti, il est plus coûteux d'obtenir l'énergie, car une entreprise doit utiliser un capital d'extraction [machines] très mobile, qui doit être plus petit et ne peut donc pas bénéficier de rendements d'échelle croissants. Si l'énergie est concentrée, son obtention est moins coûteuse car l'entreprise peut utiliser un capital immobile à plus grande échelle qui peut bénéficier de rendements d'échelle croissants. Ainsi, les producteurs d'énergie seront prêts à payer un supplément pour les ressources énergétiques qui ont une forte densité de surface, comme le pétrole qui sera raffiné en essence, par rapport à celles qui sont plus largement dispersées, comme le maïs qui est destiné à être transformé en éthanol.

10) Rendement énergétique élevé sur l'énergie investie

Au début de l'ère pétrolière, l'énergie nette - la quantité produite par rapport à la quantité d'énergie utilisée pour la produire - était de 100:1.

Il restait donc 99 autres unités d'énergie pour construire des maisons, des routes, des ponts, des aéroports, des chemins de fer, des écoles, des hôpitaux, des stations d'eau potable et d'épuration des eaux usées, des produits chimiques, des parcs d'attractions, pour conduire à travers le pays, pour chauffer et refroidir des structures, pour construire des millions de gadgets électroniques, de jouets, etc.

Charles A. S. Hall estime qu'il faudrait un EROEI d'au moins 12 à 13:1 pour faire fonctionner la civilisation telle que nous la connaissons.

L'EROEI du photovoltaïque solaire n'est que de 2,45 en Espagne, et de 1,6 à 2 en Allemagne.

Richard Heinberg définit l'EROEI comme suit

- La quantité d'énergie utile qui reste après que la quantité d'énergie investie pour forer, tuber, raffiner ou construire des infrastructures (y compris les panneaux solaires, les éoliennes, les barrages, les réacteurs nucléaires ou les installations de forage) ait été soustraite de la quantité totale d'énergie produite à partir d'une source donnée.
- Si 10 unités d'énergie sont "investies" pour développer des sources d'énergie supplémentaires, on espère alors obtenir 20 unités ou 50 ou 100 unités.

- L'énergie "sortie" doit dépasser l'énergie "entrée" autant que possible. L'énergie nette est ce qui reste et qui peut être utilisée pour effectuer d'autres travaux. Elle peut être considérée comme le "profit" de l'investissement des ressources énergétiques dans la recherche d'une nouvelle énergie.
- Le concept d'énergie nette présente une ressemblance évidente avec un concept familier à tout économiste ou homme d'affaires : le retour sur investissement, ou ROI. Tout investisseur sait qu'il faut de l'argent pour gagner de l'argent ; tout chef d'entreprise est parfaitement conscient de l'importance de maintenir un retour sur investissement positif ; et tout investisseur en capital-risque apprécie la rentabilité potentielle d'une entreprise à fort retour sur investissement. Le maintien d'un rendement énergétique positif sur l'énergie investie (EROEI) est tout aussi important pour les producteurs d'énergie, et pour la société dans son ensemble.
- La transition vers des sources d'énergie alternatives doit être négociée tant qu'il reste suffisamment d'énergie nette disponible pour continuer à alimenter la société tout en fournissant l'énergie nécessaire au processus de transition lui-même.

Heinberg préfère EROEI à EROI car ce dernier pourrait amener les lecteurs à penser que cela signifie que l'énergie est rentable par rapport à l'argent investi. L'argent n'a pas de sens, c'est un concept abstrait pour graisser les rouages du commerce, pas quelque chose que vous pouvez mettre dans votre réservoir d'essence et conduire. Il est préférable de laisser l'argent en dehors des considérations d'énergie nette (EROEI). Je n'utilise pas l'EROEI autant que je le voudrais parce que les gens ne comprennent pas, et changent la discussion, ou répondent par des objections en termes d'argent, qu'ils connaissent mieux.

Je désespère également des discussions sur l'EROEI, parce que les scientifiques d'entreprise qui publient toujours dans des revues non évaluées par des pairs trompent facilement le public en fixant des limites trop étroites. Par exemple, les chercheurs qui ont constaté que la production d'éthanol avait un EROEI positif supérieur à 1:1 ne prenaient en compte que l'énergie utilisée à la raffinerie d'éthanol. Ils ont laissé de côté l'énergie nécessaire à la fabrication des tracteurs, à la plantation, à la fertilisation, à la récolte et à la livraison du maïs à l'usine d'éthanol, ainsi que les camions et les trains qui livrent l'éthanol après sa fabrication (il ne peut pas être acheminé par pipeline).

Un autre problème est que l'EROEI de chaque centrale éolienne ou solaire varie en fonction de son âge, de son emplacement, etc.

À l'époque où nous dépendions du bois avant le charbon, et où nous cultivions toute notre nourriture, il fallait 90 % de la population pour produire assez de nourriture pour se nourrir et 10 % des citoyens qui étaient marchands, artistes, soldats ou membres de la noblesse. En 1850 encore, plus de 65% du travail était effectué à l'aide de la force musculaire, contre seulement 1% aujourd'hui, où les machines font la majeure partie du travail. Un seul litre d'huile équivalait à une personne travaillant deux semaines de 10 heures par jour (Pimentel).

11) L'électricité ne résout pas nos problèmes

La fusion nécessite du charbon. Pas d'électricité. Les gros véhicules ne pourront jamais fonctionner avec des batteries (électriques) ou des piles à combustible. Ils sont trop lourds, et les lois de la physique font que par unité de poids, ils ne peuvent transporter qu'une petite fraction de l'énergie que peut transporter le même poids de pétrole à forte densité énergétique :

"Les batteries au plomb d'aujourd'hui peuvent stocker environ 0,1 mégajoule par kilogramme : soit 500 fois moins que le pétrole brut (50 MJ/kg). Les batteries au lithium-ion peuvent fournir 0,5 mégajoule par kilogramme : 100 fois moins que le pétrole. Le maximum théorique qu'une batterie peut fournir est de 5 méga-joules par

kilogramme, soit 10 fois moins d'énergie que le pétrole", selon Kurt Zenz House, directeur général de C12 Energy.

Qui se soucie des voitures ? Puisque les milliards de moteurs diesel qui font tout le travail de la société qui nous maintient en vie - tracteurs, moissonneuses, camions, trains et bateaux - ne peuvent pas être convertis pour fonctionner à l'électricité, nous sommes de nouveau à l'âge du bois, et 2 milliards de personnes ou moins sur la planète.

12) Il est difficile de passer à l'échelle supérieure

Quelle que soit la technologie, il est difficile de faire passer à l'échelle commerciale quelque chose qui fonctionne en laboratoire. Voir Lester et al. (2015) "Closing the Energy-Demonstration Gap" de Issues in Science and Technology, volume XXXI, numéro 2, pour plus de détails

13) Les énergies renouvelables coûtent cher !

Pour votre information, voici les chiffres du "Leveraged Cost of Energy" de diverses sources de production d'électricité :

From most to least expensive	Dis- patch- able	LCOE WITHOUT Tax Credit	Level- ized Tax Credit	LCOE WITH Tax Credit	Capacity Factor %	Fixed O&M	Variable O&M + fuel	Trans- mission Invest- ment
Solar Thermal	NO	235.9	-56	179.9	20	43.3	0	6
Wind-offshore	NO	158.1	-11.4	146.7	45	19.3	0	4.8
NG Conventional Combustion Turbine	YES	110.8		110.8	30	6.5	59.9	2.9
Nuclear, Advanced	YES	102.8		102.8	90	12.4	11.3	1.1
Biomass	YES	96.1		96.1	83	14.9	35	1.2
NG Advanced Combustion Turbine	YES	94.7		94.7	30	2.5	63	3.4
Solar PV	NO	84.7	-18.4	66.3	25	9.9	0	4.1
Hydroelectric	NO	67.8		67.8	58	3.6	4.9	1.9
Wind	NO	64.5	-7.6	56.9	40	13.2	0	2.8
NG Conventional Combined Cycle	YES	58.1		58.1	87	1.4	41.5	1.2
NG Advanced Combined Cycle	YES	57.2		57.2	87	1.3	38.1	1.1
Geothermal	YES	45.0	-3.1	41.9	91	12.6	0	1.4

Tableau 1b. Estimation de la LCOE (simple moyenne des valeurs régionales) pour les ressources de nouvelle génération, pour les centrales entrant en service en 2022 Source : EIA. Août 2016. Coût nivelé et coût évité nivelé des nouvelles ressources de production dans les perspectives énergétiques annuelles de 2016.

Administration de l'information sur l'énergie.

J'ai plusieurs problèmes avec les chiffres du tableau 1b ci-dessus

Le coût de l'énergie éolienne et solaire peut sembler bon marché, mais :

1. Une énergie fiable et disponible quand vous le voulez, 24 heures sur 24 si nécessaire (facteur de capacité élevé) est plus précieuse qu'une énergie intermittente, imprévisible et variable comme l'éolien et le solaire. L'EIA ne considère pas l'énergie hydroélectrique comme étant répartissable car elle varie selon les saisons et n'est souvent pas disponible puisqu'elle est retenue pour l'agriculture, l'eau potable et le maintien d'une écologie saine, en particulier pour l'industrie de la pêche.

2. L'énergie éolienne et solaire DÉPEND de l'énergie de secours, provenant principalement du gaz naturel (parce que le charbon et le nucléaire ne montent et ne descendent pas assez vite) pour maintenir le réseau électrique dans un équilibre exact entre l'offre et la demande.
3. Une partie du coût de revient moyen des centrales fossiles et nucléaires et du stockage de l'énergie doit être ajoutée au coût de revient moyen de l'énergie éolienne et solaire, car elles ne peuvent pas exister seules.
4. Les subventions font mieux paraître les coûts des énergies renouvelables qu'ils ne le sont. Les crédits d'impôt en 2022 seront moins élevés qu'aujourd'hui, de sorte que les chiffres réels du LCOE avec les subventions sont MAINTENANT plus élevés qu'à l'avenir

La table a des capacités plus élevées que la réalité qui font que les énergies renouvelables sonnent mieux qu'elles ne sont :

1. La capacité hydroélectrique est de 37,3 %, et non de 58 %.
2. La capacité éolienne est de 33 %, et non de 40 %. Comme la plupart des meilleures éoliennes sont déjà construites dans la plupart des États, il est probable que la capacité éolienne diminuera à l'avenir.
3. La géothermie est à 73,1 et non à 91
4. La biomasse est 56,1 et non 83
5. Les données ci-dessus sont tirées du tableau 6.7.B de l'EIA. Facteurs de capacité pour les centrales électriques n'utilisant pas principalement des combustibles fossiles

La production de gaz naturel devrait atteindre son maximum en 2020, mais d'énormes quantités de charbon et de centrales nucléaires ont déjà été retirées ou le seront au cours des 20 prochaines années, ce qui accélère encore l'épuisement. Les centrales au charbon ne peuvent pas revenir car 1) le charbon a dépassé son pic, 2) la technologie de capture et de stockage du carbone (CSC) est loin d'être commerciale et 3) elle utilise beaucoup trop d'énergie pour être jamais commerciale, soit environ 40 % de l'électricité produite.

Tour d'horizon

- David Fridley, scientifique du LBNL
- Aucune ressource énergétique alternative, seule ou combinée, ne peut remplacer les combustibles fossiles
- L'énergie éolienne et solaire nécessite des milliers de tonnes d'acier, d'aluminium, de ciment, de béton, de cuivre mais produit peu d'énergie
- La haute technologie ne peut pas durer : Une quantité limitée de minéraux et de métaux est essentielle pour l'éolien, le solaire, les puces électroniques, les voitures et autres gadgets de haute technologie

Liste de lecture sur les énergies alternatives

- Heinberg, Richard. Septembre 2009. À la recherche d'un miracle. Les limites de l'"énergie nette" et le destin de la société industrielle. Post Carbon Institute. Heinberg conclut qu'il n'y aura pas de combinaison de solutions énergétiques alternatives qui pourraient permettre la poursuite à long terme de la croissance économique, ou des sociétés industrielles dans leur forme et leur échelle actuelles.

Questions par type de ressources énergétiques alternatives

Consultez également les sections "énergie" et "livres" d'energyskeptic pour obtenir des informations plus détaillées sur des types d'énergie spécifiques.

Le seul espoir de remplacer le problème auquel nous sommes confrontés - le besoin de carburants liquides pour les transports - serait la conversion de la biomasse en diesel. Nous n'avons pas assez de biomasse pour y parvenir. Même si vous brûliez toutes les plantes en Amérique, y compris leurs racines - ce qui est beaucoup plus productif d'énergie que la conversion de toute cette biomasse en carburants liquides - vous produiriez

toujours moins d'énergie que ce que nous brûlons en un an, et vous vous retrouveriez avec un paysage lunaire stérile.

Les biocarburants ont un faible EROEI (peut-être négatif en fait), et sont extrêmement destructeurs sur le plan écologique - ils épuisent la couche arable, les aquifères, sont la 3ème source principale de dioxyde de carbone provenant de la coupe des forêts tropicales pour faire pousser de l'huile de palme, l'écoulement des engrais pour faire pousser la biomasse crée de vastes zones mortes dans les cours d'eau, rendent les prix des denrées alimentaires beaucoup plus élevés car le maïs est détourné pour faire du carburant à la place, et bien plus encore (voir "Peak Soil").

Biomasse

- Algues

- Biocarburants

- Algues marines

- Bois

La plupart des formes d'énergie alternative produisent de l'électricité, ce qui ne résout pas le principal problème, à savoir le besoin de carburants pour le transport de liquides. Le réseau électrique, sur lequel l'énergie éolienne, l'énergie solaire et d'autres types d'électricité produite circulent, pose d'énormes problèmes

Réseau électrique

- Batteries

- Fusion

- Géothermie

- Hydrogène

- L'énergie hydraulique

- Hydrates de méthane

- L'énergie nucléaire

- Solaire

- Le soleil en orbite

- Solaire photovoltaïque (PV)

- Solaire thermique

- Vagues et marées

- Vent

Les meilleurs livres et articles pour comprendre en détail les problèmes liés aux différents types d'énergie sont :

- Martin Hoffert, et al 2002 Advanced Technology Paths to Global Climate Stability : Energy for a Greenhouse Planet, Vol 298
- édition.
- Ted Trainer. 2010. Les énergies renouvelables ne peuvent pas soutenir une société de consommation.

Références

Bucknell III, Howard. 1981. L'énergie et la défense nationale. University of Kentucky Press.

Frumkin, H. Énergie et santé publique : The Challenge of Peak Petroleum. <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2602925/>

Hall, C.A.S., R. Powers et W. Schoenberg. 2008. Peak oil, EROI, investments and the economy in an uncertain future. in Pimentel, David. (ed). Systèmes d'énergie renouvelable : Environmental and Energetic Issues. Elsevier Londres

Halper, E. 2 déc. 2013. Lutte de pouvoir : L'énergie verte contre un réseau qui n'est pas prêt. Les responsables d'un réseau électrique national fragile affirment que la ruée vers les énergies renouvelables pourrait en fait rendre plus difficile le maintien de la lumière. Los Angeles Times.

Huber, Peter. 27 novembre 2006. Love Uranium. Forbes.

IEA World Energy Outlook 2010 (le pétrole mondial a atteint son maximum en 2006).

Kerr, Richard. 13 août 2010. Avons-nous l'énergie nécessaire pour la prochaine transition ? Les transitions énergétiques passées vers des combustibles fossiles intrinsèquement intéressants ont pris un demi-siècle ; faire passer le monde à des combustibles plus propres pourrait être plus difficile et plus lent. Science Vol 329.

Kerr, Richard. 25 mars 2011. Le pic pétrolier est peut-être déjà là. Science Vol. 331 no. 6024 pp. 1510-1511

Murray, J., et King, D. 26 janvier 2012. Le point de basculement du pétrole est passé. Nature, Vol 481 pp 43-4

NAS 2009. L'avenir énergétique de l'Amérique : Technologie et transformation. 2009. Académie nationale des sciences, Conseil national de la recherche, Académie nationale d'ingénierie.

NAS 2010. Coûts cachés de l'énergie : Conséquences non tarifaires de la production et de l'utilisation de l'énergie. 2010. Comité de la santé, de l'environnement et des autres coûts et avantages externes de la production et de la consommation d'énergie ; Conseil national de la recherche

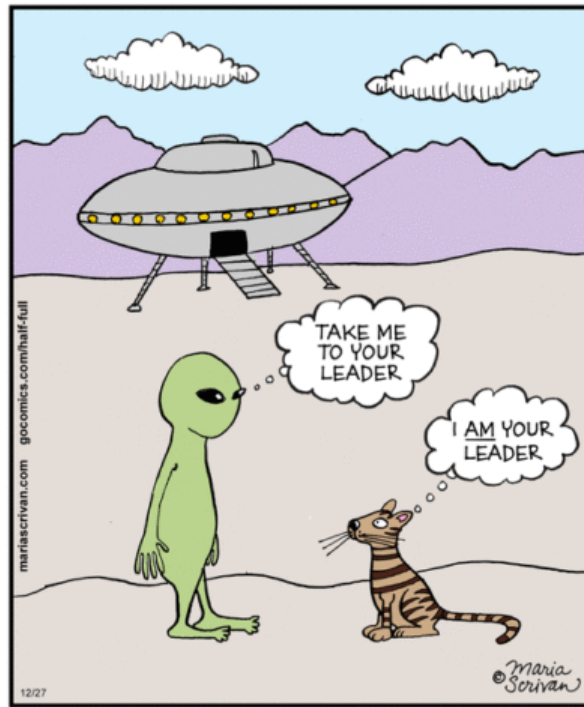
NAS 2013. Transitions vers les véhicules et les carburants de substitution Comité sur les transitions vers les véhicules et les carburants de substitution ; Conseil sur l'énergie et les systèmes environnementaux ; Division des sciences physiques et du génie ; Conseil national de la recherche

Pacca, S. et al. 15 juillet 2002. Émissions de gaz à effet de serre provenant de la construction et de l'exploitation de centrales électriques. Environ Sci Technology 36(14):3194-200.

Pimentel, David et al. 2008. Food, Energy and Society, Troisième édition.

Et si nous n'avions même pas de chef ?

Par Tom Lewis | 26 juin 2020



Pourquoi supposons-nous que ce serait la première question d'un étranger ?

Il est remarquable que Black Lives Matter, l'un des plus grands et des plus puissants soulèvements de la mémoire récente, n'ait pas de leader apparent. Aucune personne ni aucun groupe n'a annoncé à l'avance les éruptions massives qui ont suivi le meurtre de George Floyd, et aucune personne ni aucun groupe n'a parlé aux médias au nom de l'ensemble du mouvement. Certes, de nombreux militants et organisateurs ont travaillé dur pour aider chaque manifestation, mais il n'y avait et n'y a toujours pas de commandement central apparent.

Pour notre culture - et je ne parle pas ici de la culture européenne blanche, mais de toute la civilisation occidentale - cela semble contre-intuitif, voire impossible. Dans notre monde, aucune activité n'a lieu tant que quelqu'un n'a pas été mis en charge. Il y a deux sortes de personnes dans notre monde : les chefs - PDG, directeurs financiers, directeurs de l'exploitation, présidents, généraux, vice-présidents - et le reste d'entre nous. Pour que quelque chose se passe, à partir d'un enterrement à deux voitures, il faut un plan, un tableau d'organisation et quelqu'un pour dire à tous les autres ce qu'ils doivent faire. C'est la seule façon de procéder.

En fait, ce n'est pas la seule. Comme beaucoup d'attitudes et de points de vue, celui-ci est si bien établi, si loin des discussions et encore moins des défis, qu'il est profondément enfoui dans la culture des gens qui agissent comme nous. Il est invisible.

Mais le fait est que pendant de grandes parties de l'histoire de l'humanité, sur de larges pans du monde, il n'y a pas eu de chef quoi que ce soit. J'ai découvert avec beaucoup de difficulté, en écrivant deux livres sur l'histoire coloniale, que cela était vrai pour les cultures amérindiennes d'Amérique du Nord. Pourquoi était-ce si difficile ? Parce que lorsque quelque chose est présent mais invisible dans sa propre culture, son absence est invisible dans celle de quelqu'un d'autre.

La société amérindienne était basée sur le clan - le clan étant quelque chose de complètement différent de la tribu - et matrilineaire. Seule une petite poignée de colons blancs a compris cela. Un bébé naissait dans le clan de sa mère, vivait avec son père au sein du peuple de sa mère, et son éducation était la responsabilité exclusive de la mère et de ses frères et sœurs. Durant toute sa vie, l'enfant n'avait que très peu à faire avec son père. Il gagnerait tout ce qu'il avait besoin de savoir auprès de ses oncles et tantes. Les diplomates blancs, inconscients

de ce fait, tout au long de l'histoire de la destruction des Amérindiens, les ont continuellement mystifiés en leur demandant de respecter et d'obéir à leur "grand père blanc" en Angleterre, puis à Washington.

Personne n'était responsable d'un village ou d'une tribu amérindienne. Personne n'était chargé de veiller à ce que les choses soient faites, à temps ou bien faites. C'était le travail de tout le monde, et tout le monde le savait et l'acceptait. Toute décision qui touchait tout le monde était prise par tout le monde. Les gens avaient une influence variable, bien sûr, les matriarches étaient très puissantes, tout comme les hommes plus âgés. En cas de guerre, le conseil nommait un chef de guerre pour avoir une autorité de coordination temporaire sur l'opération, mais le chef indien de pratiquement tous les films et livres de western, sans parler des livres d'histoire, n'existait tout simplement pas.

Notre culture n'a jamais compris cela à propos de leur culture. Jamais. Mon histoire préférée illustrant ce point est celle de ce que l'armée britannique a fait en essayant d'obtenir de la tribu Delaware (ainsi nommée par les Anglais, en l'honneur de Lord Delaware) qu'elle cède des terres que la compagnie de l'Ohio voulait développer. Énormément frustrés parce qu'ils ne pouvaient jamais savoir avec qui ils négociaient - cela changeait tout le temps - ni si cette personne avait l'autorité nécessaire pour négocier et faire respecter un accord. Les Britanniques ont décidé de résoudre le problème en organisant une somptueuse cérémonie de couronnement et en installant leur propre candidat au titre de roi du Delaware. (Leur candidat avait mieux à faire ce jour-là et a envoyé son cousin pour le remplacer. Les Britanniques n'ont pas réalisé pendant des mois qu'ils avaient donné la couronne à la mauvaise personne).

Offrant l'opportunité, à peu près à la même époque, de rencontrer l'une des matriarches les plus influentes de la Fédération iroquoise, George Washington déclina. Pourquoi, se demandait-il, voudrait-il rencontrer une femme ?

Sans chef - de la seule façon dont nous comprenons le terme - les Amérindiens ont prospéré en Amérique du Nord pendant dix mille ans. Notre culture est là depuis 600 ans et a pratiquement tout fait foirer. Il est peut-être temps qu'un mouvement tel que Black Lives Matter commence à nous montrer le chemin du retour vers le futur.

Le long chemin vers la reprise de la demande de pétrole

Par Tsvetana Paraskova - 28 juin 2020, OilPrice.com



La demande de carburant aux États-Unis a augmenté progressivement ces dernières semaines, récupérant plus de la moitié de la consommation perdue pendant les deux premières semaines de blocage. La demande d'essence augmente depuis le début du mois d'avril, à la suite de l'assouplissement des mesures d'immobilisation

et de l'augmentation du nombre de conducteurs. La demande de distillats et de carburéacteurs, en particulier de carburéacteurs, reste cependant difficile.

La production d'essence a également augmenté depuis le creux d'avril, mais la croissance a été beaucoup plus lente que le rythme de la reprise de la consommation, ce qui laisse penser qu'il existe encore des stocks importants de carburant que les raffineurs doivent d'abord vendre avant d'augmenter les taux de transformation du brut et l'utilisation des capacités aux niveaux d'avant la crise.

Les raffineurs américains ne se précipitent pas pour augmenter rapidement les taux de traitement, laissant au marché le soin de réduire d'abord l'excédent de carburant, selon l'analyste de marché de Reuters, John Kemp.

Selon le dernier rapport d'inventaire hebdomadaire de l'Energy Information Administration, les entrées de pétrole brut des raffineries et l'utilisation des capacités ont augmenté à un rythme plus lent que la consommation d'essence implicite.

L'EIA a fait état d'un prélèvement de 1,7 million de barils d'essence pour la semaine se terminant le 19 juin, contre une baisse de même ampleur la semaine précédente. La semaine dernière, la production d'essence s'est élevée en moyenne à 8,8 millions de bpj, contre 8,4 millions de barils par jour la semaine précédente.

Dans les distillats, où la demande a été plus lente à se redresser que dans l'essence, l'EIA a fait état d'une augmentation des stocks de 249 000 barils pour la semaine du 19 juin. La production de distillats s'est élevée en moyenne à 4,6 millions de bpj la semaine dernière, contre 4,5 millions de bpj une semaine plus tôt.

La production des raffineries s'est élevée en moyenne à 13,84 millions de bpj, contre 13,6 millions de bpj la semaine précédente. Par rapport à la même semaine l'année dernière, les entrées de pétrole brut dans les raffineries ont diminué de 20,2 %. La production d'essence automobile, à 8,8 millions de bpj, était encore inférieure de 16,3 % à celle de la même semaine l'année dernière, qui était de 10,512 millions de bpj.

Le carburant aviation est toujours profondément déprimé, avec une production de 694 000 bpj, soit une baisse de 63,6 % par rapport aux 1,9 million de bpj de carburant aviation produits la même semaine l'année dernière.

La demande d'essence s'est élevée à 8,6 millions de bpj pendant la semaine du 19 juin, contre 7,87 millions de bpj la semaine précédente, mais reste bien inférieure aux 9,466 millions de bpj de la même semaine en 2019.

La demande d'essence revient, mais elle a encore un long chemin à parcourir pour atteindre ses niveaux "normaux" pour cette période de l'année.

L'utilisation de la capacité des raffineries augmente beaucoup plus lentement, car les raffineurs et le marché doivent réduire les stocks de carburant excédentaires qui ont explosé au début des fermetures.

L'utilisation des capacités de raffinage aux États-Unis a lentement augmenté ces dernières semaines, de moins d'un point de pourcentage chaque semaine, pour atteindre 74,6 % dans la semaine du 19 juin, contre un minimum de 67,6 % dans la troisième semaine d'avril. À titre de comparaison, au cours de la troisième semaine de juin de l'année dernière, le taux d'utilisation des raffineries était de 94,2 %, la demande ayant augmenté en flèche avec le début de la saison de conduite. En général, l'utilisation des capacités aux États-Unis est d'environ 95 % pendant la saison estivale.

Si les raffineurs continuent à fonctionner à des taux d'utilisation bien inférieurs à la normale, ils pourraient contribuer à réduire plus rapidement les stocks de carburant excédentaires.

Toutefois, si la demande d'essence est maintenant plus de la moitié du niveau d'avant la crise, il est peu probable qu'elle revienne à la normale d'ici la fin de l'année, selon le service d'information sur le prix du pétrole (OPIS) de la société IHS Markit.

"Les ventes d'essence ont augmenté en moyenne de 6,4% par semaine depuis le point bas d'avril, lorsque la demande a été réduite de moitié. Il reste encore du chemin à parcourir, mais les tendances positives sont un signe de reprise", a déclaré le président de l'OPIS, Fred Rozell.

"Nous constatons une nouvelle préférence pour la voiture plutôt que pour les transports publics ou les vols de courte distance, et les gens veulent en sortir", a déclaré Tom Kloza, responsable mondial de l'analyse énergétique à l'OPIS.

"Mais cela sera compensé par une diminution des trajets domicile-travail et une augmentation du travail à domicile, l'annulation d'événements sportifs, des niveaux de chômage encore élevés et peut-être une seconde vague du virus à l'automne", a noté Kloza.

"L'écart de consommation entre cette année et l'année dernière continuera à se réduire, mais à ce stade, nous ne voyons pas la demande atteindre les niveaux records de l'année dernière", a déclaré M. Kloza.

Producteurs et consommateurs

Didier Mermin Publié le 27 juin 2020



Note liminaire : la Convention Citoyenne pour le Climat ayant provoqué les réactions outrées de consommateurs que [Jean-Marc Jancovici](#) et [Arthur Keller](#) ont aussitôt déplorées sur FB, nous tenons à leur opposer notre point de vue selon lequel les consommateurs ne sont responsables de rien. Cependant, notre argumentation ne prend pas en compte le fait que les consommateurs pèsent sur les événements en exprimant leurs opinions, et qu'ainsi ils sont responsables comme tous les citoyens. Nous développerons cet aspect des choses dans un billet ultérieur.

Image d'une beauté attendrissante et fragile :



Simon Bouisson et Ludovic Zuili sont deux cinéastes qui ont réalisé pour Arte une série documentaire baptisée *Dezoom*. Interviewé par [Télérama](#), le premier explique :

« Quand vous arrivez dans une forêt magnifique, et que vous voyez des bulldozers qui défoncent tout, vous éprouvez une rage énorme. Ce fut le cas au Pérou, donc, où la terre est creusée sur 30 m de profondeur pour les besoins de l'activité minière, et où sont déversées des tonnes de mercure. Ensuite, vous voyez ce pour quoi tout cela a été fait : quelques grammes d'or au fond d'une casserole ! »

Rien à dire, l'on comprend très bien la colère de celui qui assiste, impuissant, aux ravages en train de s'accomplir. Mais l'on reste abasourdi quand il ajoute :

*« On pense alors aux **vrais responsables** du désastre, qui sont ceux tout au bout de la chaîne, les **ultimes clients** qui s'achètent des bijoux ou des lingots. »*

Opinion de saltimbanque épidermique qui pense avec son cerveau reptilien. Pourquoi se priver d'accabler les consommateurs alors qu'il est si facile d'exonérer les producteurs, les intermédiaires et les États ? (Qui thésaurisent l'or par milliers de tonnes.)

C'est la production qui pilote le monde, pas la consommation. Celle-ci est forcée par les producteurs aux moyens du financement capitaliste, du progrès technique, de la baisse des prix, de la publicité, du marketing et du [lobbyisme](#), le tout sous l'égide des États, eux-mêmes placés en situation de concurrence mondiale. Le consommateur est au bout de toutes les chaînes de production, pas à leurs débuts, et ce n'est qu'une figure abstraite à qui l'on fait avaler n'importe quoi. S'il est évident que les plus riches en profite à qui mieux mieux, les moins bien lotis ne font pas que consommer : ils SUBISSENT de plein fouet le système de production *via* la pollution et des conditions de travail qui n'en finissent pas de se dégrader.

Un peu d'humour pour souffler :

D'après cet excellent article du *Diplo*, « [Eh bien, recyclez maintenant !](#) », la culpabilisation du consommateur date du début des années 50, à l'initiative des industriels des boissons en **canettes jetables**, avec un énorme enjeu à la clef : empêcher le retour au système des bouteilles consignées. Pour se faire une idée du « *comment ça marche* », une petite chronologie :

- **1936** : campagne de pub pour la bière en canette que l'on peut jeter n'importe où : impensable aujourd'hui mais ça ne posait pas de problème à l'époque.

- 1947 : 15 % des bières sont vendues en canettes.
- 1950 : Pepsi et Coca adoptent les canettes.
- **1953** : L'État du Vermont rend obligatoire le système de la consigne. (Les dégâts étaient donc déjà sensibles.) Sentant le vent du boulet, des industriels fondent [Keep America Beautiful](#).
- 1971 : 50% des sodas et 75% des bières sont vendus en canettes. *Keep America Beautiful* lance une campagne de pub restée célèbre : « **La pollution, ça commence par les gens. Ce sont eux qui peuvent y mettre fin.** » (La pollution ne commence pas « par les gens » mais [à la sortie des usines.](#))
- 2016 : Red Bull vend [6 milliards](#) de canettes dans l'année.

Question : les industriels ont-ils investi des millions de dollars dans *Keep America Beautiful* pour faire cesser la pollution ou pour favoriser leur commerce ? Ils ont évidemment compris avant tout le monde que la culpabilisation du consommateur était le meilleur moyen de s'exonérer, d'autant plus que les montants investis font croire qu'ils ont conscience des « enjeux environnementaux » et à cœur d'y remédier : tant qu'on ne vient pas fouiner dans leurs affaires.

COP21



Pour avoir pointé les consommateurs comme étant les « **vrais responsables du désastre** », ce qui revient à en faire les « **vrais** » donneurs d'ordres, le cinéaste a clairement disculpé les producteurs : ce sont pourtant eux qui donnent les vrais ordres, eux qui imposent leurs méthodes, eux qui décident des produits, eux encore qui commettent effectivement le « **désastre** ». Au nom de sa raison morale, il s'aveugle sur l'évidence des faits, comme les producteurs au nom de la raison économique.

On éprouve une « **rage énorme** » devant tant de stupidité. Si « on » met en vente des [vélos électriques capables de rouler à 100 km/h](#), des légumes « **bio** » cultivés en [serres chauffées](#), ou des [croisières en paquebots géants](#), (trois exemples disparates pour montrer que cela vaut pour tout), il y aura évidemment des consommateurs pour les acheter : on n'a pas inventé la pub, le marketing et les statistiques pour qu'il en aille autrement, et il n'y a pas besoin d'avoir lu *Le Capital* pour comprendre cette vérité de bon sens.

Le fait que monsieur Dupont achète de l'or n'explique pas pourquoi il existe un marché où des millions d'individus en vendent et en achètent aussi. En revanche, l'existence de ce marché explique, (de façon probabiliste), que monsieur Dupont achètera de l'or.

Le consommateur est bien évidemment responsable de sa propre consommation, mais uniquement à son échelle qui est infime par rapport à la masse. A cause de ce rapport, les choix d'un individu ne peuvent pas expliquer ceux de la masse : c'est donc la masse qui explique l'individu. **La responsabilité devant s'expliquer comme si elle était la cause des faits, celle de l'individu ne peut pas expliquer celle de la masse.**

« *Les petits ruisseaux font les grandes rivières* » dit le proverbe, c'est certain, mais cette explication du grand à partir du petit n'est que quantitative. Le cours de la rivière, lui, est dicté par le relief qu'elle traverse, et seul ce cours explique que les petits ruisseaux de son voisinage vont s'y jeter : au plan de la causalité, c'est bien la masse qui détermine l'individu.

Les producteurs et les financiers, qui ont oublié d'être bêtes, ne s'y trompent pas. Avant de lancer la construction de leurs paquebots géants, (**un milliard d'euros** pour l'[Oasis of the seas](#)), c'est évidemment « *le marché* » qu'ils étudient, et c'est pour lui qu'ils concoctent des produits cousus main. Rameutés ensuite par la pub et des « *offres promotionnelles* » alléchantes, les « *ultimes clients* » sont autant de poissons pris dans la nasse.

Mais voici une nouvelle qui semble nous donner tort : selon cet [article du Monde](#), le consommateur **préfère** les bouteilles en plastique : n'est-ce pas la « *preuve* » qu'il est « *responsable* » (du plastique) ? Citation :

« *En pleine mobilisation anti-plastique, l'américain PepsiCo a sondé ses clients pour connaître leur préférence entre contenant plastique ou carton. Alors, les jus de fruit Tropicana, vous les préférez dans un emballage en carton ou dans une bouteille en plastique ?* » La brique carton, cela suffit, nous ont-ils répondu. Les consommateurs veulent de la **transparence**, ils souhaitent **voir le produit** », affirme Bruno Thévenin, directeur général de PepsiCo France. »

Seul le producteur a connaissance des caractéristiques de sa clientèle, et lui seul peut traduire en **réalité concrète** des « *préférences* » que personne ne l'oblige à satisfaire : c'est donc lui le « *vrai responsable* ». Mais il se trouvera toujours des **crétins** pour **raisonner comme les producteurs**, c'est-à-dire pour faire porter le chapeau aux clients.

Cet article du Monde était manifestement un message préventif de PepsiCo anticipant une possible levée de boucliers (sur les réseaux sociaux). Quand on sait que les canettes se vendent par milliards alors qu'elles ne sont pas transparentes, cette « *préférence* » pour « *voir le produit* » est un prétexte destiné aux naïfs.

Pour rappeler avec humour que nous vivons dans un monde de **production frénétique** :



A voir dans le consommateur « *le vrai responsable* » de tout, il devient moralement impossible de :

- Manger du bœuf, du porc, de la volaille, des œufs et des produits laitiers à cause de la maltraitance animale et de la [déforestation](#).
- Manger du poisson à cause de la [pêche industrielle](#) qui décime les réserves halieutiques.
- Manger des olives, (fruits et huile), car leur récolte nocturne [tue des oiseaux par millions](#).
- Manger des tomates de Bretagne à cause de la [pollution lumineuse des serres](#).
- Manger du chocolat et boire du café, le commerce international n'étant pas équitable.
- [Prendre l'avion](#) à cause du CO2.
- Faire le plein dans une station Shell à cause de la [pollution dans le delta du Niger](#).
- Utiliser du papier toilette à cause de la [destruction des forêts boréales](#).

Ces exemples pouvant se multiplier à l'infini, l'expression « *consommateur moral* » devrait être un oxymore. Des milliards d'individus plongés dans « *l'anthroposphère* » ne peuvent pas vivre sans provoquer la « *destruction de l'environnement* ». (Vincent Mignerot a raison sur ce point.) Questions à méditer pour s'endormir : leur contribution est-elle individuelle ou collective ? Qui a établi et **imposé** les structures socio-politiques nécessaires pour produire et vendre toujours plus ?

Le consommateur est-il **censé connaître** les faits dont on le rend responsable ? La réponse est clairement non, à l'opposé du citoyen qui est censé connaître la loi. Le consommateur est ontologiquement irresponsable. On peut le déplorer et militer pour que cela change mais, pour l'heure, c'est un fait.



Illustration : [Huffington Post](https://www.huffpost.com)

Plus de publications sur Facebook : [OnfonceDansLeMur](https://www.facebook.com/OnfonceDansLeMur)

Climat, l'Affaire du siècle, inertie politique

Michel Sourrouille 28 juin 2020 / Par [biosphere](https://www.biosphere.fr)

[Article](#)

Selon une requête déposée devant le tribunal administratif en mars 2019, dite « L'Affaire du siècle », l'Etat méconnaîtrait « *ses obligations générales de lutte contre le changement climatique et ses obligations spécifiques en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique résultant de l'accord de Paris, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, du droit de l'Union européenne et du droit national* ». Cette action demande aux juges d'enjoindre au gouvernement de « *prendre toutes les mesures* » pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le ministère de l'écologie a pris son temps, seize mois, pour rédiger sa réponse aux quatre ONG. Le ministère réplique que l'Etat a respecté l'accord de Paris dans la mesure où celui-ci ne crée « *pas de droit dont les particuliers pourraient directement se prévaloir* »... Il précise que le préjudice écologique n'a jamais été appliqué devant la juridiction administrative... Il botte en touche : « *La France représente environ 1 % de la population mondiale et émet chaque année environ 1 % des gaz à effet de serre de la planète* ». Le mémoire martèle que l'Etat n'est pas en capacité d'empêcher l'intégralité des émissions de gaz à effet de serre sur son territoire car « *une part substantielle de cette pollution procède d'activités industrielles et agricoles* », mais aussi de « *choix et décisions individuelles sur lesquels il n'est pas toujours possible d'influer* ». La décision du tribunal administratif pourrait intervenir courant 2021 et devrait faire l'objet d'un appel devant le Conseil d'Etat.

« *Le gouvernement ne semble pas enclin à saisir les opportunités qui se présentent à lui pour rectifier la trajectoire de son inaction* », ont déploré les quatre associations dans un communiqué, le 25 juin. En mettant en avant les « *choix individuels* », le gouvernement omet de mentionner son rôle de régulateur et d'investisseur. Il conteste l'existence d'une obligation générale de lutte contre le changement climatique. Il liste des mesures politiques récentes, dont il ne démontre pas les effets sur la réduction d'émissions de gaz à effet de serre dans la

période applicable au recours. Certaines ont d'ailleurs été adoptées après le dépôt du recours. Pour en savoir plus grâce à notre blog biosphere :

10 janvier 2019, [Deux millions de signatures pour l’Affaire du Siècle](#)

extraits : Nous attendons désormais du Premier ministre une réponse à la hauteur de l'urgence climatique. La même semaine que le lancement de l’Affaire du Siècle, Météo France annonçait que 2018 avait été l'année la plus chaude jamais enregistrée en France depuis le début des relevés météorologiques en 1900, avec une séquence de 9 mois consécutifs au-dessus des normales. Pourtant le ministre de l'écologie François de Rugy a esquivé le cœur du sujet...

29 décembre 2018, [Signez la pétition pour le climat s'il vous plaît](#)

Aujourd'hui 29 décembre à midi, nous sommes déjà 1 903 700 à soutenir l'action en justice contre l'État pour le climat. **Voici le texte intégral de « [L’AFFAIRE DU SIÈCLE](#) » :**

extraits : Quatre associations, Notre Affaire à Tous, la Fondation pour la Nature et l’Homme, Greenpeace France et Oxfam France ont décidé, au nom de l'intérêt général, d'attaquer l'État français en justice pour qu'il respecte ses engagements climatiques et protège nos vies, nos territoires et nos droits.

FIN D'EMPIRE...

27 Juin 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Un article paru dans [cassandra legacy](#) et traduit par le saker. Je l'avais déjà cité.

C'est encore plus clair, et plus accessible.

"Il n'y avait rien de spécial à ce que l'Empire occidental adopte une posture agressive après la chute de l'Empire soviétique rival. C'est la façon dont les empires fonctionnent : ce sont des organisations militaires qui se consacrent au transfert des ressources économiques de la périphérie vers le centre. Ainsi, les empires durent aussi longtemps que le coût de leur énorme appareil militaire peut être payé par les ressources qu'ils peuvent contrôler. Comme les ressources ne sont jamais infinies, elles ont tendance à être surexploitées et les empires souffrent d'un problème économique classique : les rendements décroissants. C'est la raison des cycles de croissance et d'effondrement des empires dans l'histoire. "

Contrairement aux salades et conneries racontées dans "C dans l'air", le fait que les dépenses militaires US soient 10 fois plus importantes que les russes, a non seulement aucune importance, mais est contre productif. En effet, la Russie a peu de bases extérieures coûteuses en énergie et en argent, quelques unes en Syrie, parce que c'est la guerre là-bas, au contraire des USA qui en ont entre 800 et 1200 dont une centaine de très importantes.

"la trajectoire déclinante des empires dans l'histoire commence lorsque leur propagande cesse d'être crédible – et crue.

les caisses impériales commencent à être vidées par les dépenses gigantesques qu'implique le maintien en vie d'une machine militaire monstrueusement surdimensionnée, devenue non seulement trop chère mais aussi obsolète. "

L'empire n'est simplement plus crédible, ni dans sa force militaire, dont on voit qu'elle patine partout, ni dans sa propagande anti-raciste et mondialiste, qui, si elle bénéficie encore d'un certain crédit chez les crétins, devient, elle aussi, contre productive. Et la casse devient, elle aussi, contre productive...

Pour ce qui est de la partie militaire, c'est aussi criant. Les porte-avions US coûtent 20 milliards de dollars, et peuvent être coulés par des missiles valant 3 millions de dollars, et ce, depuis l'époque soviétique. Un coût supérieur de plus de 600 fois. Même si on prévoit large, avec une vingtaine de missiles par bâtiment, on est à plus de 300 contre un en terme de coûts, pour un résultat certain : le porte avion n'a pas d'utilité contre une grande puissance.

Pour le front intérieur, même problème avec "LA" minorité "défavorisée", mais pas en termes de moyens qui lui sont consacrés... Dislocation des structures familiales. les hommes meurent jeunes dans la rue et/ou vont en prison, pendant que 75 % des familles sont monoparentales.

"Si votre langue se dispense de la forme grammaticale – comme la différence entre l'expression du passé, du présent et du futur – vous risquez de souffrir de handicaps cognitifs qui se traduiront par de mauvais résultats à l'école. Vous pouvez même être incapable de vous présenter à l'heure pour quoi que ce soit."

"Tu sais ce qui est révolutionnaire ? C'est un nègre avec une carte de bibliothèque" Frère Mouzone "Sur écoute".

Bon, à Baltimore, sur 39 Lycées, 6 ont vu un taux de réussite de 0 % aux tests de niveaux mathématiques et anglais, et 13 %, 0 % en mathématiques. Les autres ont, pour ces matières, des taux variants entre 4 et 7 %...

L'activiste anticolonialiste Kémi Seba a défendu le concept de «Black Power», centré sur l'identité africaine, l'opposant au mouvement «victimaire» Black Lives Matter, qui sert selon lui les intérêts de la gauche néolibérale, et non des Noirs.

En savoir plus sur RT France : <https://francais.rt.com/france/76330-nous-ne-pronons-pas-mendicite-kemi-seba-critique-cote-victimaire-mouvement-blm>

L'activiste anticolonialiste Kémi Seba a défendu le concept de «Black Power», centré sur l'identité africaine, l'opposant au mouvement «victimaire» Black Lives Matter, qui sert selon lui les intérêts de la gauche néolibérale, et non des Noirs.

En savoir plus sur RT France : <https://francais.rt.com/france/76330-nous-ne-pronons-pas-mendicite-kemi-seba-critique-cote-victimaire-mouvement-blm>

Nous avons marre de ce paternalisme exacerbé, de cette gauche qui pendant des années nous a fait croire qu'elle était notre amie, alors qu'en réalité elle était toujours là pour nous manipuler

En savoir plus sur RT France : <https://francais.rt.com/france/76330-nous-ne-pronons-pas-mendicite-kemi-seba-critique-cote-victimaire-mouvement-blm>

Nous avons marre de ce paternalisme exacerbé, de cette gauche qui pendant des années nous a fait croire qu'elle était notre amie, alors qu'en réalité elle était toujours là pour nous manipuler

En savoir plus sur RT France : <https://francais.rt.com/france/76330-nous-ne-pronons-pas-mendicite-kemi-seba-critique-cote-victimaire-mouvement-blm>

[Black live matter](#), sert, selon kemi seba, les intérêts de la gauche néo-libérale, et non les intérêts des noirs. A l'image des politiciens noirs, qui surexploitent les quartiers noirs, en les laissant aux trafiquants de drogues, et en en tirant profit.

[Aux USA](#), les "antifa" fascistes veulent détruire la statue érigée avec les contributions des esclaves libérés... Trajectoire de collision avec le reste de la nation qui les prend pour des demeures. Et les noirs se foutent généralement des statues...

[Aux USA](#), Trump est le président, et Biden un challenger, tête à claque.

[Les milliardaires](#) n'aiment pas perdre le contrôle de leur homme à la présidence. Ou encore ils détestent que ce ne soit pas leur homme, ou qu'imparfaitement...

RECLASSEMENTS TOUS AZIMUTS...

- [15 milliards de confiture](#) aux cochons, pour l'aéronautique. La spirale de la mort est déclenchée, et comme d'habitude, le contribuable est appelé à une rescousse, qui ne secourt pas, mais prolonge l'agonie.

- [re-cohabitation](#) forcée aux USA, entre générations, faute de travail. Les logements sont abandonnés, et on assiste à des baisses de loyers pouvant atteindre les 10 %. Mais il n'y a pas de demande.

- [Le conseil](#) municipal de Minneapolis, qui a voté la suppression de la police, la suspend, mais uniquement pour elle. Certains membres seront coûteusement protégés aux frais de la ville... Ils disent être victime "d'extrémistes de droites", nazis ou pire, trumpistes, qui les menacent. Le fait qu'une bonne partie de la ville ait été détruite, faute de défense ne leur vient visiblement pas à l'esprit, comme raison de leur impopularité... L'explication est donc toute trouvée, ce sont les racistes, sexistes, "déplorables", qui sont la cause de tout...

[Paul Craig Roberts](#), lui, est clair : "**Tout le monde dans les villes multiraciales gouvernées par les démocrates pense la même chose. Ils savent maintenant que leurs entreprises et leurs maisons et personnes n'ont aucune protection contre les émeutes et les pillages. Ils veulent mettre autant de distance que possible entre eux et les noirs**".

Alors que l'épidémie flambe, [Trump](#) veut supprimer l'obamacare (bouh, le vilain). Simple principe de réalité pourtant. L'obamacare n'est pas, à l'origine, fait pour que les gens puissent se soigner, mais fait pour que la dérive des coûts de santé puisse se maintenir encore un peu. En France, les médecins cubains arrivent à la Martinique... Sans commentaires...

SECTION ÉCONOMIE



Une reprise économique en Forme de V aux Etats-Unis ?!... Même pas en Rêve !

Publié le 28 juin 2020 à 22:27:31 / 1 commentaire / 401 vues

Nous étions censés être déjà bien engagés dans une reprise actuellement, mais au lieu de cela, de plus en plus de très mauvaises nouvelles économiques ne cessent de... Lire la suite



Egon Von Greyerz: « La prochaine baisse des marchés est imminente. Elle va choquer le monde. Je vous préviens que l'ampleur de la dévastation sera inimaginable ! »

Publié le 27 juin 2020 à 19:52:48 / 8 commentaires / 2 056 vues

Il existe trois types de mensonges : le mensonge, le gros mensonge et les économistes. Que ces économistes travaillent pour un gouvernement ou une

banque, ils passent tout... Lire la suite



Le FMI s'attend à ce que le commerce mondial s'effondre de 11,9% en 2020

Publié le 28 juin 2020 à 11:32:19 / 1 commentaire / 583 vues

Le FMI s'attend à ce que le commerce mondial s'effondre de 11,9% en 2020
Delamarche: Covid-19 « Ce ne sera pas la petite crissette de 2008. Ce qui se passe sera... Lire la suite



les petites entreprises se retrouvent au bord du gouffre. Les banques ne sont plus prêtes à les aider et refusent de leur accorder le prêt garanti par l'État.

Publié le 29 juin 2020 à 13:00:56 / 2 commentaires / 268 vues

Crise sanitaire oblige, les petites entreprises se retrouvent au bord du gouffre. Les banques ne sont plus prêtes à les aider et refusent de leur accorder le prêt

garanti... Lire la suite



L'Etat envisage de racheter les boutiques et commerces pour sauver les centres villes !

Publié le 29 juin 2020 à 12:00:56 / 5 commentaires / 389 vues

Juste avant la crise du coronavirus, nous étions à 57 % de dépenses publiques du PIB. Puis nous avons engagé 26 % du PIB en plus dans les plans de sauvetage de... Lire la suite



Coronavirus: le secteur automobile en crise, 400 000 voitures invendues

Publié le 29 juin 2020 à 07:00:32 / 13 commentaires / 827 vues

Les constructeurs automobiles sont de plus en plus mal. Les véhicules neufs s'entassent sur les parkings faute d'acheteurs. L'État devrait proposer mardi 26 mai de... Lire la suite

Chesapeake dépose le bilan, effaçant 7 milliards de dollars de dettes et toute valeur nette existante



... comme si 216 915 commerçants de Robinhood criaient soudain de terreur et étaient soudainement réduits au silence.

"Cette fois, cela semble différent" – Et si c'est juste commencé?



"... alors que les banques centrales ont calmé les marchés avec l'opium de QE Infinity, je ne peux m'empêcher de me demander si le vrai tremblement de terre n'est pas encore venu ..."

29 JUIN 2020 08:16 16404 20

Les lignes de banque alimentaire réapparaissent alors que COVID paralyse les ménages



"Alors à propos de cette récupération en V?"

28 JUIN 2020 21H30 43162

Oubliez la reprise en V, W ou L : Se concentrer sur les N-P-B

Charles Hugh Smith Dimanche 28 juin 2020

Le seul plan B réaliste est un réarrangement fondamental et permanent de la structure des coûts de l'ensemble de l'économie américaine.

Le fantasme d'une reprise en V s'est évaporé, et les attentes d'une reprise en W ou en L sont de plus en plus insoutenables. Oubliez donc les V, W et L ; les lettres qui façonneront l'avenir sont N, P, B : il n'y a pas de plan B.

Tous les espoirs de reprise se fondaient sur un retour rapide à l'économie qui existait fin 2019. Tous les plans de sauvetage et les programmes de relance étaient basés sur ce seul objectif : un retour rapide à l'ancienne normalité. C'était le plan A.

Pour toutes les raisons qui ont été exposées ici au cours des six derniers mois, l'ancienne normalité a disparu pour de bon. L'économie de l'Ancienne Normale était trop précaire, trop fragile et trop cassante pour survivre au renversement d'un quelconque domino, car la seule "solution" du Plan A était de pousser les extrêmes déstabilisateurs à de nouveaux extrêmes, c'est-à-dire de faire davantage de ce qui a échoué de façon spectaculaire et d'accroître la fragilité des systèmes précaires.

Une courte liste de ce qui a été irréversiblement déstabilisé en raison d'un effondrement systémique de la demande, d'une augmentation exponentielle du risque et de l'incertitude, de la dépendance au surendettement, de l'implosion des chaînes d'approvisionnement mondiales, du déclin structurel des revenus et de l'emploi et de l'émergence rapide de nouveaux modèles d'entreprise que comprennent les monopoles bureaucratiques obsolètes, coûteux, inefficaces et sclérosés :

1. Soins de santé
2. L'enseignement supérieur
3. Immobilier commercial
4. Tourisme

5. Restaurants / spectacles
6. Voyages d'affaires / conférences
7. Parcs de bureaux, trajets domicile-travail, main-d'œuvre urbaine, etc.
8. Modes de vie urbains à coût élevé

Nous pourrions également inclure des secteurs entiers qui n'ont pas encore reconnu le tsunami qui est sur le point de balayer leur ancienne normalité : marketing, finance, gouvernance locale, etc.

Le problème est qu'il n'y a pas de plan B pour quoi que ce soit dans l'économie américaine. Il n'y a que le plan A, un retour à 2019 / The Old Normal. Si cela n'est plus possible, il ne reste littéralement plus rien sur la plaque de politique / réponse.

Ce que personne n'ose même demander, c'est : quelles entreprises et quelles industries seront encore financièrement viables à 50% de leur capacité ? Combien de cafés, de restaurants, de stations balnéaires, de compagnies aériennes, etc. feront des bénéfices en fonctionnant à 50 % de leur capacité ? Combien d'entre eux peuvent non seulement survivre au fait que la moitié des sièges soient vides, mais aussi réaliser des bénéfices ? En bref, très peu, car les coûts de fonctionnement de la plupart des entreprises sont insupportables. Les survivants probables sont les entreprises dont les coûts fixes et les frais d'exploitation sont faibles - les entreprises qui possèdent leurs installations dans des localités où l'impôt foncier est peu élevé, et les entreprises qui peuvent être dirigées par les propriétaires sans employés.

Combien d'entreprises ont ce genre de structures de coûts minimales ? Très peu.

Pour la plupart des entreprises, la seule façon de réduire leurs coûts à un niveau qui leur permette de survivre est de réduire de moitié les coûts : réduire de moitié le loyer, les hypothèques, le service de la dette, les impôts fonciers, les redevances, les services publics, les assurances, etc.

Cela signifierait que tout le monde en aval devrait survivre avec la moitié de ses revenus antérieurs : propriétaires, banques, municipalités locales, prestataires de services, etc.

Combien de ces institutions et entreprises pourraient survivre avec 50 % de leurs revenus antérieurs ? Le seul plan B réaliste est un réaménagement fondamental et permanent de la structure des coûts de l'ensemble de l'économie américaine. Appelez cela DeGrowth, ou destruction créative, ou perturbation si vous préférez, mais quel que soit le nom que l'on utilise, la réalité sera extraordinairement perturbatrice, incertaine, risquée et imprévisible.

Comme beaucoup d'entre nous l'ont expliqué au fil des ans, les systèmes instables, fragiles et cassants, caractérisés par une montée en flèche des inégalités, une corruption politique de type "pay-to-play" et une dépendance à l'égard de la dette, de l'endettement et des bulles spéculatives, étaient insoutenables.

Le plan B peut être un gâchis chaotique de déni et de demi-mesures ratées qui ne font qu'aggraver tous les problèmes, ou il peut être une transformation positive qui aboutit à une société qui fait plus avec moins. C'est à nous de choisir.

Egon Von Greyerz: « La prochaine baisse des marchés est imminente. Elle va choquer le monde. Je vous préviens que l'ampleur de la dévastation sera inimaginable ! »

Il existe trois types de mensonges : le mensonge, le gros mensonge et les économistes. Que ces économistes travaillent pour un gouvernement ou une banque, ils passent tout leur temps sur l'ordinateur à extrapoler les tendances actuelles avec des ajustements mineurs.

Pour comprendre l'avenir, ne passez pas votre vie à remplir une feuille Excel contenant des tonnes de données économiques. Le comportement humain collectif est extrêmement prévisible, pas en analysant une feuille de calcul, mais en étudiant l'histoire.

L'histoire est un meilleur prévisionniste que les économistes

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Alors pourquoi tant de temps et d'argent sont-ils gaspillés pour des prévisions économiques qui ne valent pas mieux que celles réalisées par quelques [chimpanzés](#) ?

Donnez plutôt à des penseurs latéraux quelques livres d'histoire et laissez-les étudier l'essor et la chute des grands Empires de l'histoire. Cela leur en dira plus sur les prévisions économiques à long terme que n'importe quelle feuille de calcul.

Après 50 ans de déclin de l'économie américaine et du dollar, on entend encore parler d'une reprise en V imminente.

Sur quelle planète vivent ces gens qui croient qu'un monde au bord de l'effondrement économique et social connaîtra une reprise miraculeuse ?

C'est le problème avec un système totalement fictif et dépendant d'injections constantes de liquidités (même si cet argent n'a aucune valeur) : la plupart des gens sont dupes et pensent que c'est la réalité.

Tous les empires chutent avec l'effondrement de la monnaie et la montée en flèche des dettes

Nous sommes à la fin du jeu. La partie pourrait durer encore quelque temps, mais également vite se terminer. Le déclin des grands cycles se fait sur une longue période et celui-ci a débuté il y a un demi-siècle. **Pendant ce temps, le dollar a baissé de 50% par rapport au DM/Euro et de 78% par rapport au franc suisse. La dette américaine a été multipliée par 65 depuis 1971, passant de 400 milliards \$ à 26 000 milliards \$. L'effondrement d'une monnaie et la montée en flèche des dettes marquent toujours la fin des Empires.**

Maintenant, je vais faire l'analogie avec la situation contemporaine.

La phase finale a été prolongée et a commencé en 2006 avec la grande crise financière. Le système financier était au bord de l'effondrement en 2008, mais il a été miraculeusement sauvé grâce à des dizaines de milliers de milliards de dollars de monnaie imprimée et de garanties.

Depuis, les banques centrales ont prolongé la fête avec frénésie en fabriquant du papier-monnaie sans valeur. La musique aurait dû s'arrêter en 2008, mais les participants dansent toujours sur la tombe d'un système prêt à succomber.



Seuls les futurs historiens pourront mesurer le degré de sévérité de la prochaine crise économique. Cependant, nous assistons clairement à la fin d'un cycle majeur. La prochaine étape ne sera pas seulement la chute d'une seule nation, mais de la plupart des pays développés ou en développement. La dette est un problème planétaire qui touche pratiquement tous les pays. Lorsque le système financier s'effondrera, le commerce international en fera autant.

Que va-t-il se passer ensuite ?

Les bulles spéculatives ne peuvent se terminer que de deux façons : soit elles implosent, soit elles explosent

Les principales bulles dont nous parlons ici sont le système financier, les marchés boursiers, les marchés obligataires et l'immobilier. Deux scénarios sont envisageables pour la fin de cette ère.

Dans les deux cas, le résultat final est le même, même si une explosion finale serait plus violente et conduirait plus rapidement à un désastre qu'une implosion.

Explosion

Le risque d'une fin explosive est très élevé. Cela déclencherait des problèmes aigus dans le système bancaire, entraînant la faillite d'une grande banque, disons la Deutsche Bank. Cela se propagerait dans l'ensemble du système bancaire comme une traînée de poudre et affecterait aussi la bulle des produits dérivés de plus de 1,5 *quadrillions* \$. L'explosion serait si rapide que les banques centrales n'auraient pas le temps d'imprimer assez d'argent pour l'arrêter. Le monde financier tout entier comprendrait à ce moment-là que tout argent fraîchement imprimé a une valeur ZÉRO et donc ZÉRO effet.

Une explosion de cette bulle de 100 ans serait clairement cataclysmique. Elle conduirait à une dépression déflationniste mondiale, d'une ampleur jamais vue auparavant. La vie reviendrait également à un niveau de dévastation et de privation inimaginable aujourd'hui.

Implosion

Une fin implosive prendrait plus de temps. Cela impliquerait donc à la fois de l'espoir et de la souffrance, car les banques centrales désespérées créeraient des milliers de milliards de dollars et des *quadrillions* de dollars, d'euros, etc. sans valeur pour maintenir temporairement la bulle gonflée.

Ce processus serait plus long mais finirait également par échouer. Tout d'abord, il y aurait une brève période d'hyperinflation, peut-être durant quelques années, avant qu'elle ne se termine par un effondrement déflationniste.

Voici donc les deux options. Il n'y a absolument rien qui puisse arrêter cela. Bien sûr, il y a toujours le *Deus ex Machina*. Des miracles peuvent toujours se produire et le monde en aurait certainement besoin cette fois-ci. Mais malheureusement, les probabilités d'un miracle sont faibles.

Ce que nous savons

- **Le coronavirus est une excuse opportune**, mais pas la cause des problèmes actuels. C'est un catalyseur. La véritable crise a commencé en août-septembre 2019 avec la panique de la Fed et de la BCE.
- **Le vrai problème est l'endettement excessif** à tous les niveaux de l'économie, qu'il soit souverain, corporatif, financier ou privé. Les gouvernements et les banques centrales ont créé la dette et essaient désespérément de corriger leur erreur en faisant pire que ce qui a causé tout cela. Comme l'a dit Einstein, « *Nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes avec la même pensée que celle que nous avons utilisée lorsque nous les avons créés* ».
- **Les banques centrales n'ont pas d'autres outils**. Les taux sont déjà à zéro et les rendre négatifs reviendrait à payer pour prêter de l'argent à un emprunteur insolvable. Il existe des placements nettement plus intéressants dont je parlerai plus tard.
- **Le chômage touche actuellement des centaines de millions de personnes dans le monde**. Beaucoup de gens gagnent aujourd'hui davantage en ne travaillant pas et pourraient être réticents à l'idée de travailler pour gagner de l'argent à l'avenir. De plus, un pourcentage élevé d'emplois perdus ne seront pas recréés.

46 millions d'Américains, soit près de 30% de la main-d'œuvre américaine, se sont inscrits au chômage depuis le début de la crise sanitaire.

L'OIT (Organisation internationale du travail) estime que près de 50% de la population active mondiale, en particulier dans les pays en développement, pourrait perdre son emploi.

- **Les entreprises, de grandes et petites tailles, sont en train de couler**. Des milliers d'entreprises font faillite dans tous les secteurs. Les pertes totales se chiffreront en milliers de milliards de dollars.

Par exemple, le secteur du tourisme est au bord de l'effondrement. Carnival, la compagnie maritime américaine spécialisée dans les croisières, vient d'annoncer une perte de 4,4 milliards \$ et la vente de 6 grands navires de croisière. Les compagnies aériennes et les hôtels font faillite ou perdent de l'argent. Le tourisme mondial est un marché de 5 000 milliards \$ et, avec les entreprises qui apportent un soutien indirect, il contribue à hauteur de 9 200 milliards \$ au PIB mondial. Imaginez donc, un secteur représentant 11% du PIB mondial est en pleine hémorragie et ne se rétablira pas au cours de cette décennie.

Un autre exemple est l'industrie horlogère suisse, qui est importante pour le pays. Par rapport à 2019, ses exportations ont chuté de 81% en avril et de 68% en mai. Un autre secteur qui ne sera plus jamais le même.

- **Les créances douteuses** explosent car les entreprises et les particuliers n'ont pas les moyens de payer les intérêts ou les mensualités. Aux États-Unis, plus de 100 millions de prêts ne sont pas remboursés.
- **La moitié des Américains envisagent de vendre leur maison** pour survivre financièrement. La plupart n'ont pas d'épargne pour couvrir plus de deux semaines de dépenses.
- **Les planches à billets tournent 24h/24, 7j/7** pour sauver le monde de la perdition. Depuis le début de l'épidémie de coronavirus, **le montant total du stimulus fiscal et monétaire s'élève à 18 000 milliards \$.**
- Ce stimulus de 18 000 milliards \$ pourrait facilement doubler. 18 000 milliards \$, c'est « juste » 22,5% du PIB mondial.

Les pays qui impriment le plus de monnaie sont :

1. États-Unis : 6 500 milliards \$
2. Union Européenne : 3 000 milliards \$
3. Japon : 2 100 milliards \$
4. Chine : 1 200 milliards \$
5. Italie : 1 100 milliards \$
6. France : 800 milliards \$

La liste de problèmes ci-dessus n'est qu'un exemple des pressions exercées sur les États, les entreprises et les particuliers en faillite ou qui s'effondreront sous le poids de leurs propres dettes dans les prochaines années.

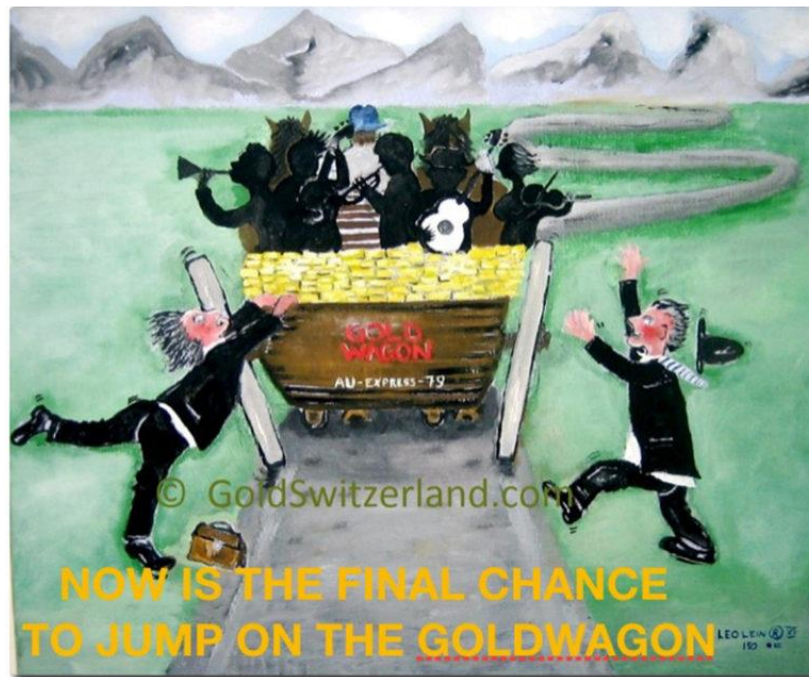
Quelles seront les répercussions ?

- Comme je l'ai déjà écrit dans cet article, il n'y a pas de solution au problème de la dette mondiale dans un monde en faillite collective.
- **Le stimulus de 18 000 milliards \$ n'est pas de l'argent réel. Ce sont des billets de Monopoly qui n'ont aucune valeur dans le monde réel. Ainsi, injecter 18 000 milliards \$ de faux argent sur une dette mondiale de 275 000 milliards \$ (qui ne peut être remboursée) pourrait tromper plusieurs personnes pendant quelques semaines, notamment les investisseurs de détail aspirés par le plus grand rallye de dupes de l'histoire. Ils vont bientôt subir le choc de leur vie.**
- Pratiquement tous les marchés d'actifs vont s'effondrer, y compris les actions et l'immobilier. Mais la plus grande dévastation se produira lorsque les marchés des obligations et du crédit imploseront. Dans ce cas, le marché des produits dérivés de 2 *quadrillions* \$ partira lui aussi en fumée, avec des conséquences catastrophiques pour le monde entier.
- Que cette phase se termine par une explosion ou une implosion ne fait aucune différence pour le résultat final. **À mon avis, nous pourrions d'abord assister à une explosion hyperinflationniste. Mais cela se terminera par une implosion dépressionniste et déflationniste. Le monde reviendra au moins 50 ans en arrière en termes de production et de commerce, et donc aussi de niveau de vie. Avant la fin du déclin, la souffrance financière et humaine sera énorme, avec probablement des troubles sociaux et des guerres.**

- Hier, j'étais avec un de mes petits-fils qui voulait photographier le nid d'un faucon pèlerin. Ces oiseaux majestueux peuvent plonger à 390 km/h pour attraper leur proie (un pigeon par exemple). Le pauvre pigeon ne sait pas ce qui l'attaque au moment où l'animal le plus rapide du monde arrive à 390km/h. Si la bulle économique explose comme je l'ai décrit ci-dessus, le monde ne saura pas non plus ce qui l'a frappé. Tout ira très vite.

Ce que nous devrions faire

Malheureusement, la plupart des gens ne peuvent se préparer pour ce qui se profile. Ils n'ont pas d'épargne et pourraient avoir du mal à rester dans leur maison ou appartement.



Pour ceux qui ont un peu d'économies, ne serait-ce que quelques centaines de dollars, sortez-les de la banque et achetez des [lingots ou des pièces d'or ou d'argent](#). Un gramme d'or coûte 60 à 70 \$. Un gramme d'argent coûte 70 centimes et une once 20 \$. De nombreuses personnes peuvent se le permettre et ce qui ressemble aujourd'hui à de petits investissements pourrait vous sauver la vie dans quelques années. Il suffit de demander aux Vénézuéliens.

Pour les plus gros investisseurs, débarrassez-vous de vos actions, à l'exception des actions aurifères et argentifères, et évitez aussi les obligations et l'immobilier. Pour sa résidence principale, mieux vaut rembourser son prêt hypothécaire au plus vite...

Évidemment, achetez autant d'or et d'argent physique que vous pouvez et stockez-les en dehors du système bancaire.

L'or et l'argent rempliront efficacement leur rôle de conservateur de patrimoine, en cas d'inflation comme de déflation.

En période de crise, le meilleur actif et le meilleur soutien est un cercle familial et amical proche. Cela permettra de survivre physiquement, mentalement et moralement.

Marchés

Actions

Le marché haussier séculaire des actions a pris fin en février 2020. Nous sommes maintenant entrés dans un marché baissier séculaire. La première phase de baisse s'est terminée à la mi-mars et le rallye de dupes qui rend les investisseurs de détail très optimistes arrive à son terme. **La prochaine baisse est imminente. Elle va choquer le monde.** Cela pourrait être un violent catalyseur.

Or & Argent

Le mouvement vers 1 950 – 2 100 \$ a commencé. Nous pourrions bientôt assister à une accélération. Une fois que l'or aura atteint 2 000 \$, des prix beaucoup plus élevés sont à venir.

Pour la plupart des gens qui me connaissent et me suivent, je n'ai pas besoin de répéter qu'il ne faut pas se focaliser sur le prix de l'or ou de l'argent mesuré en monnaie papier bientôt sans valeur. Détenir des métaux précieux physiques permet d'assurer et de préserver son patrimoine.

Mesurés en monnaie papier surévaluée, [l'or](#) et [l'argent](#) sont incroyablement bon marché.

Le FMI s'attend à ce que le commerce mondial s'effondre de 11,9% en 2020

Le 28 Juin 2020 à 11:32:19 / 1 commentaire / 584 vues

👍 0 👎 0 ⓘ ⚙️ Noter

Le FMI s'attend à ce que le commerce mondial s'effondre de 11,9% en 2020



Finance et économie – Comment ça sera, après ?

Par Michael Every – Le 27 mai 2020 –Source [ZeroHedge](#)

Rabobank : « Il y a quelques mois, n'importe laquelle de ces nouvelles aurait fait la une des journaux et aurait secoué les marchés. La placidité de ceux-ci en dit long sur le succès avec lequel les banques centrales se sont dissociées de la réalité. »



Les marchés boursiers – et le marché des devises des pays émergents (EM FX) – tentent toujours de se rallier à une injection de liquidité épique de la Banque centrale, et au plan sous-jacent, selon lequel, si nous la maintenons jusqu'à la reprise de l'économie, l'injection se justifiera finalement a posteriori. Il y a également eu un coup de pouce du fait que nous rouvrons effectivement l'activité dans de nombreux secteurs.

Ce que nous voyons maintenant, c'est le soulagement lorsqu'on enlève le plâtre autour d'un os cassé. Ah ! Les démangeaisons et la constriction ont disparu ! Fantastique ! Mis à part les encouragements d'un membre du [FOMC](#) – le *Comité fédéral d'open market* – et de quelqu'un qui réclamait publiquement un rendement de 10% sur les obligations à 10 ans aux États-Unis relativement récemment, **le problème est que nous n'avons pas remis l'os en question en place avant de mettre le plâtre.** Oui, la jambe n'est maintenant plus dans le plâtre, mais pouvez-vous réellement marcher avec comme avant – ou allez-vous tomber à plat ventre ? Et de la même manière que lorsque le plâtre est enlevé, les gants de boxe le sont aussi.

Le centre de Hong Kong est aujourd'hui rempli de policiers – et de manifestants – alors qu'une loi est adoptée pour criminaliser l'insulte à l'hymne national chinois ou l'incendie du drapeau chinois. Il s'agit d'une mise en train avant la loi sur la sécurité nationale qui sera bientôt mise en place par Pékin et qui a été révélée hier : premièrement, interdire aux juges étrangers de siéger dans les affaires liées à la sécurité nationale et, deuxièmement, interdire non seulement les «*actes*» contre la sécurité nationale, mais aussi les «*activités*» qui peuvent «*sérieusement miner*» cette sécurité. C'est un pinceau très large avec lequel peindre dans ce contexte, affirment les critiques.

Pendant ce temps, à Washington DC, nous avons entendu le président américain Trump **promettre «une action intéressante» contre la Chine / Hong Kong d'ici la fin de la semaine.** Plus important encore, le porte-parole de la Maison Blanche a souligné que Trump envisageait des sanctions contre un éventail de fonctionnaires, d'entreprises et d'institutions financières chinoises : le département du Trésor pourrait imposer des contrôles sur les transactions en USD et / ou geler les avoirs des personnes ciblées. **La Maison Blanche ne verrait pas non plus comment Hong Kong pourrait continuer à fonctionner comme un centre financier mondial si la Chine adoptait les lois sur la sécurité nationale, se manifestant ainsi comme une menace.** Il examine également un projet de loi sur les sanctions visant les violations présumées des droits de l'homme par la Chine contre la minorité ouïgour ; et le Département d'État vient de publier une déclaration faisant état des droits tibétains. Il s'agit d'une pression américaine tous azimuts.

Les optimistes soulignent que les États-Unis pourraient bluffer : vraiment ? Ou que la Chine peut simplement faire le même genre d'affaires financières ailleurs. Les pessimistes pourraient se demander pourquoi d'autres juridictions ne seront pas soumises aux mêmes sanctions américaines. Même l'Europe. Le même haut diplomate qui, le jour du *Memorial Day*, a parlé de la fin de la domination américaine en Asie, a haussé les épaules et a noté la réticence de l'UE à prendre parti pour lui ; en effet, l'UE a déclaré hier qu'elle n'envisageait pas ses propres sanctions contre la Chine parce qu'elles ne sont «*pas utiles*». **Les États-Unis obligeront presque certainement l'Europe à se conformer de toute façon, comme ils l'ont fait, pour l'essentiel, avec les sanctions contre l'Iran.**

Mais il y a plus. **Le conseiller économique de la Maison-Blanche, Larry Kudlow, a déclaré ouvertement que Trump était tellement «remonté» contre la Chine qu'il pourrait abandonner la phase 1 de l'accord commercial, et que les États-Unis étaient prêts à payer les frais de relocalisation pour les entreprises souhaitant retourner aux États-Unis en quittant la Chine.** Nous l'avons déjà entendu, mais cette fois, c'était

noir sur blanc sur l'écran rouge, blanc et bleu de *Fox News*... où l'hôte, Lou Dobbs, a récemment éviscéré le faucon en charge du commerce chinois à la Maison Blanche, Peter Navarro, l'accusant d'être trop mou face à Pékin et demandant qu'il fasse beaucoup plus.

Pendant ce temps, **les gants de la Chine sont également retirés – et pas seulement contre les États-Unis.**

- Le *People's Daily* chinois a menacé économiquement le Royaume-Uni s'il décidait d'évincer *Huawei* de la 5G, ce qui semble inévitable après que les derniers faux pas de Boris Johnson ont enhardi les députés de son parti, qui se sentent plus autonomes. Ce qui rend les négociations commerciales américano-britanniques d'autant plus faciles, on pourrait l'imaginer, au grand dam de l'UE.
- Le *Global Times*, également chinois, a implicitement menacé le Canada, au sujet de la décision critique que doit prendre aujourd'hui le tribunal, de poursuivre ou non la procédure d'extradition de «l'otage» Meng Wanzhou, directrice financière de *Huawei* et fille de son fondateur. Le Premier ministre, Trudeau, a-t-il la capacité de peser sur les juges ? Malgré les tensions, cela devrait rapprocher le Canada des États-Unis – et faire baisser le dollar canadien ?
- Cette semaine, le même journal d'État chinois a déjà déclaré que si l'Australie se range du côté des États-Unis contre la Chine, en géopolitique, les relations économiques entre l'Australie et la Chine seront fortement endommagées. L'Australie ne diversifiera-t-elle pas ses exportations, par exemple vers l'Inde, et ne se rapprochera-t-elle pas encore plus des États-Unis en réponse logique – alors que le dollar australien baisse ?
- Le face à face à la frontière indo-chinoise se poursuit, le monde s'y intéressant davantage. Un universitaire indien interrogé sur *Al Jazeera* à ce sujet hier a déclaré que cela était vu à New Delhi comme un avertissement clair de Pékin de ne pas céder la place aux États-Unis. Ce qui va probablement provoquer la réponse opposée.
- Le Vietnam vient de publier des images d'un navire chinois poursuivant, éperonnant et coulant l'un de ses navires de pêche dans la mer de Chine méridionale contestée – par la Chine – cela s'est produit hier. Ce qui rapprochera à nouveau le Vietnam des États-Unis.
- Xinhua rapporte que Xi Jinping a ordonné hier à l'APL – *Armée populaire de libération* – d'«intensifier» la formation et la préparation à la guerre, et d'être prêt pour les pires scénarios. Certes, il a dit la même chose au début de 2019 – mais dans le contexte actuel, il convient de le noter.
- Le *Financial Times* a indiqué que la Chine devrait promouvoir l'utilisation du charbon national en resserrant les règles d'importation, à commencer par les expéditions en provenance d'Australie. Après que les importations de la deuxième économie mondiale ont bondi au cours des quatre premiers mois de l'année, les opérateurs de marchés ont déclaré qu'il était probable que Pékin imposerait des restrictions qui rendraient plus difficile, ou plus coûteux, les services publics côtiers pour apporter du charbon à usage thermique depuis l'étranger.

Il y a quelques années, voire même quelques mois, n'importe laquelle de ces histoires aurait fait la une des journaux et aurait potentiellement secoué le marché. Le fait que nous pouvons voir tous ses événements se produire au cours de la même semaine – à côté des gros titres américains sur le découplage avec la Chine et les sanctions – **et que les marchés ne bougent toujours pas en dit long sur le succès avec lequel les banques centrales se sont dissociées de la réalité.**

Cependant, nous commençons maintenant à voir le taux de change USD / CNH augmenter. Au moment de la rédaction du présent rapport, il se situait à 7,1720 alors qu'il était aussi bas que 6,8672 le 20 janvier à la suite de « l'accord commercial de la phase un ». Si nous dépassons 7,20, les choses deviennent intéressantes, car nous sommes dans des territoires inexplorés. Sauf qu'ils ne sont pas vraiment inconnus – les graphiques montrent que nous pouvons facilement retourner au niveau 8+ où la monnaie chinoise a été ancrée pendant des années : tout dépend de la politique. Et sur ce front, nous ne sommes pas non plus dans des territoires inexplorés. Nous pouvons tous espérer que ce qui précède n'est que du «bruit». Pourtant, nous avons une bonne expérience pour savoir où ce genre de tendances peut mener si elle n'est pas bien gérée : plus que réparer les os brisés, les marchés essaient de célébrer la «fin de».

Michael Every

Traduit par jj, relu par Marcel pour le Saker Francophone

« Alerte au Krach boursier du 15 juillet au 15 août pour le point bas »

par [Charles Sannat](#) | 29 Juin 2020



https://www.youtube.com/watch?v=LFjUUA4E5qI&feature=emb_logo

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Ce qui est intéressant dans l'analyse, c'est de faire des prévisions pour essayer d'éclairer le plus grand nombre. Non pas affirmer des vérités absolues, mais partager une analyse qui découle sur une application concrète, des décisions précises.

Toutes les prévisions comportent par nature une part de risque intellectuel, mais c'est ce qui rend cet exercice si fascinant, si passionnant !

C'est aussi en raison du nombre de variables, de la complexité de la situation ou du système économique, que peu nombreux sont ceux qui prennent le risque de se « ridiculiser » au jeu des prévisions.

Pourtant, une analyse sans prévision, c'est un peu comme un baba au rhum sans rhum... Il en manque un bout, il manque la partie la plus utile au risque de se tromper.

Dans la vidéo du grenier de la semaine, je partage avec vous un bout de l'analyse détaillée que vous allez pouvoir retrouver dans le dossier stratégies du mois de Juin et qui sera mis très rapidement en téléchargement dans vos espaces lecteurs, car je suis en train de l'achever.

Cette analyse détaillée me conduit à vous proposer une alerte au krach boursier, avec une seconde vague de baisse qui devrait commencer cette semaine.

Nous devrions atteindre un point bas entre le 15 juillet et le 15 août. Nous avons une probabilité très importante de passer un été assez maussade avec une météo boursière peu clémente

J'invite tous ceux qui ont de l'argent en bourse et des actions à prendre leurs bénéfices et à se replier sur des fonds plus sécurisés. Pour ceux qui veulent aller plus loin, le [dossier stratégies consacré à la seconde vague](#), vous permettra d'éclairer vos choix, pour vous aider à prendre les meilleures décisions. [Tous les renseignements ici.](#)

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Inquiétant... Le pire de la crise économique est « probablement passé », selon Christine Lagarde

Vous vous souvenez lorsque Christine Lagarde alors ministre de l'économie du président Sarkozy nous avait sorti... « ceci n'est pas un krach ». Nous étions en plein krach monumental.

Et cette sortie, cette nouvelle lagourderie, me fait furieusement penser à cette histoire qui date de plus de 10 ans !

« Le pire de la crise économique est « probablement passé », estime Christine Lagarde », une telle affirmation est tout simplement irréaliste lorsque l'on connaît la gravité de la situation pandémique mondiale, lorsque l'on prend en compte les coûts indirects liés aux mesures de distanciation sociales, qu'il nous faudra maintenir dans la durée.

Bref, non, le pire de la crise économique n'est pas derrière nous, ni passée, mais en fait on sait ce que dira Lagarde.

Elle dira que personne ne pouvait prévoir qu'il y aurait une seconde vague, et l'on repartira, encore une fois pour un tour.

En attendant voici ce qu'elle a déclaré...

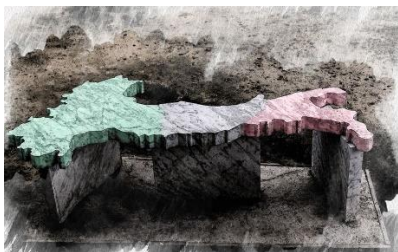
« Mais « ce qui est très spécial, c'est que, pour une fois, les politiques monétaires et budgétaires ont travaillé de pair » pour freiner l'impact économique du virus, s'est félicitée l'ancienne patronne du FMI. Au sortir de la crise, l'économie aura changé, « les compagnies aériennes, les hôtels et le secteur des loisirs » se développant dans un « format différent », tandis que de « nouvelles industries » vont émerger, affirme Christine Lagarde ».

En fait il vous faut comprendre que le pire des conséquences économiques est à venir, et que tout va changer, c'est-à-dire que vous allez perdre votre boulot, surtout si vous êtes hôtelier, ou dans le secteur (très vaste) des loisirs...

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Une été sans touristes américains en Italie, ce sont 2 milliards d'euros en moins !



« La fermeture des frontières européennes aux Américains cet été en raison de la pandémie se traduirait par une perte de 1,8 milliard d'euros pour l'économie italienne, a estimé dimanche le principal syndicat agricole,

la Coldiretti.

« Les voyageurs en provenance des Etats-Unis sont les touristes non européens qui apprécient le plus l'Italie, avec 12,4 millions de nuitées l'été », selon les données de la Banque d'Italie (Bankitalia) du 3^e trimestre 2019, citées par Coldiretti.

Leur absence cet été se traduirait par « une perte de 1,8 milliard d'euros pour le tourisme Made in Italy », souligne la Coldiretti dans un communiqué.

A cette perte s'ajouterait celle des voyageurs en provenance de Russie, « qui n'ont cessé de croître ces dernières années, alors que des signaux faibles continuent d'arriver d'Allemagne et d'Europe du Nord malgré la réouverture des frontières (intra-européennes) depuis quinze jours », précise le syndicat ».

Si le sort des Américains n'est pas encore totalement tranché, il est peu probable que l'Union Européenne les laissent entrer, de même que les sud Américains. Les Russes, ce ne sera pas terrible, et Français comme Allemands seront peu nombreux à franchir réellement les frontières tant les incertitudes sont grandes.

Conclusion ?

La saison touristique sera de mauvaise à très mauvaise.

Les marchés vont devoir prendre en compte que la crise est plus profonde et que le rebond sera moins fort que prévu, car les agents économiques de base que nous sommes, adoptons une stratégie de prudence en masse ce qui va peser considérablement sur la reprise de la consommation.

Pour le reste, le manque de vols, les compagnies aériennes clouées au sol, le risque de se retrouver bloquer à l'étranger, les restrictions en tous genres, vont terriblement peser sur l'économie en générale.

Charles SANNAT

L'Etat envisage de racheter les boutiques et commerces pour sauver les centres villes !

Juste avant la crise du coronavirus, nous étions à 57 % de dépenses publiques du PIB.

Puis nous avons engagé 26 % du PIB en plus dans les plans de sauvetage de l'économie et ce n'est pas fini !

Cela veut dire que nous avons potentiellement 83 % du PIB de dépenses publiques pour l'année 2020 et il sera difficile de voir ce taux réellement diminuer si l'on ne veut pas contempler les conséquences d'un terrible effondrement systémique.

Nous sommes donc officiellement entrés en économie administrée de marché.

Et c'est dans ce contexte que l'Etat envisage de racheter les commerces, les boutiques vides des centres villes ou même à payer les loyers à la place des commerçants pour sauver le cycle économique et les banques au bout de la chaîne...

C'est ce qu'il faut faire, et c'est bien de le faire, c'est juste que de voir les autorités le faire signifie et souligne la gravité de la situation que nous affrontons.

« L'État est prêt à tout pour sauver les commerces de centre-ville, durement touchés par le coronavirus et les mesures de confinement. Le gouvernement pourrait acheter des locaux commerciaux pour les louer à petit prix.

Jusqu'où est prêt à aller le gouvernement pour soutenir les commerces de centre-ville ? Très loin, selon les informations des Echos. Le gouvernement travaillerait en effet sur une initiative inédite : acheter des locaux commerciaux en centre-ville pour les louer ensuite à prix abordable. Une centaine de foncières installées dans les départements auraient des fonds pour acquérir ces locaux : 10 000 achats en tout seraient ainsi prévus. C'est la Caisse des dépôts qui viendrait prêter main forte, avec l'aide des collectivités locales, avec lesquelles le gouvernement doit encore s'entendre sur l'opération. Par conséquent, il faudrait attendre cet automne et le plan de relance attendu pour que l'initiative voit le jour.

Une centaine de foncières

Ce n'est pas la seule mesure que les pouvoirs publics ont prévu pour soutenir les commerçants et artisans. Ces derniers ont certes bénéficié de l'annulation des charges sociales et fiscales durant les mois de confinement. Mais c'est insuffisant pour éviter une vague de faillites. Le fonds de solidarité, qui fonctionne jusqu'à la fin de l'année pour les secteurs restés fermés après le déconfinement (tourisme, hôtellerie, restaurants...), va également se prolonger jusqu'en juin pour les indépendants, sous condition de ressources (moins d'un million d'euros de chiffres d'affaires).

Prise en charge des loyers

L'État pourrait aussi lever une condition qui permettrait de décrocher la prise en charge du loyer (à hauteur de 10 000 euros maximum). L'aide pourrait être attribuée même lorsqu'une entreprise a bénéficié d'un prêt garanti, ce qui est impossible actuellement. Le gouvernement devrait aussi relever le seuil du fonds de retraite Madelin à 8 000 euros. Tout cela sera détaillé en début de semaine prochaine lors de la discussion autour du troisième projet de loi de finances rectificative. Ces mesures s'ajouteront aux prêts garantis, chômage partiel, report et annulation de charges sociales et fiscales et aux milliards d'euros en soutien aux secteurs automobile, aéronautique, au tourisme, etc ».

Charles SANNAT

« La plus grave récession planétaire depuis des décennies »: la Banque mondiale publie ses prévisions

Sputniknews.com publié By [Or-Argent](#) - Juin 24, 2020



En raison de l'épidémie de Covid-19, le monde connaîtra la crise économique avec «la plus grave récession enregistrée depuis la Seconde Guerre mondiale», a conclu la Banque mondiale ce lundi 8 juin dans ses prévisions.

Du jamais vu depuis 1945. La Banque mondiale (BM) prévoit que l'économie à l'échelle de la planète se contracte de 5,2% cette année suite à la pandémie de Covid-19, selon les révisions de l'institution publiées ce

lundi 8 juin. Elle souligne que certains pays enregistreront leur pire récession depuis la Grande Déflation des années 1870.

«La crise due à la pandémie de Covid-19 est exceptionnelle à de nombreux égards: elle s'annonce comme la plus grave récession enregistrée dans les économies avancées depuis la Seconde Guerre mondiale, tandis que les économies émergentes et en développement devraient connaître la première contraction de leur production en 60 ans», analyse Ayhan Kose, directeur de la division Perspectives de développement à la Banque mondiale.

Dans les prévisions régionales, la Banque mondiale indique qu'en Europe, ainsi qu'en Asie centrale, l'économie devrait se contracter de 4,7%, alors que la quasi-totalité des pays entreront en récession.

«La pandémie a produit une violente onde de choc à travers le monde, plongeant de nombreux pays dans une profonde récession. Dans le scénario de base, le PIB mondial diminuera de 5,2% en 2020, ce qui représente la plus grave récession planétaire depuis des décennies. Le revenu par habitant diminuera cette année dans la plupart des marchés émergents et des économies en développement», a souligné le rapport publié sur le site de la BM.

À quand le redressement économique mondial?

Selon les prévisions de l'institution, il faudra attendre 2021 pour connaître un redressement économique, avec un taux de croissance de 3,9% prévu pour les économies avancées et de 4,6% pour les économies émergentes et en développement.

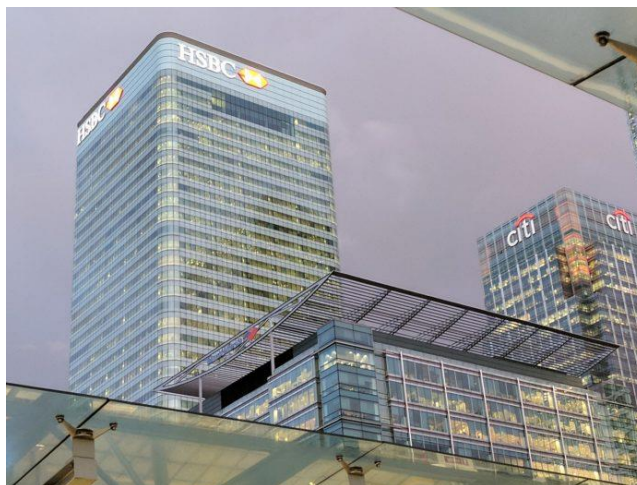
«Le scénario de base prévoit un rebond mondial à 4,2% en 2021», indique le rapport.

Le scénario le plus pessimiste

En ce qui concerne le pire scénario possible, la Banque mondiale indique qu'il s'agit d'une chute possible de 8% au niveau mondial et «et de près de 5% dans les économies émergentes et en développement, tandis que la reprise mondiale se limiterait à juste un peu plus de 1% en 2021».

Vers des faillites de banques européennes? « Ce n'est pas totalement à exclure »

Sputniknews.com By [Or-Argent](#) - Juin 29, 2020



Déjà fragilisées avant la crise du coronavirus, les banques européennes voient leurs performances se dégrader fortement. Une situation qui pourrait avoir de lourdes conséquences pour la machine économique. Josse Roussel, professeur à la Paris School of Business, livre son analyse à Sputnik France.

Rouage essentiel de l'activité économique, le secteur bancaire européen ne fait pas exception et souffre fortement de la crise. La pandémie de coronavirus, désormais responsable de la mort de plus de 433.000 personnes à travers le monde, a mis à l'arrêt une bonne partie de l'économie pendant de longues semaines. Un contexte qui a fortement fragilisé des centaines de milliers d'entreprises à travers le Vieux Continent. Ces dernières ainsi que les particuliers redoublent donc de prudence, quand ils ne luttent tout simplement pas pour leur survie financière. Une situation loin d'être idoine pour les banques.

Une récente analyse du Boston Consulting Group (BCG) relève que de nombreux indicateurs de performance se dégradent pour les banques européennes. Gwenhaël Le Boulay, spécialiste des institutions financières officiant en tant que consultant pour le BCG et cité par *La Croix*, note par exemple que *«les provisions pour risques de crédits ont été multipliées par trois»*. *«C'est considérable»*, s'alarme-t-il.

Des crédits à la consommation déjà en forte diminution

Pour sa part, le niveau de rentabilité des banques a chuté de deux tiers au premier trimestre 2020. Il évolue désormais à un niveau «bien en deçà du coût du capital», selon Gwenhaël Le Boulay. Les revenus des banques devraient ainsi chuter de 2 à 8% d'ici la fin 2020 par rapport à l'année précédente. *«Et, d'ici à 2024, ces revenus pourraient être de 5 à 20% inférieurs à leurs niveaux d'avant le coronavirus»*, souligne *La Croix*.

«La conséquence immédiate est une faible capacité des institutions financières à prêter. Moins la rentabilité est élevée, plus elles vont se sentir fragilisées, moins elles seront disposées à prêter à l'économie. Même si les taux sont et resteront pour le moment bas, on peut penser que les conditions d'octroi des crédits seront plus difficiles, ce qui est négatif pour le fonctionnement de l'économie.

Nous constatons déjà un ralentissement du crédit, que ce soit aux ménages ou aux entreprises et la dégradation de la rentabilité bancaire devrait accélérer le processus», s'inquiète au micro de Sputnik Josse Roussel, professeur à la Paris School of Business et auteur de nombreux ouvrages sur l'économie.

Dans le détail, le Boston Consulting Group note que les crédits à la consommation sont en forte diminution: - 3,1% de décembre à avril. Dans le même temps, les dépôts bancaires réalisés par les particuliers ont bondi de 4%. Même chose du côté des prêts aux entreprises, qui ont évolué à la hausse. Gwenhaël Le Boulay, toujours cité par *La Croix*, souligne cependant que ces sommes ne sont pas destinées à «financer le futur, sous la forme de nouveaux équipements ou de nouvelles acquisitions», mais «servent à créer des coussins de sécurité de liquidités».

La situation est d'autant plus compliquée que la fragilité des banques européennes ne date pas de la crise du coronavirus. La politique de taux très faible pratiquée par la Banque centrale européenne (BCE) depuis plusieurs mois avait déjà mis à mal leur rentabilité. Fin 2019, l'Autorité bancaire européenne (ABE) sonnait l'alerte dans son rapport annuel.

Après avoir scruté les performances des 131 plus gros établissements du secteur, son constat était sans appel: la rentabilité était trop faible. Le chiffre de rentabilité des fonds propres était de 7%, en baisse de 0,2% sur un an. Un chiffre qui s'avérerait insuffisant alors même que 80% des banquiers interrogés par l'ABE avouaient un coût du capital excédant 8%.

En novembre dernier, Luis de Guindos, vice-président de la Banque centrale européenne, déclarait ceci en ouverture d'un congrès sur la finance à Francfort:

«Le récent ralentissement des perspectives de croissance macroéconomique et le contexte associé de taux d'intérêt restant bas pour longtemps sont susceptibles de peser encore sur les perspectives de rentabilité.»

Et c'était donc bien avant la crise du coronavirus.

Le 4 juin, la BCE a annoncé maintenir son taux marginal de facilités de prêts dans une fourchette allant de 0 à 0,25% et son taux de dépôt à -0,5%. Et ils demeureront «à leur niveau actuel ou plus bas jusqu'à ce que l'inflation converge durablement à niveau suffisant, proche, mais sous les 2%», a affirmé l'institut basé à Francfort. Vu la situation actuelle, cela risque de durer longtemps.

«Pour l'heure, il n'y a aucune raison d'anticiper une modification de la politique monétaire de la BCE. Cette dernière maintient le cap des taux extrêmement bas. Nous assistons à un écrasement de la courbe des taux d'intérêt, les taux longs et les taux courts sont proches et la marge d'intermédiation pour les banques est très faible. Ceci représente un facteur négatif supplémentaire pour les banques», analyse Josse Roussel. Et de poursuivre:

«Elles se retrouvent dans une conjoncture très compliquée, avec une politique monétaire de taux très faibles, qui devrait se maintenir sur plusieurs années afin de contrer les effets négatifs de la crise économique, et dans le même temps, des créances douteuses qui s'accumulent.»

Les banques européennes se retrouvent également exposées au risque de faillite d'entreprises. Impossible de prévoir leur nombre avec certitude, mais de l'avis de nombreux observateurs, beaucoup de commerces seront forcés de mettre la clé sous la porte, balayés par la crise économique. En Allemagne, le fournisseur d'informations de crédit Crifbürgel a dit s'attendre à plus de 29.000 défaillances d'entreprises en 2020, 54% de plus qu'en 2019. Du côté de la France, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, reconnaissait récemment la gravité de la situation sur le plateau d'Europe 1:

«Il y aura des faillites et il y aura des licenciements dans les mois qui viennent.»

L'État a bien mis 300 milliards d'euros sur la table sous forme de prêts garantis, afin de permettre aux entreprises d'obtenir un soutien financier salvateur en cette période compliquée. Mais comme le note *La Croix*, il s'agit d'une «protection temporaire contre les faillites»:

«Une partie des entreprises avait déjà contracté des crédits avant la pandémie, et risque de rencontrer des "problèmes structurels très forts". En cas de faillite, la garantie de l'État ne jouera pas pour les crédits précédents et le non-remboursement des crédits plus anciens affectera des banques déjà fragilisées.»

Tous les pays européens ne sont pas logés à la même enseigne face à cette possible crise bancaire. Les établissements français sont «plutôt solides», selon BCG.

Des banques centrales en «assureur en dernier ressort»

La situation est plus compliquée en Allemagne, pourtant première puissance économique de la zone euro. Son secteur bancaire «est plus fragmenté et compte plus d'acteurs spécialisés, potentiellement plus fragiles», souligne *La Croix*.

Une telle situation pourrait-elle mener à la faillite de banques européennes?

«Ce n'est pas totalement à exclure. Un tel scénario permet également de mettre en évidence le problème des crédits non performants ou "créances douteuses". Elles sont très importantes aujourd'hui pour les banques de la zone euro et notamment pour les établissements français.»

Selon des chiffres datant de juin 2019, les banques françaises avaient accumulé environ 124 milliards d'euros de prêts non performants, ce qui les place en deuxième position au niveau de la zone euro derrière les banques italiennes», répond Josse Roussel.

Fin juin 2019, la Banque centrale européenne estimait que les banques françaises détenaient 22% du total d'encours de prêts au recouvrement improbable, qui représentaient à l'époque 561 milliards sur l'ensemble de la zone euro. Les prêts sont qualifiés de «non performants» si l'emprunteur ne verse pas les tranches ou intérêts dus pendant plus de 90 jours.

Josse Roussel s'attend à voir la situation empirer:

«Le ralentissement économique, qui était déjà une réalité avant la crise du Covid-19, va s'aggraver et par là même empirer la situation au niveau des créances douteuses. De nombreuses entreprises vont être en difficulté afin d'honorer leurs dettes et cela aura évidemment des conséquences très négatives pour les banques européennes et françaises, qui vont se retrouver avec un nombre croissant de prêts non performants, avec un impact préjudiciable pour leur rentabilité.»

Selon Josse Roussel, il convient tout de même de nuancer la gravité de la situation, notamment pour les banques françaises. Comme le soulignait *La Tribune* en 2019, «rapporté au total de leurs encours de crédit, leur taux de créances douteuses est meilleur que la moyenne européenne».

«Le contexte actuel pourrait fragiliser la solvabilité des établissements bancaires les plus fragiles. Mais nous n'en sommes pas encore là. Le niveau de capitaux propres des banques françaises est très important. Reste que la fragilisation des acteurs économiques, notamment des entreprises, de par cette crise du Covid-19, ne fera qu'aggraver la crise des créances douteuses, qui sont un réel problème pour les banques de la zone euro, notamment les italiennes, françaises, espagnoles, grecques et dans une moindre mesure, allemandes.»

L'auteur de «Misère de la finance» aux éditions L'Harmattan, note également que les institutions bancaires sont confrontées à la concurrence des fintechs: «De nouveaux acteurs entrent sur le marché des services financiers, avec une offre parfois plus performante sur le plan technologique ou plus efficace au niveau de l'intermédiation en réduisant les coûts.»

Preuve de la gravité de la situation, BCG envisage le scénario du «cygne noir», qui pourrait mettre fortement à mal le secteur bancaire et avec lui l'ensemble de l'économie. «Il pourrait s'agir d'un nouveau pic pandémique, de tensions géopolitiques exacerbées ou des chocs d'une ampleur inédite dans des secteurs économiques donnés, entraînant la faillite de fonds de pension», détaille *La Croix*.

«Le pire n'est jamais sûr, mais il n'est pas non plus à exclure. Un choc inattendu pourrait fragiliser encore davantage des économies qui sont déjà en souffrance et qui le resteront pour un an, deux ans, possiblement davantage. Un tel scénario pourrait très bien plonger le secteur bancaire dans une difficulté très importante», souligne Josse Roussel.

Le professeur à la Paris School of Business insiste sur l'importance essentielle de l'action des Banques centrales. Afin de faire face à la violence de la crise économique, plusieurs d'entre elles ont décidé de sortir le bazooka monétaire.

La BCE a mis 1.600 milliards d'euros sur la table. Début avril, la Fed annonçait être prête à injecter 2.300 milliards de dollars dans le système financier. De telles initiatives ont été prises par la Banque d'Angleterre ou son homologue nipponne, la Banque du Japon. Pour Josse Roussel, leur rôle sera déterminant en cas de «cygne noir».

«Les pouvoirs publics ne sont plus l'assureur en dernier ressort du secteur bancaire. Les États sont eux-mêmes très endettés et leurs marges de manœuvre sont réduites. Ce sont les Banques centrales qui jouent aujourd'hui ce rôle. D'ailleurs, la crise actuelle le démontre avec l'activité de la Réserve fédérale américaine, de la BCE, de la Banque d'Angleterre ou encore de la Banque du Japon. Le ralentissement économique est pris en charge par la création monétaire, en injectant des liquidités dans le système financier afin d'éviter l'effondrement du système bancaire et par voie de conséquence celui de l'économie», analyse Josse Roussel. Et de conclure:

«Pour le moment, cela a en effet réussi à éviter la propagation de la crise au secteur bancaire et financier. Les marchés de capitaux continuent de bien fonctionner, que ce soit aux États-Unis ou en Europe. Il n'y a pas de crise de liquidités au niveau du système bancaire. Aujourd'hui, il n'y a que vers les Banques centrales que le secteur financier peut se tourner quand le pire vient à se manifester.»

[Source](#)

Synthèse de la semaine, le doute revient, mais on creuse, on creuse le trou, que dis-je le ravin!

Bruno Bertez 28 juin 2020



18 juin – Bloomberg : «Le virus gagne. Cela est certain.

Plus de six mois se sont écoulés depuis la pandémie; elle a à ce jour tué plus de 454 000 personnes dans le monde, elle gagne du terrain globalement et a bouleversé des vies de Wuhan à Sao Paulo.

Bien que des projets de vaccins prometteurs et rapides soient en cours en Chine, en Europe et aux États-Unis, seuls les optimistes s'attendent à ce qu'un vaccin efficace soit prêt pour une distribution mondiale cette année.

Si, comme le croient la plupart des experts, un vaccin efficace ne sera pas prêt avant 2021, nous coexisterons tous avec le coronavirus pour l'année prochaine ou plus sans une solution miracle.

La prochaine phase de la crise pourrait nous obliger à réviser nos attentes et notre sensibilisation et à changer notre comportement, selon les professionnels de la santé publique.

Pendant ce temps Trump attaque l'Europe:

24 juin – Bloomberg: «Les États-Unis examinent la possibilité de nouveaux tarifs sur 3,1 milliards de dollars d'exportations en provenance de France, d'Allemagne, d'Espagne et du Royaume-Uni. Il menace de compléter l'arsenal que l'administration Trump utilise contre l'Europe. Ceci pourrait dégénérer en dans un plus large lutte commerciale transatlantique plus tard cet été. Le représentant américain au commerce veut imposer de nouveaux tarifs sur les exportations européennes comme les olives, la bière, le gin et les camions, tout en augmentant les droits sur les produits tels que les avions, le fromage et le yogourt... »

Et ébranle la Chinamerica un peu plus

23 juin – Reuters : «États-Unis Le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, a déclaré... un découplage des économies américaine et chinoise se produira si les entreprises américaines ne sont pas autorisées à concurrencer de manière équitable et uniforme dans l'économie chinoise. ... Mnuchin a dit qu'il espérait que la Chine respecterait les termes de l'accord commercial de la phase 1 prévoyant une augmentation massive des achats chinois de biens, d'énergie et de services américains. « Si nous pouvons concurrencer la Chine sur des conditions équitables et équitables, c'est une excellente opportunité pour les entreprises et les travailleurs américains, car la Chine a une classe moyenne importante et croissante », a-t-il déclaré. « Mais si nous ne pouvons pas participer et rivaliser sur une base équitable, alors vous allez voir le découplage aller de l'avant. » »

Et les USA démantèlent les mesures prudentielles modestes qui avaient été mises en place après la crise de 2008.

La Fed joue tout.

Depuis le 11 mars à la veille du début du lockdown :

Le flottant de la dette fédérale est passé de 17,85 trillions de dollars à 20,24 trillions de dollars, gagnant 2,39 trillions de dollars;

Le bilan de la Fed est passé de 4,31 trillions de dollars à 7,17 trillions de dollars, gagnant 2,86 trillions de dollars.

La Fed a monétisé 119% de la progression de la dette du Trésor cotée en bourse.

La Fed abandonne toute prudence pour mobiliser au maximum le système bancaire et faire sauter les obstacles supposés à la Transmission.

C'est le prolongement logique des choix qui ont été faits; « on parie la ferme », « they bet the farm », elle accepte de tout perdre en positionnant maintenant la Réserve Fédérale comme l'ultime et seul assureur de tout le système.

La crise remonte au Centre constitué par le couple Fed-Trésor. Au même moment la Réserve Fédérale demande au Trésor de s'engager dans l'accroissement du déficit.

Dans une économie saturée de dettes, plombée par près de 78 trillions de dollars de dettes – dont 16,2 pour les ménages, 16,8 pour les entreprises, et 23 pour les gouvernements – la Fed veut encore plus faire boire l'âne qui n'a plus soif. Elle remet donc en place de nouvelles incitations à augmenter les dettes et donc les effets de levier.

Faute de Transmission efficace en dehors des avenues de Wall Street cette folie monétaire ne fait qu'augmenter les cours des actifs -qui ne nous oubliions pas ne sont que des passifs du système- , fait monter les obligations et

aggrave la surévaluation des actions. Il faut rappeler qu'abaisser les taux directeurs, signifie une inflation incessante, mécanique et systématique des prix des actifs financiers.

La Fed se mord la queue : plus elle incite à la production de crédit et de levier, plus le système devient fragile et plus il devient fragile plus il faut créer de crédit et de levier pour le faire tenir. La Fed creuse en continu la profondeur du ravin dans laquelle elle va tomber!

C'est le coeur du système qui est au front et qui risque la balle en pleine tête, c'est l'appareil productif!

À la veille de la Grande Récession, la dette totale des entreprises s'élevait à 10, trillions de dollars et a grimpé à 16,8 trillions de dollars. Ce gain de 6,7 trillions de dollars représente l'équivalent de l'augmentation de 6,85 billions de dollars du PIB nominal au cours de la même période. 98% exactement.

Le rendement productif de cette dette est devenu négligeable! L'investissement productif n'est jamais reparti, la profitabilité productive a été concurrence par les performances des emplois spéculatifs.

Et en ce moment c'est à une véritable orgie de dettes supplémentaires que nous assistons.

Cette orgie d'emprunts signifie également que la dette des entreprises au cours des 13 dernières années a augmenté de 66,5%, bien plus que l'expansion de 46,7% du PIB nominal. En conséquence, le fardeau de la dette des entreprises rapporté au PIB est maintenant à 78% du PIB, c'est plus du double du niveau d'avant 1970:

Dette des entreprises en pourcentage du PIB:

1955: 31%

1970: 47%

1980: 49%

1995: 55%

2007: 69%

2020: 78%

Le crédit bon marché de la Fed est pur gaspillage. Il ne quitte jamais les comptes et portefeuilles de Wall Street, où il récompense cyniquement les spéculateurs sur les actifs qui ont compris qu'il n'y avait plus de risque, qu'il n'y avait « qu'à mettre » comme on dit vulgairement car la Banque Centrale est obligée d'assurer les gains.

On démantèle en panique le cadre réglementaire pour améliorer les ratios et libérer des fonds.

25 juin – Bloomberg «Les banques de Wall Street seront bientôt en mesure d'augmenter leurs investissements dans les fonds de capital-risque et d'utiliser les milliards de dollars qu'elles ont dû mettre de côté pour soutenir les transactions sur dérivés alors que les régulateurs américains poursuivent leurs efforts pour revenir en arrière sur les contraintes imposées après la crise de 2009.

La Réserve fédérale, le Bureau du contrôleur de la monnaie et la Federal Deposit Insurance Corp. ont approuvé des modifications à la règle Volcker... qui permettent aux banques d'augmenter leurs transactions avec certains fonds en fournissant plus de clarté sur ce qui est autorisé.

L'OCC et la FDIC ont également supprimé une exigence selon laquelle les prêteurs doivent conserver une marge lorsqu'ils négocient des dérivés avec leurs sociétés affiliées. Les révisions complèteront ce que les chiens de garde nommés par le président Donald Trump ont appelé Volcker 2.0 – un assouplissement de l'un des règlements les plus controversés inclus dans la loi Dodd-Frank de 2010. »

Une semaine de doute :

Le S & P500 a chuté de 2,9% (en baisse de 6,9% en glissement annuel) et le Dow Jones de 3,3% (en baisse de 12,3%).

Les services publics ont perdu 2,8% (-13,4%).

Les banques ont chuté de 8,4% (en baisse de 36,5%) et les courtiers ont reculé de 4,4% (en baisse de 10,2%).

Les Transports reculent de 3,0% (-19,2%).

Les S&P 400 Midcaps ont baissé de 3,8% (en baisse de 16,7%), et les petites capitalisations du Russell 2000 ont baissé de 2,8% (en baisse de 17,4%).

Le Nasdaq100 a reculé de 1,6% (en hausse de 12,8%). Les semi-conducteurs ont reculé de 2,3% (+ 3,9%). Les Biotechs ont reculé de 2,0% (+ 12,7%).

Avec un lingot qui gagne 27 \$, l'indice d'or HUI a bondi de 5,0% (en hausse de 15,8%).

Les taux des bons du Trésor à trois mois ont terminé la semaine à 0,135%. Les rendements publics à deux ans ont baissé de deux points de base à 0,17% (en baisse de 140 points de base en glissement annuel).

Les rendements des bons du Trésor à cinq ans ont glissé de deux points de base à 0,30% (en baisse de 139 points de base).

Les rendements des bons du Trésor à dix ans ont chuté de cinq points de base à 0,64% (en baisse de 128 points de base).

Les rendements obligataires longs ont chuté de neuf points de base à 1,37% (en baisse de 102 points de base).

Les taux grecs à 10 ans ont reculé d'un point de base à 1,26% (en baisse de 17 pb en glissement annuel). Les taux portugais à dix ans ont chuté de cinq points de base à 0,46% (en hausse de 2 points de base).

Les taux italiens à 10 ans ont chuté de sept points de base à 1,29% (en baisse de 12 points de base). Les rendements espagnols à 10 ans ont reculé de quatre points de base à 0,46% (en baisse de 1 point de base).

Les rendements des bunds allemands ont chuté de sept points de base à 0,48% (en baisse de 30 points de base).

Les taux français ont reculé de quatre points de base à 0,13% (en baisse de 25 points de base). L'écart entre les obligations françaises et allemandes à 10 ans s'est élargi de trois à 35 points de base.

Au Royaume-Uni, les taux des obligations à 10 ans ont chuté de sept points de base à 0,17% (en baisse de 65 points de base).

L'indice FTSE du Royaume-Uni a reculé de 2,1% (en baisse de 18,3%).

L'indice Nikkei Equities du Japon a peu changé (en baisse de 4,8% en glissement annuel). Les taux japonais « JGB » à 10 ans ont glissé d'un point de base à 0,01% (en hausse de 2 pb en glissement annuel).

Le CAC40 français a baissé de 1,4% (-17,9%). L'indice boursier allemand DAX a perdu 2,0% (-8,8%). L'indice boursier espagnol IBEX 35 a reculé de 3,2% (en baisse de 24,8%).

L'indice FTSE MIB de l'Italie a perdu 2,5% (-18,6%).

Les actions des pays émergents ont été mitigées. L'indice Bovespa du Brésil a chuté de 2,8% (en baisse de 18,9%) et le Bolsa du Mexique a baissé de 2,5% (en baisse de 14,0%).

L'indice Kospi de la Corée du Sud a reculé de 0,3% (en baisse de 2,9%). L'indice Sensex des actions en Inde a progressé de 1,3% (en baisse de 14,7%).

La bourse de Shanghai en Chine a augmenté de 0,4% (en baisse de 2,3%). L'indice turc Borsa Istanbul National 100 a augmenté de 0,9% (+ 0,2%). L'indice actions MICEX de la Russie a peu varié (-9,3%).

Le dollar américain a glissé de 0,2% à 97,433 (en hausse de 1,0% en glissement annuel).

Dans la semaine à la hausse, la couronne suédoise a monté de 1,5%, la monnaie sud-coréenne a gagné 0,8%, le franc suisse 0,5%, le dollar australien 0,4%, l'euro 0,4%, le dollar singapourien 0,3%, le dollar néo-zélandais 0,3% et le rand sud-africain 0,2%.

A la baisse, le real brésilien a reculé de 3,2%, le peso mexicain de 1,8%, le dollar canadien de 0,6%, la couronne norvégienne de 0,5%, le yen japonais de 0,3% et la livre sterling de 0,1%. Le renminbi chinois a reculé de 0,1% par rapport au dollar cette semaine (en baisse de 1,62% en glissement annuel).

L'indice Bloomberg des Commodities a baissé de 2,1% (en baisse de 21,8% en glissement annuel).

L'or a bondi de 1,6% à 1 771 \$ (en hausse de 16,7%). L'argent a gagné 0,8% à 18,168 \$ (en hausse de 1,4%).

Le brut WTI a perdu 1,26 \$ à 38,49 \$ (-37%).

Le cuivre a progressé de 1,9% (en baisse de 4%). Le blé a baissé de 2,0% (en baisse de 15%). Le maïs a coulé de 5,1% (en baisse de 18%).

Le professeur Raoult se révèle assez sceptique et prudent sur le vaccin malgré les rodomontades mondiales, il rappelle que depuis les années 30 on a mis au point peu de vaccins effectivement utiles et que le dernier vaccin sur la dengue s'est révélé beaucoup plus nocif qu'utile.

25 juin – Reuters «Il sera difficile de développer un vaccin COVID-19 en un temps record. Produire suffisamment pour mettre fin à la pandémie sera le plus grand exploit de fabrication médicale de l'histoire. Ce travail est en cours. Du déploiement d'experts au milieu des restrictions de voyage mondiales à la gestion des conditions de stockage extrêmes, en passant par l'invention de nouveaux types de flacons et de seringues pour des milliards de doses, le chemin est semé d'obstacles formidables, selon les entretiens de Reuters avec plus d'une douzaine de développeurs de vaccins et leurs bailleurs de fonds. Tout accroc dans une chaîne d'approvisionnement non testée – qui pourrait s'étendre de Pune en Inde à Oxford en Angleterre et à Baltimore aux États-Unis – pourrait torpiller ou retarder le processus complexe. »

25 juin – CNBC : «Le Fonds monétaire international a averti que la déconnexion actuelle entre les marchés financiers et l'économie réelle pourrait entraîner une correction des prix des actifs. Au cours des derniers mois,

les marchés boursiers se sont redressés malgré des événements troublants dans le monde réel. Le monde est aux prises avec l'urgence sanitaire du coronavirus qui a coûté la vie à près de 500 000 personnes... et menace de provoquer une crise économique sans précédent. En outre, il existe des troubles sociaux dans de nombreuses économies avancées, car les citoyens exigent une société plus égalitaire, ce qui pourrait nuire à la confiance des investisseurs. »

24 juin – CNBC : «Le Fonds monétaire international a encore une fois sabré ses prévisions économiques... il a averti que les finances publiques se détérioreraient considérablement dans le monde, alors que les gouvernements tentent de lutter contre les retombées de la crise des coronavirus.

Le FMI s'attend désormais à une contraction de 4,9% du produit intérieur brut mondial en 2020, encore inférieure à la baisse de 3% prévue en avril. « La pandémie de Covid-19 a eu un impact plus négatif sur l'activité au premier semestre 2020 que prévu, et la reprise devrait être plus progressive que prévu », a déclaré le FMI. Le fonds a également revu à la baisse ses prévisions de PIB pour 2021. Il attend désormais un taux de croissance de 5,4% par rapport aux 5,8% prévus en avril... »

Éditorial. La dislocation du COVID sera avec nous pendant un certain temps.

La destruction du système est forte, étendue, car tout le système est pourri et fragilisé.
Bruno Bertez 27 juin 2020

Hommage à Albert Camus:

« Le mal qui est dans le monde vient presque toujours de l'ignorance, et la bonne volonté peut faire autant de dégâts que la méchanceté si elle n'est pas éclairée. » Albert Camus

La dislocation du COVID sera avec nous pendant un certain temps.

La récupération tant vantée en forme de «V» est improbable.

Pour simplifier, un scénario en forme de «w» a une probabilité bien plus élevée. Après un effondrement aussi brutal et extraordinaire de l'activité économique, un rebond décent est pratiquement assuré. Et c'est ce que nous constatons, mais il ne veut rien, absolument rien dire quand à ce qui va se passer à l'avenir, le rebond est mécanique.

Des millions de personnes retourneront au travail après des fermetures temporaires dans une partie substantielle de l'économie en particulier des services. Il y aurait une demande réprimée, latente, en particulier pour les gros achats et pour l'automobiles.

Avec les quantités incroyables de liquidités déversées, et avec le potentiel de rachat des ventes à découvert, on a assuré une puissance de feu plus que suffisante pour alimenter un rallye. La reprise des actions et la stabilisation obligatoire évitent les enchainements cumulatifs, en boule de neige, négatifs, sur les marchés

Mais le réel est là et il est ce qu'il est: la destruction du système est forte, étendue, car tout le système a été pourri et fragilisé par le levier, les endettements excessifs auxquels on a eu recours pour faire apparaître des profits fictifs tout au long de ces dernières années.

La chute de l'activité intervient sur un corps économique fragilisé par la décapitalisation. C'est un phénomène auquel les zozos des banques centrales n'ont pas porté attention alors qu'ils ont alimenté cette décapitalisation par l'appât de dettes gratuites.

Je suis quasi le seul à en parler, mais le capital de nos systèmes est usé! Il ne peut assurer sa fonction d'assurance face aux risques et cette assurance c'est la Banque Centrale et le Trésor qui doivent l'assumer!

Des dizaines et des dizaines d'entreprises ne survivront pas et des millions de pertes d'emplois se révéleront permanentes. Les consommateurs craintifs ont modifié durablement leurs habitudes de dépenses, et nombre de petites entreprises ont réduit leurs effectifs.

Des tonnes de mesures de relance budgétaire seront consommées avec une rapidité qui surprendra tout le monde. **Elles vont masquer le besoin de destruction, mais celui-ci va s'enraciner en profondeur avec une ampleur et à une échelle bien au-delà de la dernière crise.**

N'en déplaise à la Chouette Lagarde ou à Trump, la dislocation du COVID sera avec nous pendant un certain temps. Il est surprenant que nous n'ayons pas bénéficié au moins d'un certain répit au cours de l'été. C'est inquiétant pour la rentrée, en septembre et octobre.

Ce qui est également inquiétant, c'est la courte vue des gouvernants qui ne semblent pas avoir compris à quel point nos tissus sociaux, économiques et politiques étaient en mauvais état. **La pandémie est socialement aggravée par la faiblesse de la situation bilantielle des entreprises, par le faible consensus au sein de nos systèmes.**

À ce stade, il est clair que beaucoup de nations n'ont pas abordé la pandémie et ses risques avec le sérieux, l'urgence et la résolution suffisantes. C'est clair aux USA, mais aussi en France où on se souvient qu'en pleine montée de la crise le Président a essayé d'inciter les citoyens à sortir, à aller dans les espaces confinés, comme les théâtres, et a nié l'utilité du port du masque! Trump n'a pas fait mieux.

Mon idée est que tous les grands pays ont un problème de leadership.

Les chefs des grands pays industrialisés ne sont, en général, pas à la hauteur des défis terribles qui nous sont proposés, défis sanitaires, économiques, financiers et sociaux.

Les leaders sont dépassés par les besoins en compétence que réclamerait un système aussi complexe; c'est le développement inégal.

Je crains que le succès apparent obtenu en matière financière et monétaire ne soit un piège, pire un poison. Certes par la débauche monétaire et les largesses budgétaires, l'hémorragie financière a été stoppée, mais le prix de ce succès va être très élevé.

Ces trillions d'argent largués par les banques centrales peuvent certainement faire « couler le jus spéculatif ». Cet argent n'est pas utilisé comme il le faudrait, au contraire!

Cet «argent» -argent bidon- soutient les marchés et renfloue les spéculateurs au lieu d'être utilisé pour la réduction des risques et le désendettement. Les animal spirits sont à nouveau excités au maximum; les marchés mondiaux restent dominés par l'esprit de jeu.

Lorsque les marchés repartiront à la baisse, il y aura un potentiel évident de panique, de déstabilisation et de dislocation. A la puissance 2 ou 4!

Je m'attends à des choses pas très jolies sur les produits dérivés.

Ce futur et inéluctable épisode de révolusion nécessitera bien sûr des mesures supplémentaires de soutien de la Fed et de ses consoeurs.

Comme je l'ai signalé, le Smart Money a perdu confiance et les gourous les plus réputés ne cachent plus leur réticence à participer à ces excès terminaux et ils se préparent, me semble-t-il, à ce que de nouveaux chapitres de notre histoire financière soient écrits.

Je vous livre ci-dessous le texte prémonitoire écrit samedi dernier alors que les élites, envers et contre toute évidence, criaient victoire pour vous influencer. Ce qui est décrit ci-dessous reste valable; il vous suffirait d'actualiser les chiffres... en pire.

La pandémie s'aggrave.

Les opinions publiques fabriquées par les Pouvoirs, par les milieux économiques, par les médias aux ordres dissimulent ce phénomène.

Je ne suis pas alarmiste, mais les informations objectives collectées vont dans le même sens: il y a une nette aggravation de la situation mondiale au moment même où les efforts de maîtrise de l'épidémie se réduisent.

Lisez ceci et ne faites pas comme Trump et les imbéciles plus ou moins complotistes qui doutent de tout et de son contraire: il y a aggravation, diffusion et élargissement de la pandémie.

Ensuite, vous pensez et faites ce que vous voulez, en fonction de vos choix personnels, mais, au moins, croyez les informations qui sont données et adaptez-vous.

Il y a plus que rechute, il y a diffusion.

Les pouvoirs mentent car ils sont affolés, tétanisés, à l'image de Trump ou Macron, ils voient leur soutien dans l'opinion s'évanouir au fur et à mesure que les économies se dégradent. Ils ont peur du jugement des électeurs et même peur des tribunaux qui pourraient les mettre en cause pour leur gestion défailante.

Ces gens partagent l'idéologie des élites selon laquelle, le réel ne compte pas, «perception is all», seules les perceptions comptent, ce qui n'est pas perçu n'existe pas. Et donc si on ment, si on cache, alors il ne se passe rien!

Hélas, en de nombreuses matières, les perceptions sont secondaires et c'est le poids du réel qui compte et c'est le cas en matière de santé.

Lisez ceci, attentivement, et toute la suite bien sûr.

19 juin – New York Times: «L'Organisation mondiale de la santé a émis un avertissement brutal vendredi; elle affirme que la pandémie de coronavirus s'accélère, et elle a noté que jeudi était une journée record de nouveaux cas – plus de 150 000 dans le monde.

« Le monde est dans une nouvelle phase dangereuse », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général du W.H.O.

«Beaucoup de gens en ont assez d'être à la maison. Les pays sont naturellement désireux d'ouvrir leurs sociétés et leurs économies. Mais le virus continue de se propager rapidement. Il est toujours mortel, et la plupart des gens sont toujours sensibles. »

Si l'épidémie a été définie très tôt par une série d'épicentres changeants – y compris Wuhan, Chine; L'Iran; Italie du Nord; Espagne; et New York – elle est maintenant caractérisée par sa portée large et croissante.

Selon une base de données du Times, 81 pays ont vu une augmentation du nombre de nouveaux cas au cours des deux dernières semaines, tandis que 36 seulement ont enregistré une baisse.

Le Dr Tedros a déclaré que près de la moitié des nouveaux cas signalés jeudi provenaient des Amériques. De grands nombres de cas sont également signalés en Afrique, en Asie du Sud et au Moyen-Orient. »

12 juin – Reuters : «Un quartier de Pékin s'est mis sur le pied de guerre. La capitale a interdit le tourisme et les événements sportifs samedi après qu'un groupe de nouvelles infections au coronavirus centrées autour d'un marché de gros ait fait craindre une nouvelle vague de COVID-19... « Conformément au principe de mise en sécurité des masses nous avons adopté des mesures de verrouillage pour le marché de Xinfadi et les quartiers environnants », a déclaré Chu. »

14 juin – Financial Times: «Au cours du week-end, les autorités ont fermé le marché de Xinfadi, un vaste complexe qui fournit la plupart des fruits de mer, des fruits et des légumes frais de Pékin. Plusieurs complexes résidentiels du côté ouest de la ville ont été fermés et plus de 100 personnes ont été mises en quarantaine... La Chine a adopté une position de «tolérance zéro» à l'égard de nouveaux cas. Les zones qui présentent de nouveaux cas ont été rapidement verrouillées, piégeant souvent des millions de personnes. »

19 juin – CNN : «En quelques jours, la métropole de plus de 20 millions de personnes a été mise sous verrouillage partiel. Les autorités ont réintroduit les mesures restrictives utilisées plus tôt pour lutter contre la première vague d'infections, fermant les quartiers résidentiels, fermant les écoles et empêchant des centaines de milliers de personnes jugées à risque de quitter la ville. »

La Chine aurait mobilisé sa force de recherche des infections de 100 000 personnes. Plus de 1,1 million de tests ont été administrés à Pékin au cours de la semaine dernière.

UK Guardian : «Les autorités ont ordonné à tous les résidents d'éviter les voyages non essentiels en dehors de la capitale et ont suspendu des centaines de vols et tous les bus longue distance. D'autres villes et provinces ont commencé à imposer des mesures de quarantaine aux voyageurs en provenance de Pékin... «Tout le monde a peur. Personne ne veut que cela se produise », explique Zhang, attendant dans la file d'attente près du parc Chaoyang.»

19 juin – CNBC: «Le conseiller en santé de la Maison-Blanche, le Dr Anthony Fauci, a déclaré vendredi qu'il était frustré que les Américains ne suivent pas les recommandations de santé recommandées pour empêcher la propagation du coronavirus. « De toute évidence, nous n'avons pas réussi à amener le public dans son ensemble à répondre de manière uniforme et sensée à une situation scientifique, sanitaire et médicale inquiétante », a déclaré Fauci, directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, à CBS News ... «Et c'est malheureux. Et c'est frustrant. »»

Les cas positifs de COVID en **Floride** ont bondi à 3 822 vendredi, soit près de 20% de plus que le nombre record d'infections de la veille (3 207).

CNBC: «Plus tôt cette semaine, le gouverneur républicain Ron DeSantis a déclaré que l'État ne réintroduirait pas les restrictions ou ne retarderait pas sa réouverture. «Nous ne fermons pas. Nous allons continuer. ... Nous ne reculons pas », a déclaré mardi le gouverneur lors d'une conférence de presse. «Il faut

que la société fonctionne.» » Cette semaine a marqué un bond notable du pourcentage de résultats positifs, entre 10 et 12% étant positifs mardi, mercredi et jeudi, contre moins de 5% en début de mois.

Les nouveaux cas en **Californie** ont bondi pendant trois jours consécutifs pour atteindre 4 317, soit la plus forte augmentation enregistrée à ce jour, dépassant 4 000 pour la première fois. Les hospitalisations ont également atteint un nouveau sommet.

Politico: « Le gouverneur de la Californie, Gavin Newsom, a annoncé jeudi qu'il exigerait le port des masques dans la plupart des lieux publics de l'État dans le but de ralentir la propagation de Covid-19 alors que l'État atteint toujours des records quotidiens de nouvelles infections. »

L'**Arizona** a annoncé 3 246 nouveaux cas vendredi – environ 30% de plus que le précédent record de 2 519 enregistré jeudi. Avant juin, l'Arizona n'a signalé que deux jours de nouvelles infections au-dessus de 500. Au début de ce mois, 1000 premiers jours d'infection ont été enregistrés.

KVOA: « Depuis le 2 juin, le pourcentage [de résultats positifs] est remonté de 5,7% à 7,8%. »

Selon l'épidémiologiste de Harvard Feigl-Ding : « L'Arizona est actuellement le pire territoire. En termes par habitant, en moyenne sur 7 jours, l'Arizona compte 212 cas par million d'habitants et l'Arizona se classe au premier rang. » Apparemment, 20% des tests COVID en Arizona sont revenus positifs jeudi.

Le **Texas** a signalé 3 516 nouvelles infections jeudi, 12% au-dessus du sommet précédent de mercredi (3 129). Le nombre total d'infections a dépassé 100 000, les hospitalisations ayant augmenté pendant huit jours consécutifs.

Community Impact: « Au cours des deux dernières semaines, les hôpitaux affiliés au Texas Medical Center ont vu leur nombre de patients COVID-19 augmenter à 883 au 18 juin, une augmentation de 41% en deux semaines... Le bond des hospitalisations au centre médical survient alors que la région du Grand Houston a connu un afflux de nouveaux cas de COVID... » Les hospitalisations de Covid dans le comté de Dallas ont également augmenté de 40% en deux semaines.

Brownsville Herald: « À Austin et dans le comté de Travis, les autorités sanitaires ont déclaré plus tôt cette semaine que la transmission communautaire était désormais très répandue dans la région. Le défi est élevé car de nombreuses personnes testées positives ont visité de nombreux endroits différents, ce qui rend le site d'infection précis « difficile à localiser » a déclaré Mark Escott, directeur médical par intérim d'Austin Public Health et autorité sanitaire.

Vendredi, les nouveaux cas en **Caroline du Sud** ont dépassé le record de jeudi de 5% à 1 018. Le nombre total de cas a atteint 22 608. Jeudi, l'Oklahoma a signalé un record de 450 nouvelles infections positives.

19 juin – Bloomberg: « Le Brésil a dépassé le million d'infections à coronavirus, c'est le deuxième pays à atteindre ce niveau, la maladie ne montre aucun signe de ralentissement dans le plus grand pays d'Amérique latine des mois après l'enregistrement des premiers cas. Vendredi, le pays a enregistré un record de 54 771 cas, portant le total à 1 032 913. Les données compilées par les États brésiliens ont également fait état de 1 206 morts, portant le bilan à 48 954. Dans les deux cas, le Brésil suit les États-Unis, qui en comptaient 2 206 333 vendredi.

L'**Inde** a signalé un record de 14 574 nouveaux cas vendredi.

Pékin déclare la « guerre » avec une épidémie de 100 cas.

Vendredi, les **États-Unis** ont signalé 33 000 nouvelles infections, c'est la plus forte augmentation en semaines. Les espoirs que l'épidémie suivrait la voie de l'Italie, de l'Espagne et de l'Allemagne étaient beaucoup trop

optimistes. La « courbe » américaine n'a non seulement pas diminué comme prévu, mais elle est en train de monter.

L'ancien commissaire de la FDA, le Dr Scott Gottlieb, a posé la question jeudi sur CNBC: «Pouvons-nous empêcher que cela ne devienne incontrôlable. C'est un virus qui tend à infecter une très grande partie de la population. »

La pandémie s'aggrave et surtout les risques progressent.

Quelle que soit l'attitude des politiciens, les conséquences vont être lourdes.

Partout le retour à la normale va être reporté. Les consommateurs vont hésiter à s'aventurer loin de chez eux. La reprise des entreprises sera retardée. Le chômage va rester stratosphérique. Les problèmes du crédit vont se multiplier en chaîne.

En clair, cela signifie que les prévisions actuelles sont trop optimistes. Que les mesures de soutien sont insuffisantes et que les séquelles seront bien plus lourdes.

La faiblesse mondiale garantit que la Fed, la BOJ, la BCE, et beaucoup d'autres continuent d'inonder les marchés mondiaux de liquidités. Ce sera la répétition du début de l'année: un COVID renaissant garantit une période prolongée de relance budgétaire et monétaire massive.

De nouveaux déséquilibres entre la sphère financière et la sphère réelle vont se creuser, déséquilibres qui vont s'ajouter aux précédents. Nos sociétés vont continuer de se fracturer, de s'émietter.

Le coût de retour à la normale sera tel que bien entendu, il sera inenvisageable. Cela n'empêchera pas les élites, inconscientes et à courte vue, de tenter de refaire un tour, de prolonger aux prix de fractures/factures de plus en plus lourdes et profondes... nous sommes dans la Grande Aventure.

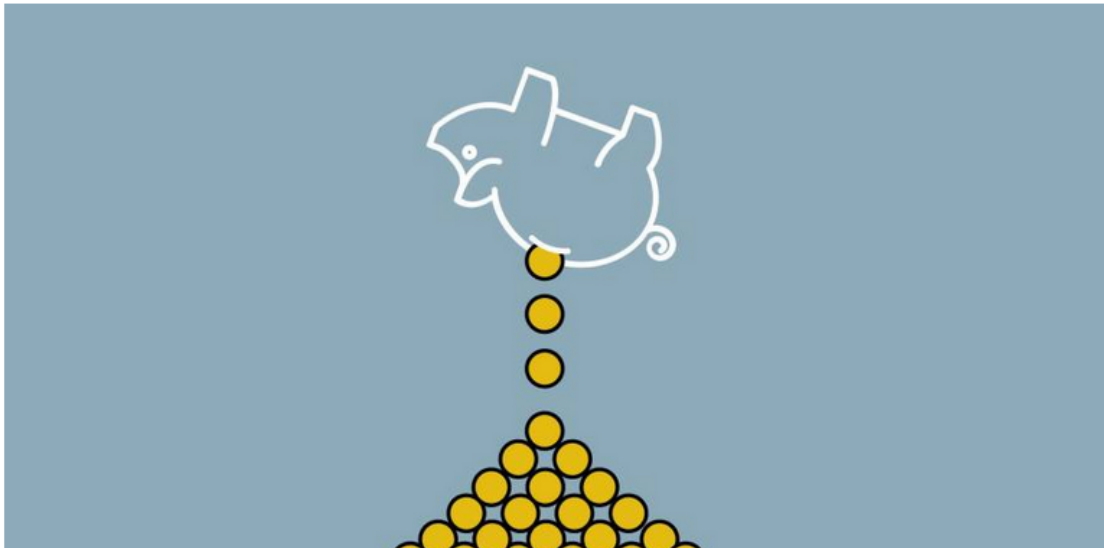
Ce sont les fondements de nos sociétés que l'incurie des élites va mettre en jeu.

Leurs faux remèdes vont dynamiter notre ordre/ (des)ordre social.

29 juin 2020

LES DÉPÊCHES LUNDI 29, PENDANT CE TEMPS, LE VIRUS GAGNE.

Le FT explique que les fonds de pensions sont les premières victimes des deux crises en cours, la financière et la sanitaire et les cotisants retirent leurs fonds.



Billet. Le soutien des marchés à des limites, un jour ceci sera testé et bien sûr le test sera négatif. Le mythe des liquidités.

Bruno Bertez 29 juin 2020

Les dernières opérations de la Reserve Fédérale américaines ont considérablement augmenté ce que l'on appelle la liquidité. 3 trillions de QE, ce n'est pas rien !

Que sont devenues ces liquidités, à quoi ont elles servi?

Plutôt que d'être utilisées à la réduction des risques, au désendettement elles semblent avoir gonflé les dépôts dans les banques et les fonds monétaires. Elles ont exacerbé les mouvements spéculatifs, gonflé encore plus les bulles dans les actions, dans le crédit aux entreprises, dans les bons du Trésor et les titres des GSE.

Ces 3 trillions ont stimulé un rallye qui a essentiellement invalidé les pratiques prudentielles et démontré l'inutilité des hedges, l'inutilité des couvertures de risque de marché. L'action des autorités monétaires démontre aux yeux de tous que s'assurer, être prudent, être rationnel est pénalisant; ceux qui ne s'assurent pas et ceux qui ne font preuve d'aucune retenue sont récompensés. Cela a des conséquences profondes sur les expériences et les apprentissages.

Cela aura des conséquences pour l'avenir. Beaucoup de stratégies de limitation/balance des risques ont été dévastées. Déjà ceux qui portent attention aux valorisations ont été punis et privés de performance, mais en plus maintenant ceux qui osent participer malgré les évaluations mais couvrent leurs risques sont eux aussi punis.

La prochaine fois c'est promis: nous serons encore plus imprudents.

La propagation du virus n'est pas enrayée, elle connaît un regain. Le vaccin selon les spécialistes est peut-être un mirage, de ce côté on se fait peut-être un peu trop d'illusions. Les perspectives économiques continuent de se dégrader, partout on révisé en baisse. La divergence historique entre les prix gonflés des actifs financiers et les capacités bénéficiaires atteint des proportions telles que même la grande presse s'en aperçoit. Les ratios de défaillance commencent à progresser.

Comme nous l'avons vu, les trillions d'argent de la Fed peuvent certainement faire couler « le jus spéculatif ». Ils n'arrêteront pas les ventes lorsque celles-ci reviendront, il n'y a ni arrêt fondamental ni arrêt technique sur ce type de marché: tout le monde est du même côté du bateau avec la conviction partagée que tout est surévalué mais que la Fed assure le tout.

Ce qui frappe c'est la prise de conscience qui progresse, tout se dévoile, tout devient connu. Ainsi même le petit spéculateur sait que la hausse a pour origine la politique monétaire, il sait que tout va mal et il sait que c'est parce que cela va mal que la Bourse va bien. Quand on atteint ce niveau de diffusion de la règle du jeu, il y a peu de réserve d'acheteurs. Tout le monde est « all in ».

La Fed a eu tort de ne pas entretenir l'incertitude, c'est à dire de ne pas considérer que sur un marché, pour qu'il fonctionne de façon ordonnée, il faut toujours deux sens. Il faut des acheteurs et des vendeurs potentiels.

Un marché qui n'a qu'un sens est un marché vulnérable. Il faut toujours maintenir une incertitude et surtout ne pas promettre qu'il n'y aura plus de risque. Promettre qu'il n'y a plus de risque c'est jouer en quelque sorte sa dernière carte.

Powell a, selon moi, considérablement augmenté les chances d'une nouvelle crise d'illiquidité et de dislocation du marché. S'il croit qu'en sur-inondant de liquidités excédentaires il a pris une assurance, il se trompe naïvement. La liquidité n'est pas une matière, c'est un mouvement, un fluide, c'est du mercure: quel que soit son volume, elle peut disparaître en un clin d'oeil.

Il convient de rappeler qu'une augmentation record de 1,1 Trillion de la masse monétaire M2 au cours des 12 mois précédents n'a pas empêché les marchés de sombrer dans l'illiquidité en mars dernier!

Les stress tests bancaires dont on nous rebat les oreilles en ce moment sont inadéquats car ils ne prennent pas en compte cette possibilité, la seule importante et significative, qu'un « run » se produire sur les marchés ou même sur un segment des marchés.

Lael Brainard : *«de nombreuses grandes banques auront probablement besoin de plus de capital absorbant les pertes pour éviter de briser leurs amortisseurs dans des circonstances défavorables l'année prochaine».*

Lael Brainard est à côté de la plaque, comme tous les banquiers centraux, à moins que ce ne soit volontairement qu'elle jette de la poudre aux yeux pour détourner l'attention du vrai problème des banques; le problème des banques ce n'est absolument pas les pertes ou les bénéfices des banques, le problème c'est leur refinancement sur les marchés et par les marchés!

Un « run » même partiel est susceptible de provoquer une mise en risk-off immédiate avec gel des contreparties et surtout une pression irrésistible en faveur du désendettement spéculatif.

La liquidité est un produit de l'endettement spéculatif et elle disparaît avec lui, elle disparaît avec le deleveraging. Si pareil mouvement venait à se dessiner, si les marchés se bloquaient à la baisse, qui ferait la contrepartie sur les dérivés? Certainement pas l'argent qui est supposé être sur les « side lines », car cet argent est un mythe entretenu par des gens qui n'ont rien compris aux marchés.



Une chute des indices à vitesse grand V ?

rédigé par [Philippe Béchade](#) 29 juin 2020



Cela fait des semaines que ceux qui dénoncent un marché boursier « absurdemement surévalué » se font moquer.

Pourquoi la correction de la semaine dernière (-3% en moyenne pour le [S&P500](#) et le [Dow Jones](#)) ne précéderait-elle pas un rebond vers de nouveaux sommets cet été ?

Le S&P500 a reperdu -7,5% depuis le 8 juin, et il revient s'appuyer sur son plancher des 11,12 et 15 juin derniers : c'est sûrement un bon point d'entrée.

Christine Lagarde a déclaré que le pire de la crise est derrière nous, Larry Kudlow continue de défendre la thèse de la reprise en « V » : comprenez que l'économie va retrouver sa vitesse de croisière bien plus tôt que l'attendait le consensus...aidée par les milliers de milliards de dollars mobilisés pour la relance.

En France, la totalité des plans de soutien annoncés avoisine 22% de notre PIB (30 à 33% aux Etats-Unis), sans compter les 750 Mds€ du plan de soutien de l'Europe dont la France devrait récupérer quelques miettes.

Sur le papier, le passif et l'actif semblent se compenser mais ce n'est qu'une illusion : nous savons depuis la fin des années 90 et le début de la monétisation de la dette japonaise que **l'argent des banques centrales subit l'attraction des actifs virtuels et évite autant que possible de s'enliser dans l'économie réelle** où les profits s'inscrivent dans le temps long.

Pendant des décennies, les rythmes de croissance des sphères virtuelle et réelle étaient comparables, c'est ce qui a fait la fortune des actionnaires de Warren Buffett (Berkshire Hathaway), apôtre du type de gestion « Buy & Hold » de Berkshire Hathaway.

Aujourd'hui, c'est le « day trading », le « trend following » qui semblent garantir le succès des investisseurs.

Il est indifférent de prendre position à l'achat ou à la vente parce que de toute façon, c'est pour quelques heures et qu'à la fin la journée, il vaut mieux avoir ramené son exposition à zéro.

Si une nouvelle tendance émerge et qu'elle s'établit solidement à la baisse, les ventes à découvert pourraient constituer le symétrique de la phase haussière (20 séance de hausse sur 23 pour le [Nasdaq](#)) pré-23 juin... à cette nuance près: les indices montent par l'escalier et redescendent par l'ascenseur.

La FED a-t-elle grillé toutes ses cartouches pour maintenir les marchés en lévitation ?

La FED continue sans aucun doute à faire la pluie et le beau temps, parfois à 24H d'intervalle : au lendemain du feu vert à l'assouplissement de la Volcker Rule (cette règle garantit la séparation des activités bancaires, notamment les activités de trading, de banques de détail et d'assurance) qui avait euphorisé les banques d'affaires, elle a douché l'ensemble des valeurs financières en publiant un communiqué jeudi soir faisant la synthèse des stress tests (revue des capacités à encaisser le choc du Covid-19).

Mais ces résultats ont été éclipsés par des “ajouts” de la FED qui interdit les rachats de titres (buybacks) par les banques au 3ème trimestre, qui prône aussi la suspension des dividendes et la modération des “bonus”, d'où des rechutes de -8% à -9% sur Keycorp, Capital One, Goldman Sachs, Regions Fnl et Comerica, Fifth Third Bancorp, Citizens Fnl, Wells Fargo...

Et le temps se gâte brusquement sur le Nasdaq pour quelques GAFAM emblématiques : Facebook -8,3%, Alphabet -5,8%, Apple -3%, Amazon et Microsoft -2%.... qui représentent à eux cinq pas moins de 50% de la capitalisation du Nasdaq100.

Inutile de se demander quelle sera l'orientation de Wall Street si les cinq titans se mettent à enchaîner les séances “d'ajustements à la baisse”.

La logique du suivi de tendance a ceci d'implacable : elle est 100% réversible et les vendeurs n'ont pas plus d'états d'âme à appuyer sur le bouton “rez-de chaussée” que les acheteurs sur “rooftop” lorsque l'ascenseur redescend.

Wall Street décroche de 2% alors que la pandémie impacte sévèrement la Floride

Wall Street rechute lourdement après 90 minutes de cotation, les indices US lâchent entre -2 et -2,2%, la Bourse de Paris rechute de 100 points par rapport à ses “plus hauts du jour” (5 014 points, contre un plus bas à 4 913 points atteint à 16h50) alors que la Floride enregistre une spectaculaire poussée de 8 950 nouveaux cas de contamination au Covid-19, ce qui ne se compare désormais qu'à la flambée de la mi-mars à New York... et la réouverture des parcs Disney cet été semble grandement compromise.

Wall Street semble soudain prendre la pleine mesure du risque d'un second épisode épidémique majeur (même si ce n'est aux US que la poursuite du premier), quelques heures après que le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a suspendu la levée des mesures de déconfinement dans cet Etat très pro-républicain qui s'était

empressé de suivre les recommandations de Donald Trump à la mi-mai, souhaitant que tout le monde reprenne une “vie normale”.

Trois “stats” un peu décevantes aux Etats-Unis pour finir la semaine

La semaine s’achève sur trois “stats” US en demi-teinte, et légèrement inférieures aux attentes : **la confiance des consommateurs américains ressort en hausse à 78 (contre 72,3 en mai) mais le consensus tablait sur 79,1.**

Rappel : ce baromètre culminait à 102,4 en juin 2019, 32% au-dessus des niveaux actuels.

Déception également avec les dépenses des ménages américains qui se sont redressées de 8,2% en rythme séquentiel (après -12,6% au mois de avril) selon le département du Commerce, alors que le consensus des économistes tablait sur 9% et plus.

Les revenus des ménages ont reculé de 4,2% en mai, alors que le consensus de marché en attendait une diminution de près de 6% : beaucoup de salariés gagnent moins après leur retour au travail que lorsqu’ils bénéficiaient du chèque de soutien fédéral de 1 200 \$.

Nouveau record quotidien de contamination aux Etats-Unis, le Texas stoppe son déconfinement

Avec **plus de 5 600 nouveaux cas de Covid-19 en 24 heures, le Texas**, un des principaux bastions républicains, très majoritaire pro-Trump et qui s’était empressé d’alléger les mesures d’urgence sanitaire, **vient de suspendre ses mesures de déconfinement.**

D’autres Etats (Floride, les deux “Carolines”) pourraient suivre cet exemple et appliquer également des restrictions sur les déplacements, imiter le New Jersey et le Connecticut sur des mesures de quarantaine.

Les cas de contamination ont atteint jeudi de nouveaux records journaliers (45 500 cas) en dépassant les niveaux du mois d’avril : la barre des 50 000 cas quotidiens devrait être franchie ce week-end... ce chiffre pourrait enfin faire réagir Wall Street, qui ne songe depuis une semaine qu’à terminer le 2ème trimestre au zénith, sur des gains historiques et inégalés depuis 45 ans.

Avec un repli initial anodin de 0,5%, suivant une hausse de 1,1% la veille sur le S&P 500 et le Nasdaq, les records de hausse trimestriels ne sont pas menacés...

La progression de la pandémie éclipse les chiffres macro aux Etats-Unis

Avec un total de +38.000 cas de contamination avérés par jour en date du 24 juin, les Etats-Unis enregistrent un nouveau record, au-delà du précédent pic du 18 mars: près de la moitié des Etats américains voient les hospitalisations repartir à la hausse, parfois spectaculairement.

C’est un véritable souci qui éclipse les données “macro”: le PIB américain est confirmé à -5% (révisé inchangé) en rythme annuel au premier trimestre 2020 (estimation définitive du Département du Commerce).

Par ailleurs, l'indice de prix PCE (panier de la ménagère) a augmenté de 1,3% au premier trimestre, à comparer à une hausse de 1,4% au quatrième trimestre 2019. Hors alimentation et énergie, ce taux progresse de +1,3% à +1,7% d'un trimestre sur l'autre.

Comme tous les jeudis, les chiffres du Département américain du Travail étaient très attendus, et ils déçoivent pour la 3ème semaine consécutive avec 1.480.000 nouveaux inscrits aux allocations chômage la semaine dernière, à comparer à 1.540.000 la semaine précédente (soit + 32.000 par rapport à l'estimation initiale).

La Fed n'est pas un arbre à argent magique

Dan Amoss 26 juin 2020



Il semble que l'arrogance de la Réserve fédérale soit sans fin. Les responsables de la Fed pensent que grâce à leurs actions judicieuses, ils peuvent éliminer le cycle économique, faire baisser le chômage et rendre la société prospère.

Mais elle est en fait beaucoup plus limitée dans ce qu'elle peut faire.

Tout ce que la Fed peut faire de manière fiable, c'est arrêter la ruée vers les banques et limiter les paniques de liquidité. Elle peut également financer (ou "monétiser") le déficit fédéral américain, comme elle l'a fait ces derniers mois.

En achetant essentiellement la même quantité de titres du Trésor américain que le gouvernement a émis, la Fed a fait pression pour financer les énormes déficits fédéraux à partir du secteur privé.

Mais de telles actions ne sont pas gratuites.

Elles accumulent des difficultés pour l'avenir. Ces actions gonflent le bilan de la Fed, ce qui limitera sa flexibilité et sa volonté de resserrer sa politique lors du prochain pic d'inflation.

Plus la Fed interviendra, plus il lui sera difficile de faire marche arrière sans causer de dommages.

En promettant au public qu'elle peut faire autre chose qu'offrir des liquidités en dollars, la Fed prépare les investisseurs et les travailleurs à la déception.

Pourtant, elle va quand même essayer. Et ce faisant, elle ne fera que saper son capital de réputation limité.

"Contrôle de la courbe de rendement"

Le Wall Street Journal a récemment rapporté que la Fed envisage de mettre en place un "contrôle de la courbe des taux" sur le marché du Trésor. Cette politique n'a pas été utilisée depuis la Seconde Guerre mondiale et le début de l'après-guerre.

Elle a essentiellement financé l'effort de guerre. Si elle était mise en œuvre aujourd'hui, elle ne servirait pas à soutenir un effort de guerre qui sauverait la civilisation, mais à maintenir l'économie saturée de dettes à laquelle nous nous sommes habitués.

Voici comment cela fonctionnerait en pratique :

La Fed fixerait une fourchette cible, ou un plafond, pour les rendements des obligations du Trésor d'une échéance spécifique - par exemple, les bons du Trésor à 3, 5 ou 7 ans.

Elle défendrait cet objectif en achetant des quantités illimitées de bons du Trésor à ce rendement - quel que soit le nombre de bons qu'il faut pour ramener le rendement à son taux cible (n'oubliez pas que les prix et les rendements des obligations évoluent dans des directions opposées. L'achat d'obligations fait baisser leur rendement).

Si elle est adoptée, la Fed modifiera sa politique d'assouplissement quantitatif, passant d'un montant fixe en dollars (actuellement 120 milliards de dollars par mois) à un montant inconnu qui dépendra de l'offre et de la demande sur le marché des obligations du Trésor.

Le contrôle de la courbe des rendements est en cours au Japon depuis quelques années. Il s'est avéré inefficace pour stimuler l'économie, il y a donc peu de raisons de penser qu'il fonctionnerait ici.

L'argent des hélicoptères arrive

Nous avons eu notre lot de mesures d'assouplissement quantitatif au fil des ans, mais il s'agit surtout d'actifs gonflés qui ne contribuent guère à la croissance économique globale.

Le processus de resserrement quantitatif, ou QT, qui s'est produit de début 2018 à mi-2019 a lentement inversé ce processus jusqu'à ce que la Fed se heurte à un mur de résistance de la part des marchés. Depuis lors, nous avons évidemment connu une autre vague épique de QE.

Mais voici ce qui diffère du cycle actuel d'assouplissement quantitatif par rapport aux programmes d'assouplissement quantitatif de la dernière décennie :

Une proportion beaucoup plus importante de l'argent que la Fed a créé pour acheter des obligations sera injectée dans l'économie réelle par le biais du budget fédéral. Il ne sera pas seulement séquestré à Wall Street, où il fait grimper le prix des actifs.

Comme la toute nouvelle masse monétaire américaine qui se trouve actuellement sur le compte général du Trésor américain à la Fed est injectée dans les comptes courants des citoyens par le biais des chèques de relance, de l'assurance chômage, des remboursements d'impôts, des chèques de la sécurité sociale et autres, les consommateurs auront un pouvoir d'achat important.

Le solde du compte général du Trésor est actuellement de 1 500 milliards de dollars, ce qui est facilement 10 fois plus élevé que la moyenne historique. Ce montant sera envoyé aux bénéficiaires de fonds fédéraux dans les mois à venir.

Les bénéficiaires vont-ils tout dépenser en une fois ?

Non, ils ne le feront pas. Ils détiendront probablement des économies de précaution dans une économie faible. Mais ne vous y trompez pas : L'argent est là, il arrivera dans les mains des consommateurs et il sera finalement dépensé - même si l'économie reste léthargique.

C'est comme l'eau qui s'accumule devant un barrage. Il suffit d'ouvrir les écluses (dans ce cas, le Trésor public doit dépenser sa trésorerie) pour injecter une quantité sans précédent de liquidités dans l'économie.

Le marché du travail américain (et les salaires) n'auront pas nécessairement à se rétablir complètement pour qu'un problème d'inflation chronique s'installe, car l'outil permettant à la Fed d'injecter des liquidités nouvellement imprimées dans l'économie (par le biais du budget fédéral) est bien établi.

C'est une recette pour la stagflation.

Transformer l'argent en patate chaude

Il s'agit d'un déficit fédéral chroniquement élevé, d'un bilan de la Fed qui s'accroît avec le déficit et d'une croissance de la productivité du secteur privé qui est en retard sur la croissance de la monnaie nouvellement imprimée.

L'histoire montre que lorsque la dette et les déficits publics sont élevés, que les bilans des banques centrales se développent rapidement et que la croissance de la productivité du secteur privé est inférieure à celle de la nouvelle monnaie imprimée, il en résulte une inflation.

Lorsque le public commencera à reconnaître que l'offre d'une monnaie fiduciaire est trop abondante aujourd'hui et qu'il s'attend à ce que la masse monétaire augmente beaucoup plus vite que la production de biens et de services, il commencera alors à traiter cette monnaie comme une patate chaude.

C'est la partie psychologique de l'inflation qui est si difficile à saisir pour les économistes traditionnels. Elle est non linéaire et imprévisible. C'est pourquoi Jim Rickards appelle l'inflation un "phénomène psychologique".

Et cela m'amène à la Théorie monétaire moderne, ou MMT.

La MMT ne comprend pas l'argent

Réfléchissez à cette question : Détenez-vous de l'argent liquide comme réserve de valeur dans le seul but de payer des impôts ?

Bien sûr que non. Ainsi, les lois sur le cours légal de l'argent ne donnent pas de valeur intrinsèque à l'argent liquide. La monnaie fiduciaire n'a de valeur que dans la mesure où ses détenteurs pensent qu'elle peut être échangée contre des biens et des services, aujourd'hui et à l'avenir.

Mais la théorie monétaire moderne (MMT) repose en fin de compte sur l'idée que la monnaie fiduciaire tire sa valeur du fait que les citoyens en ont besoin pour payer leurs impôts.

Mais les partisans de la MMT pourraient être surpris s'ils sondent le public et découvrent que celui-ci n'économise pas en fait de l'argent dans le seul but de payer les impôts fédéraux.

L'échange d'argent fictif contre des biens à l'avenir est essentiel. Dans le chapitre 5 de son livre *Aftermath*, intitulé "Free Money", Jim identifie le problème essentiel du MMT :

"Le problème avec... le MMT n'est pas que la théorie soit erronée dans la mesure où elle va, le problème est qu'elle ne va pas assez loin. Le MMT échoue non pas à cause de ce qu'il dit, mais à cause de ce qu'il ignore. Le problème n'est pas de savoir s'il y a une limite légale à la création d'argent, mais s'il y a une limite psychologique".

Les promoteurs du MMT considèrent que la taxation est la solution à l'inflation. Si l'inflation devient un problème, leur solution consiste à augmenter les impôts, ce qui aurait pour effet de drainer l'argent hors de l'économie. Mais ils ne comprennent pas la psychologie de l'inflation.

Ils se concentrent sur les mécanismes comptables de la création de dollars et minimisent la façon dont leurs propositions politiques pourraient affecter l'utilisation des dollars dans le monde réel. Je n'ai vu aucune étude de cas réussie dans le monde réel montrant que le MMT fonctionne.

Il s'agit d'une théorie abstraite qui n'est pas étayée par des preuves historiques. C'est pourquoi ses détracteurs se moquent souvent du MMT en l'appelant "arbre magique de l'argent".

La Fed n'est pas un "Magic Money Tree" aujourd'hui... et elle n'en deviendrait pas un même si le MMT était officiellement adopté dans le futur.

Posséder de l'or et des actifs liés à l'or est la meilleure protection contre les dommages que la Fed et le gouvernement fédéral font aujourd'hui et ce qu'ils feront à l'avenir.

Les dommages ne sont pas encore évidents, mais ils seront plus visibles avec le temps.

Sommes-nous dans un hiver de 20 ans ?

Brian Maher 25 juin 2020

Les passions changeantes de la bourse nous divertissent, comme les passions changeantes d'un feuilleton nous divertissent.

Elles nous divertissent, c'est-à-dire. Mais elles ne nous fascinent pas.

C'est la vue à long terme, la vue d'ensemble qui commande notre attention... la vue de l'aigle.

Aujourd'hui, l'horizon dérive vers le point de mire. Oui, nous avons l'avenir en vue.

Comment la bourse va-t-elle se comporter ces 20 prochaines années ?

Aujourd'hui, nous faisons le tour de l'horizon.

Nous commençons par examiner le paysage qui passe...

Un jour, deux marchés

Le marché boursier s'est débarrassé de ses premiers décalages pour fermer en force. Yahoo ! Finance :

Auparavant, les actions se négociaient avec difficulté après que le Texas eut déclaré qu'il interrompait son processus de réouverture en raison d'une nouvelle recrudescence des infections à COVID-19 dans l'État. Les investisseurs ont également surveillé les données économiques entrantes, avec un nouveau rapport montrant des niveaux obstinément élevés de nouvelles demandes de chômage.

Les nouvelles demandes de chômage ont atteint 1,48 million pour la semaine se terminant le 20 juin, marquant la 14ème semaine consécutive où les demandes ont dépassé le million. Les économistes du consensus s'attendaient à ce que les nouvelles demandes totalisent 1,32 million.

Mais en fin de journée, la Commission fédérale d'assurance des dépôts a offert un coup de pouce aux actions. Elle a annoncé qu'elle relâchait son emprise sur les banques.

CNBC explique que des restrictions plus légères le feraient :

Permettre aux banques d'effectuer plus facilement de gros investissements dans des fonds tels que les fonds de capital-risque. En outre, les banques ne devront pas mettre de côté des liquidités pour les négociants en produits dérivés entre différentes filiales d'une même entreprise, ce qui pourrait libérer davantage de capitaux.

Nous risquons que notre Nomi Prins ait une chose ou trois à dire à ce sujet.

Et c'est ainsi que le Dow Jones a fait un bond en retard pour atteindre un gain final de 298 points. Le S&P a fait un bond de 33 points et le Nasdaq s'est envolé pour une avance de 107 points.

Mais maintenant, nous détournons notre regard du brouhaha du présent... et nous nous tournons vers l'horizon lointain...

Les saisons de la bourse

Le temps a ses saisons. Et donc la bourse a ses saisons...

Été, hiver, marché à la hausse, marché à la baisse.

Comme nous l'avons déjà dit, le climat est ce à quoi vous pouvez vous attendre. Mais le temps, c'est ce que vous obtenez réellement.

Parfois, l'été s'étend loin dans l'été indien avant de lâcher prise... avant que la nature ne glisse de sa robe verte... et dans ses pastels d'automne.

Et parfois, l'hiver tient sa main de fer jusqu'au printemps.

L'hiver de 1929, par exemple, a été si violent que la glace a tenu 25 ans.

Ce n'est qu'en 1954 que les stocks ont retrouvé leur niveau d'avant le gel.

L'investisseur qui a tout perdu en 1929 a attendu 25 années de glaciation pour compenser ses pertes.

Les années 1982-2000 - à l'inverse - ont été prolongées l'été pour la bourse.

Entre août 1982 et décembre 1999, les rendements réels composés du Dow Jones ont atteint 15 % par an.

Une rafale de vent froid du nord a occasionnellement soufflé en... comme en 1987... et en 1990. Mais elles se sont rapidement dissipées.

Les investisseurs croyaient avoir découvert un été sans fin.

Le retour des saisons

Les investisseurs ont eu une autre idée lorsqu'un coup de vent arctique s'est abattu sur la région en 2001-2002.

Mais la chaleur de l'été a vite ramené les investisseurs sur les plages... jusqu'au rude hiver 2008-2009.

Puis 11 années d'été doux, sous l'influence réchauffante de la Réserve fédérale.

Mais le temps a tourné en 2020 comme jamais auparavant...

L'été a cédé la place à l'hiver en un temps record... et le gel de 2020 a tenu le monde en état de siège.

Le marché boursier, non préparé et en tee-shirt, a perdu plus de 30% en quelques semaines.

Mais la chaleur record de la Réserve fédérale a rapidement brisé la glace. Le marché boursier a dégelé de quelque 30 % depuis mars.

Et ses sommets de février sont en vue.

Dégel d'été ou d'hiver ?

Est-ce à nouveau l'été pour la bourse ?

Ou se dirige-t-on vers un hiver de 20 ans... semblable à celui de 25 ans de 1929-1954 ?

Nous vous le rappelons :

Au printemps 1930, la bourse avait déjà comblé une grande partie de ses pertes d'octobre 1929.

Et les fièvres ont fait rage jusqu'en 1931. Comme le note Jim Rickards :

Les actions ont augmenté de 28,6 % entre le 17 novembre 1929 et le 20 avril 1930. Elles ont augmenté de 13,2 % entre le 22 juin et le 7 septembre 1930. Les actions ont de nouveau augmenté de 17,5 % du 18 janvier au 22 février 1931. Enfin, les actions ont augmenté de 22,2 % entre le 31 mai et le 28 juin 1931.

Mais ces sueurs se sont avérées éphémères, de simples dégels hivernaux.

En dépit de ces périodes de forte chaleur... le Dow Jones a chuté de 89,2 % entre 1929 et 1932.

Et la période glaciaire ne s'est pas écoulée avant 1954.

Nous nous posons donc à nouveau la question : est-ce l'été à nouveau - ou le premier dégel d'un hiver long et rigoureux ?

"Les évaluations boursières sont une sorte d'almanach des agriculteurs, un almanach des agriculteurs généralement précis"

Pour trouver des indices, nous nous tournons vers les évaluations boursières. Pour les évaluations boursières, il existe une sorte d'almanach des agriculteurs, un almanach des agriculteurs généralement précis.

Ces évaluations sont indiquées par des ratios cours/bénéfices - P/E ratios.

Un ratio C/B faible indique que les actions sont bon marché. Un ratio C/B élevé indique que les actions sont chères.

Plus l'évaluation est faible... plus les investisseurs peuvent s'attendre à des rendements élevés au cours des prochaines années.

L'inverse est également vrai.

Un ratio C/B de 17 est à peu près égal... historiquement.

Autrement dit, un ratio C/B inférieur à 17 indique que les actions sont bon marché. Au-dessus de 17, les actions sont chères.

Quel est aujourd'hui le ratio P/E pour l'ensemble de la S&P ?

Vingt-deux - élevé selon les normes de l'histoire.

Il indique que les investisseurs sont prêts à déboursier 22 dollars pour chaque dollar de bénéfice.

Cela signifie également qu'ils seront probablement déçus...

S'il y a quelque chose dans le terme "retour à la normale"... les investisseurs pourraient bientôt être de retour pour l'hiver...

"À partir de ce niveau, les actions sont susceptibles de décevoir au cours des 20 prochaines années"

Les périodes de stocks coûteux sont suivies par des périodes de stocks bon marché.

Autrement dit, l'hiver suit l'été. L'été indien peut retarder l'arrivée de l'hiver. Mais Jack Frost finit par rendre visite.

Et il se peut qu'il prépare actuellement un séjour prolongé.

Compte tenu des ratios P/E actuels... combien de temps l'hiver à venir pourrait-il durer ?

M. Michael Carr enseigne l'analyse technique au New York Institute of Finance. C'est ce qu'il dit :

"A partir de ce niveau, les actions sont susceptibles de décevoir au cours des 20 prochaines années."

Vingt ans ?

Lorsque le ratio C/B est proche de son plus haut niveau historique, comme c'est le cas actuellement, le S&P 500 offre des rendements annuels moyens d'environ 5% sur les 20 prochaines années. Lorsque le ratio C/B est proche de son niveau le plus bas, les rendements sont environ trois fois plus élevés, avec une moyenne de 15,4 % par an au cours des 20 prochaines années.

163 665,37 \$ contre 26 532,98

Supposons que vous ayez 10 000 \$ pour vous lancer dans l'aventure boursière.

Si vous l'investissez à un moment où les ratios C/B sont faibles, les calculs de M. Carr révèlent que 10 000 \$ deviendraient en fin de compte un beau montant de 163 665,37 \$.

Un investissement de 10 000 \$ à un moment où le ratio C/B est moyen donnerait 67 275,00 \$.

Mais un investissement de 10 000 \$ à une époque où le ratio C/B est élevé... comme aujourd'hui ?

Vous n'auriez que 26 532,98 \$ sur les bras - un écart de moins 61 % par rapport à la moyenne.

"Imaginez vous retrouver 61% en dessous de l'objectif à la retraite", prévient M. Carr.

Imaginez - si vous pouvez supporter la secousse.

La ligne du bas est la suivante : Vos perspectives à long terme sont faibles lorsque vous investissez à un moment où le ratio C/B est élevé.

Lance Roberts, de Real Investment Advice, tire cette même conclusion...

Mieux vaut mettre son argent dans son matelas pendant 22 ans

Aux extrêmes d'évaluation actuels, Roberts demande...

Serait-il préférable de placer 10 000 dollars à la bourse chaque année - ou de les caler dans votre matelas ?

Roberts a donné aux chiffres un bon et dur trempage. A 20x les évaluations, il trouve...

En 22 ans, l'argent de la bourse dépasserait enfin celui de votre lit...

Vingt-deux ans !

"Historiquement, il a fallu environ 22 ans pour résoudre une période de surévaluation", ajoute M. Roberts.

Nous vous rappelons que le S&P se négocie aujourd'hui à 22x les évaluations - soit plus de 20.

Êtes-vous prêt pour un hiver de 22 ans ?

Couvrir nos paris

Été, hiver... nous ne savons pas lequel l'emportera finalement.

Nous sommes actuellement équipés pour l'été.

Et peut-être que la Réserve fédérale peut prolonger la saison, maintenir le soleil dans le ciel un peu plus longtemps.

Elle a déjà prolongé l'été auparavant.

Mais les Horae - les déesses grecques des saisons - sont des êtres inconstants et capricieux.

Elles n'apprécient pas que l'homme empiète sur leurs prérogatives naturelles.

C'est pourquoi nous avons préparé nos vêtements d'hiver...

Zone euro : les plans de relance font exploser les déficits budgétaires, mais "la situation est sous contrôle"

rédigé par [Nicolas Perrin](#) 27 juin 2020

Dernièrement, nous avons vu que la Zone euro est frappée de plein fouet par la récession. Au mois de mai, il était prévu que le recul de l'activité économique de l'Espagne, la France et l'Italie se monte à deux chiffres en 2020.

Depuis, les prévisions des autorités publiques se sont encore dégradées. Le 4 juin, la BCE a publié de nouvelles perspectives de croissance...

LA TRIBUNE
PARTAGEONS L'ÉCONOMIE

ECONOMIE
BOURSE
ENTREPRISES & FINANCE
TECH
VOS FINANCES
IDÉES
MÉTROPOLES
CARRIÈRE

CAC 40
5 101,73 PTS

+1,79% ▲

• FORTES HAUSSES CAC 40
UNIBAIL-HVS UNIBAIL +10,77%
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE +7,17%

• FORTES BAISSSES CAC 40
WORLDLINE -2,20%
DANONE -1,12%

DOW JONES +0,05%
NASDAQ 100 -0,77%
FTSE 100 +0,97%

Or
OAT 10 ans
Pétrole Brent

Économie > Union européenne

La BCE prévoit une profonde récession et "une incertitude exceptionnelle" (Ch. Lagarde)

Par AFP | 04/06/2020, 17:45 | 468 mots

f

g+

in



La "balance des risques" est négative, s'alarme Christine Lagarde. (Crédits : KAI PFAFFENBACH)

LIVE - AVEC ARNAUD MONTEAU

Marianne 2nde édition du Perr...



TOP ARTICLES

... lesquelles ont servi de justification officielle à [un nouveau tir de bazooka](#).

Podcasts Mes communes Météo **ouest france** Le Journal Newsletters Suivez nous

Actualité **Premium** Régions Départements Communes Sport Loisirs Annonces Vidéos **Abonnez-vous**

En ce moment Mort de George Floyd Ouest-France vous répond Déconfinement Elections Municipales

Actualité / Europe / Union Européenne

Coronavirus. La BCE ajoute 600 milliards d'aide aux 750 déjà prévus, ses taux restent inchangés

La Banque centrale européenne (BCE) annonce ce jeudi 4 juin une nouvelle augmentation de son soutien déjà massif à l'économie de la zone euro face au choc provoqué par la pandémie de coronavirus. La BCE a par ailleurs décidé de ne rien changer à ses taux d'intérêt.



La BCE a augmenté de 600 milliards d'euros, à 1 350 milliards, le montant du « Programme d'achats d'urgence pandémique » (PEPP) lancé en urgence en mars. (ALEX DOWLING / REUTERS)

Ouest-France
avec AFP
Publié le 04/06/2020 à 14h16

La Banque centrale européenne a augmenté de 600 milliards d'euros, à 1 350 milliards, le montant du « Programme d'achats d'urgence pandémique » (PEPP) lancé en urgence en mars, un nouveau plan d'achats de dettes sur les marchés visant à faire baisser les coûts de financement des États, des entreprises et des ménages.

Zone euro : l'activité économique pourrait se contracter entre 8,7 et 12,6% en 2020, selon la BCE

La BCE table désormais sur une baisse de 8,7% du PIB de la Zone euro en 2020. Le rattrapage devrait commencer en 2021 avec un rebond de 5,2%, et de 3,3% en 2022. Christine Lagarde a néanmoins pris soin de préciser que ces projections s'accompagnent d'une « incertitude exceptionnelle ».

En effet, dans l'hypothèse où le virus n'avait pas son dit dernier mot et que les habitants de la Zone euro se retrouvaient reconfinés jusqu'à mi-2021 (selon l'hypothèse de la BCE), la Zone euro pourrait alors aligner -12,6%, +3,3% et +3,8% de croissance entre 2020 et 2022.

Prévisions macroéconomiques de la BCE pour la zone euro en 2020 (le 4 juin 2020)			
	2020	2021	2022
Croissance	-8,7% (-5,9 / -12,6)	5,2% (6,8 / 3,3)	+3,3% (2,2 / 3,8)
Inflation	0,3% (0,4 / 0,2)	0,8% (1,1 / 0,4)	1,3% (1,7 / 0,9)
Consommation privée	-7,80%	6,00%	3,30%
Consommation publique	2,50%	1,00%	1,30%
Investissements	-15,50%	4,90%	5,90%
Exportations	-13,60%	8,40%	4,90%
Importations	-12,00%	7,40%	5,30%

Ce n'est manifestement pas l'activité économique française qui va arranger la sauce. Deux jours avant l'annonce de la Commission, Bruno Le Maire dégradait en effet sa prévision de croissance pour 2020 à -11%, soit trois points de plus que les -8% annoncés mi-avril.

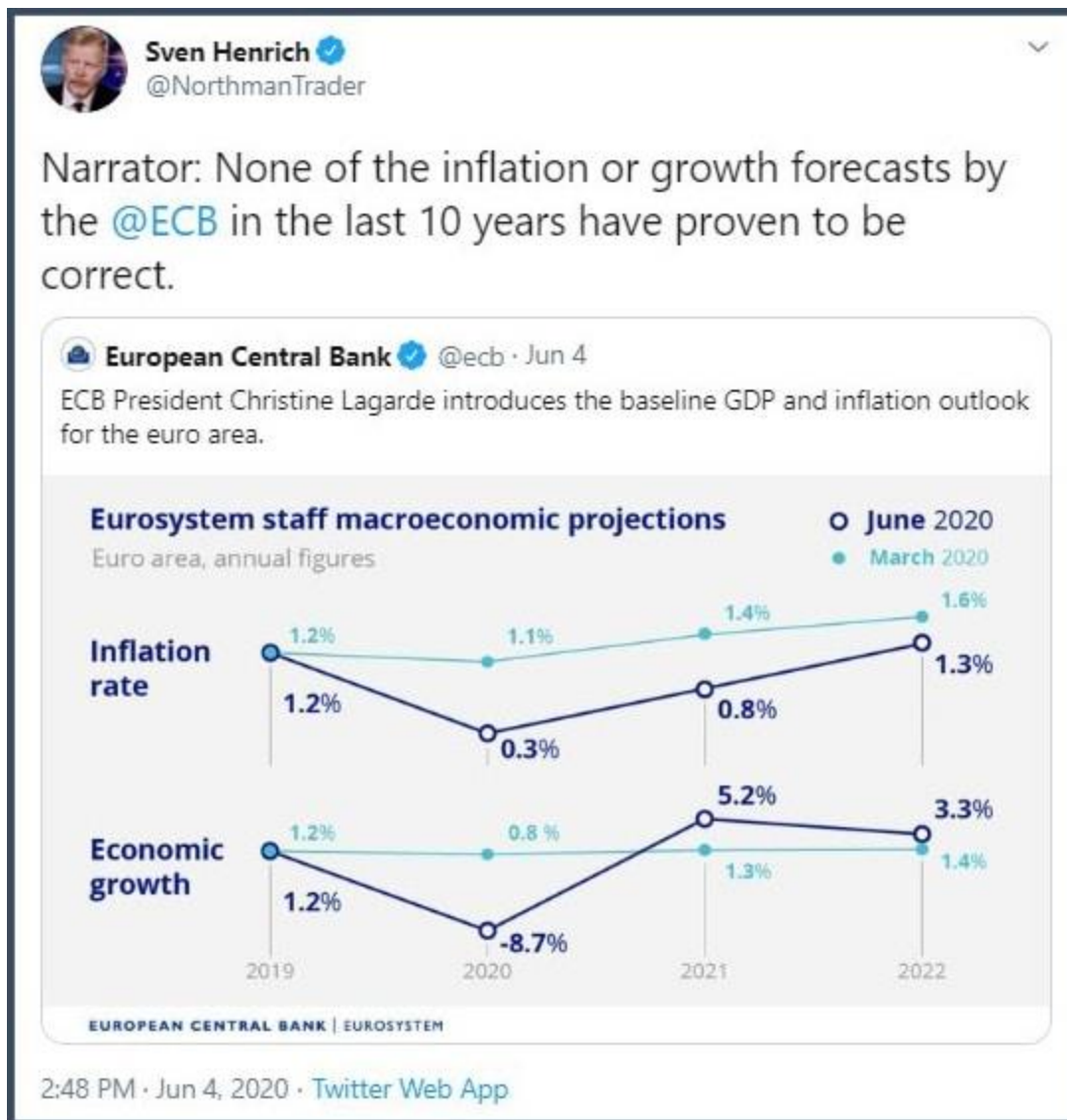


Bravo au gouvernement pour avoir réussi l'exploit de nous ramener [plus de 50 ans en arrière](#)...



CAC 40 5 101,73 PTS	+1,79% ▲	• FORTES HAUSSES CAC 40 UNIBAIL-VIS SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	+10,77% +7,17%	• FORTES BAISSSES CAC 40 WORLDLINE DANONE	-2,20% -1,12%	DOW JONES NASDAQ 100 FTSE 100	+0,05% -0,77% +0,97%	Or OAT 10 ans Pétrole Brent
------------------------	----------	--	-------------------	---	------------------	-------------------------------------	----------------------------	-----------------------------------

Quant à Christine Lagarde, elle a le mérite de rappeler en creux que, pas plus que vous et moi, les économistes de la BCE n'ont la moindre idée de ce qui va se produire ne serait-ce que dans les mois à venir.



4 juin : « BCE : La présidente de la BCE, Christine Lagarde, présente le PIB de référence et les perspectives d'inflation pour la Zone euro. » Sven Henrich : « Narrateur : Aucune des prévisions d'inflation ou de croissance de la BCE au cours des 10 dernières années ne s'est avérée correcte. »

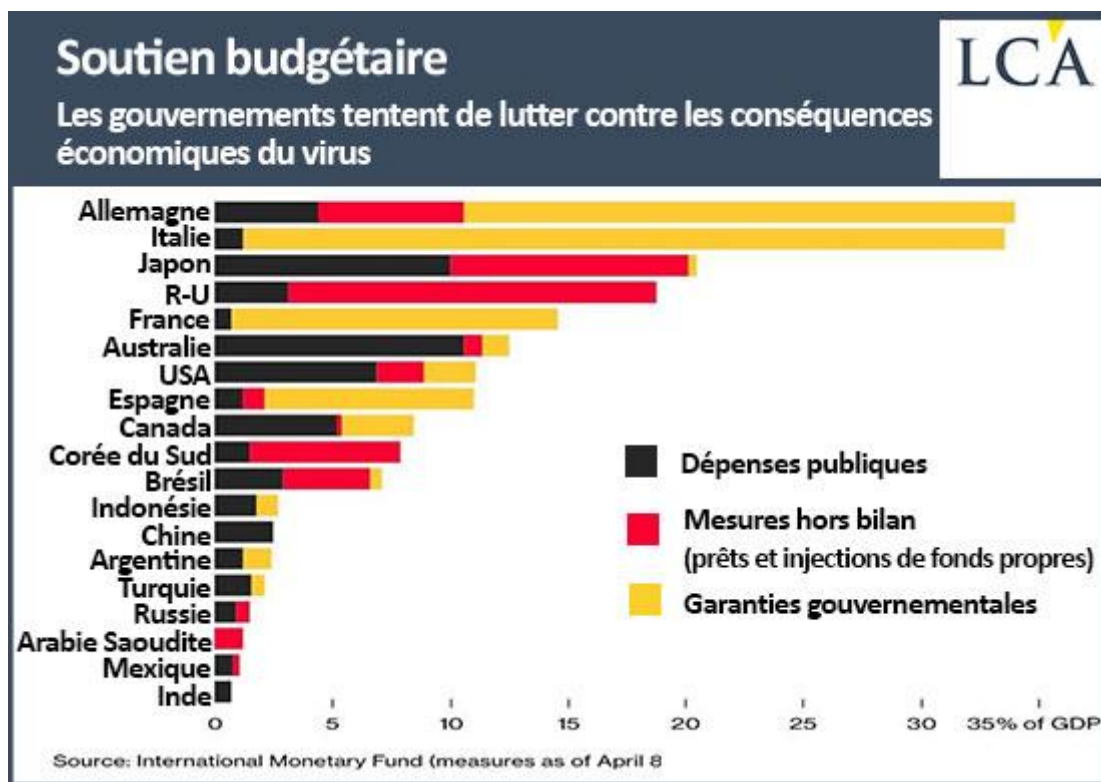
Evidemment, qui dit récession dit augmentation accrue des déficits et de la dette publique. Vu l'ampleur des déséquilibres au sein de la Zone euro, cela ne pouvait pas aller sans faire apparaître de nouvelles velléités de la part des dirigeants des Etats cigales de [taper dans la cagnotte des Etats fourmis](#). Je ne parle même pas des quelques menus ajustements intervenus au niveau de la planche à billets de Francfort...

Avant de vous proposer un point d'étape sur ces deux dernières questions, il me semble important de faire l'état des lieux en matière de dette publique au sein de la Zone euro, puisque c'est bien de là que découle l'immense majorité des questions européennes.

Commençons par jeter un œil sur les plans de relance nationaux.

L'Allemagne, longtemps critiquée pour ne pas assez soutenir la demande locale, s'offre un gigantesque plan de relance

Se comporter comme une fourmi n'est pas agréable tous les jours, mais cela permet au moins d'avoir les coudées larges le jour où l'on a besoin de mettre en œuvre un plan de relance.



Notez que ces chiffres, qui font apparaître que la fourmi allemande va soutenir son économie à hauteur de 33% de son PIB, datent de la mi-mai. Ils n'incluent donc pas le nouveau plan de relance de 130 Mds€ sur lequel s'est accordée la coalition au pouvoir le 4 juin, ce qui porte le total du soutien allemand à son économie à 1 300 Mds€, soit 38% du PIB 2019.

Attention cependant à ne pas tout mélanger. Il y a tout d'abord l'argent public effectivement dépensé (en noir sur le graphique), lequel va inmanquablement impacter les soldes budgétaires gouvernementaux.

Ce compartiment se distingue des prêts et des injections de fonds propres (en rouge) et des simples garanties gouvernementales (en jaune) – ces dernières représentent de l'argent qui, sauf cas de faillites d'entreprises, reviendra *in fine* à l'Etat. Pour mieux apprécier les chances que les différents gouvernements revoient cette manne, je vous renvoie à mes précédents billets sur la situation des [entreprises non-financières](#).

Pour en revenir à notre graphique, il nous permet de constater que des pays comme l'Australie, le Japon et les Etats-Unis ont beaucoup plus distribué d'argent depuis des hélicoptères que ne l'ont fait l'Allemagne ou la France.

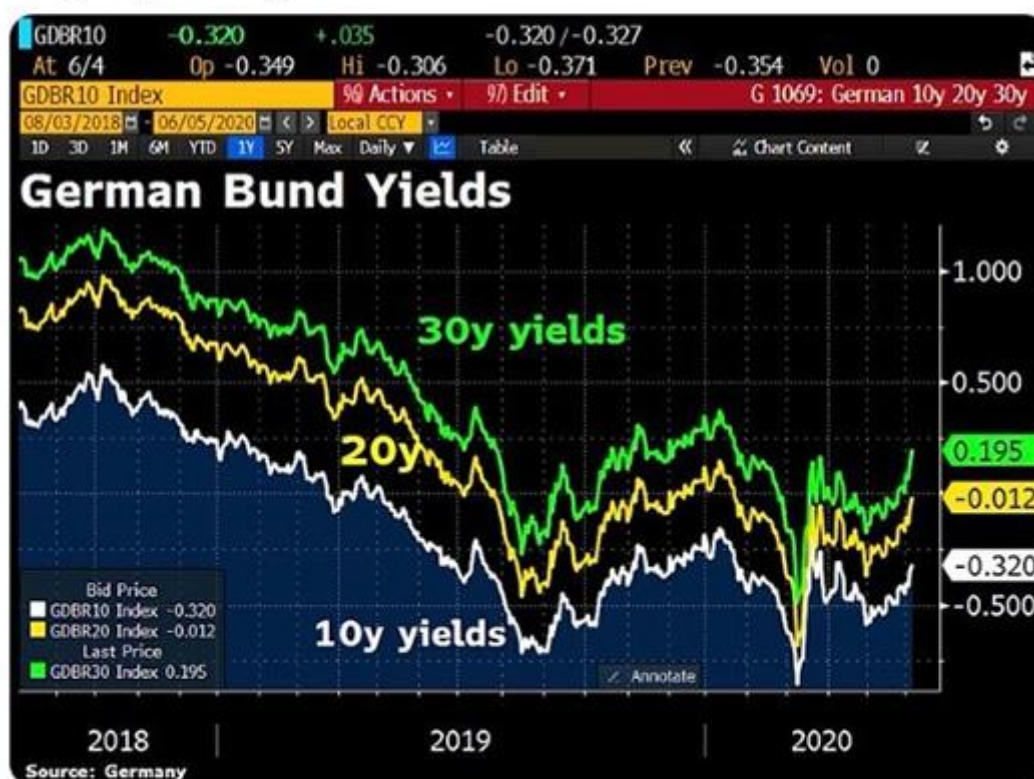
Il n'en reste pas moins que c'est un véritable basculement qui vient de se produire en Allemagne, comme en a attesté le marché obligataire.



Holger Zschaepitz

@Schuldensuehner

Good morning from #Germany, where there has been a sharp sell-off in govt bonds as Germany completely u-turned from austerity champion to Europe's big spender. 30y yields turned positive again, 20y yields jumped to almost 0% on German shift from fiscal frugality to largesse.



7:25 AM · Jun 5, 2020 · TweetDeck

5 juin : « Bonjour d'Allemagne, où le cours des obligations gouvernementales a enregistré une forte baisse alors que l'Allemagne est complètement passée du statut de champion de l'austérité à celui de gros dépensier de l'Europe. Les taux à 30 ans sont redevenus positifs, les taux à 20 ans ont bondi à près de 0% lors du passage de la frugalité à la largesse budgétaire en Allemagne. »

France : le gouvernement revoit son déficit en hausse à 11,4% du PIB

De notre côté du Rhin, le trou béant des finances publiques devrait atteindre non pas 9% du PIB comme prévu mi-avril, mais sans doute plutôt 11,4%, comme l'a annoncé Gérald Darmanin le 4 juin.

Rassurez-vous cependant, il n'y a vraiment pas de quoi s'inquiéter.



Bien sûr, il importe de nuancer entre les trois couleurs du graphique ci-dessus, mais il n'en reste pas moins qu'il existe une façon « amusante » d'envisager la situation française pour l'année en cours, comme l'a proposé [Eric Verhaeghe](#) :

« L'économie française devrait atteindre le score soviétique, en 2020, de 75% du PIB consacrés aux dépenses publiques. Il n'est pas sûr que Leonid Brejnev aurait osé présenter de tels chiffres au Soviet Suprême en son temps. »

[...] Il [Bruno Le Maire] ne l'a pas exactement présenté comme ça. Il a simplement expliqué que l'Etat avait d'ores et déjà mobilisé 20% du PIB pour sortir le pays de la crise du coronavirus... Et comme nous étions à 56% de dépenses publiques...

[...] Quelle fierté ! Alors que les dépenses publiques avaient atteint 56% du PIB en année normale, il faut désormais redresser ce chiffre de 20 points pour comprendre dans quelle dérive néo-libérale nous avons sombré. En dehors de la Corée du Nord, de Cuba et du Vietnam, nous ne devrions pas compter beaucoup de concurrents dans la course au communisme cette année. »

A ce stade, comme le patron du *Courrier des Stratèges*, j'ai définitivement décidé d'en rire plutôt que d'en pleurer – je vous recommande d'ailleurs d'en faire de même.

Une nouvelle conception des marchés

rédigé par [Bruno Bertez](#) 29 juin 2020

Les marchés ont bien changé ces dernières années – notamment dans leurs relations avec les banques centrales : des échanges complexes, où le pouvoir n'est pas forcément où on l'attend.



Ma conception des marchés financiers a changé depuis le temps où j'étais analyste.

Je considère que les marchés n'ont plus aucun pouvoir d'anticipation. Ils ne reflètent absolument pas les préférences des investisseurs, ils ne sont plus des lieux de constatation des opinions contraires – ils sont simplement des champs d'intervention des démiurges/zozos qui s'en servent pour transmettre ou essayer de transmettre leur politique monétaire.

La formule « *Don't fight the Fed* », « on ne lutte pas contre la Fed », résume tout. Ou plutôt, il faut aller plus loin et non seulement ne pas s'opposer à la Fed et jouer contre elle, mais devancer ses désirs, les exaucer avant même qu'elle les ait formulés !

Il faut réagir avant le premier tintement de la clochette de Pavlov.

Il est loin le temps où on pouvait encore suivre Alan Greenspan lorsqu'il disait :

« Comment pourrais-je en savoir plus que les milliers d'analystes qui établissent les prévisions de bénéfices, qui font la Bourse ? »

Les milliers d'analystes ne font plus la Bourse ; c'est la Fed qui fait la Bourse, et les analystes courent derrière en essayant de rationaliser ces mouvements et tendances qu'ils ne maîtrisent pas.

L'analyse ne sert plus à rien ?

L'analyse ne guide plus, elle sert à la justification du marketing. L'analyse financière est une construction parallèle qui sert à faire semblant de donner un sens et une raison aux cours de Bourse, lesquels sont déterminés ailleurs et par d'autres forces.

Les marchés marchent sur la tête, comme beaucoup de choses du monde moderne ; ils ont subi la fameuse inversion.

La relation entre les démiurges/zozos et les marchés est complexe et dialectique ; les marchés sont serfs des banquiers centraux mais les banquiers centraux sont otages des marchés.

A force de vouloir qu'ils montent, les banques centrales les ont fait trop monter... et maintenant elles ne peuvent même plus envisager qu'ils puissent baisser.

On est monté trop haut et pendant trop longtemps pour pouvoir encore redescendre. C'est donc exactement cela : les banques centrales sont les maîtresses des marchés mais les marchés commandent aux banques centrales. Les marchés font le chantage au chaos et à la destruction.

Si je ne craignais de passer pour un macho, je dirais que c'est comme dans un couple homme/femme, ce n'est pas celui que l'on croit qui commande. Vaste sujet... La dialectique du maître et de l'esclave, si on veut : le maître est aussi esclave que l'esclave car il dépend de lui pour être maître.

Je soutiens donc que les marchés ont perdu toute capacité d'anticipation, ils sont stupides. C'est comme tout le reste : on a détruit tous les signaux qui permettaient de gérer et de s'adapter, et on les a détruits au profit des maîtres – ils ont pris le contrôle et c'est eux qu'il faut suivre.

Le déclin américain s'accélère

rédigé par [Bill Bonner](#) 29 juin 2020

Confinement et impression monétaire, les deux mamelles du déclin américain : nous examinons aujourd'hui deux autres Imbécilités Monumentales perpétrées par les Etats-Unis.



Aujourd'hui, nous examinons le problème fondamental posé par l'impression monétaire. Elle peut donner un petit coup de dopage aux gens, mais elle ne les empêche pas de s'effondrer ensuite. Elle peut leur donner des dollars, en d'autres termes... mais elle ne peut pas améliorer leur sort.

La richesse réelle exige de la croissance réelle, de l'épargne réelle, des investissements réels, du travail, du temps, de l'innovation, de la discipline – et toutes les autres choses qui ont fait, à l'origine, de l'économie US une telle locomotive économique.

La fausse monnaie, en revanche, encourage la spéculation, le complot, la corruption, le court-termisme et une attitude cavalière... qui condamne l'empire au statut de [« trou m***ique »](#).

Catastrophe

Nous avons parlé hier des [Quatre Imbécilités Monumentales perpétrées par les Etats-Unis](#) depuis le début du siècle – et examiné les deux premières. Les troisième et quatrième QIM, quant à elles, se sont produites en rapide succession cette année.

Pour commencer, les autorités ont verrouillé l'économie entière comme si le Covid-19 était la Peste noire. (Historiquement, c'est un tueur mineur. [Et très sélectif](#) – particulièrement rancunier envers les personnes âgées, les diabétiques et les hypertendus. C'est-à-dire qu'il tend à cibler ceux qui ont déjà fait leurs bagages et attendent le corbillard ; environ la moitié des victimes du Covid-19 étaient âgées de 78 ans et plus.)

Ensuite, réalisant la catastrophe causée par ses ordres de confinement... l'équipe Trump a fait la dernière de ses QIM. Elle s'est mise à imprimer de l'argent à une échelle sans précédent jusqu'alors en Amérique du Nord.

Dommmages durables

Des quatre Imbécilités, c'est cette dernière qui fera les dommages les plus conséquents et les plus durables.

Comment cela ?

L'impression monétaire galopante divise les Etats-Unis en deux. Ceux qui obtiennent l'argent... [et les autres.](#)

[Elle sape le « contrat social »](#). Comme dit plus haut, la fausse monnaie peut rendre quelques personnes riches, mais elle ne peut pas enrichir une société. Les 10% de gens qui touchent 90% de l'argent iront très bien. [Le reste leur en tiendra rancune.](#)

Elle détruit l'économie réelle. La fausse monnaie favorise les comploteurs, les parieurs, les initiés, les prédateurs, les compères, les politiciens, les canailles (nous nous répétons) et les escrocs (oups, encore une répétition).

Elle nuit aux épargnants, aux travailleurs, aux innovateurs, aux investisseurs de long terme et aux entrepreneurs patients et disciplinés dont dépend l'économie réelle de demain.

Elle accélère le déclin américain. L'empire a besoin d'un dollar solide et fiable. En imprimant des milliers de milliards de faux billets, les autorités poussent l'empire au bas de la montagne.

Elle invite la corruption. Dans une économie réelle et honnête, [ce qu'on obtient dépend de ce que l'on donne.](#) L'argent, les gens doivent le gagner.

Dans une économie qui imprime de la monnaie, l'argent va à ceux qui sont liés au pouvoir. Le gouvernement fédéral – sous la direction du gros bonnet de Goldman Sachs et actuel secrétaire au Trésor US Steven Mnuchin – décidera [qui obtient quoi.](#)

La Fed, quant à elle, achetant des obligations d'entreprises individuelles, décidera quelles entreprises vivent (en tant que zombie, très probablement)... et lesquelles meurent.

Est-ce un modèle durable ?